

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2006-2007



Handelingen

Plenaire vergaderingen
Donderdag 22 maart 2007

Ochtendvergadering

3-209

3-209

Séances plénaires
Jeudi 22 mars 2007

Séance du matin

Annales

Belgische Senaat
Gewone Zitting 2006-2007

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
CDH	Centre Démocrate Humaniste
ECOLO	Écologistes
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
PS	Parti Socialiste
SP.A-SPIRIT	Socialistische Partij Anders – SPIRIT
VL. BELANG	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire	Inhoudsopgave
Débat thématique : La politique énergétique en Belgique (Doc. 3-2041).....	Themadebat: Het energiebeleid in België (Stuk 3-2041).....
Motions	Moties
Excusés.....	Berichten van verhindering.....

Présidence de Mme Anne-Marie Lizin*(La séance est ouverte à 10 h 15.)***Débat thématique : La politique énergétique en Belgique (Doc. 3-2041)**

Mme la présidente. – L'ordre du jour appelle le débat thématique sur la politique énergétique en Belgique. Le débat comprend trois volets :

- une présentation de son point de vue par chaque groupe politique ;
- une réplique du ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique ;
- un débat contradictoire.

Le Bureau a fixé le temps de parole pour le premier volet à 5 à 10 minutes par groupe politique.

Je donne la parole à M. Collas, corapporteur.

M. Berni Collas (MR), corapporteur. – Dans le courant de la législature 2003-2007, plusieurs propositions de loi et propositions de résolution sur la politique énergétique de la Belgique ont été déposées à la commission des Finances et des Affaires économiques.

Les propositions suivantes ont été déposées : n° 3-1201, n° 3-1272, n° 3-1554, n° 3-1759, n° 3-1178.

Dans ce cadre, plusieurs réunions de commission et auditions ont été organisées, notamment avec M. Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique. Le rapport contient les résumés des auditions. Les exposés intégraux sont publiés sur le site du Sénat en tant qu'annexes du rapport.

Du 21 au 23 février 2007, une délégation de la commission des Finances et des Affaires économiques a effectué une visite de travail en Finlande. Elle a eu des contacts avec l'exploitant des deux centrales nucléaires finlandaises sur l'île d'Olkiluoto où une nouvelle centrale est également construite, avec Greenpeace Finland, la Radiation and Nuclear Safety Authority et enfin le VTT, le Technical Research Centre of Finland, afin d'approfondir l'aspect des économies d'énergie. Le rapport de la visite a été repris dans l'introduction.

M. Jan Steverlynck (CD&V). – En matière d'énergie, plusieurs défis se présentent à nous. Les prix en ont augmenté sensiblement en raison de la forte croissance qu'a connue dernièrement l'économie mondiale. Les matières premières s'épuisent : le pétrole et les réserves de gaz à moyen terme et les réserves d'uranium à long terme. Seul le charbon est encore disponible en abondance. Il faut tenir compte des objectifs climatiques et du réchauffement de la planète qui est lié à la consommation d'énergie nécessaire pour les transports, le chauffage et l'électricité. Nous sommes par ailleurs dépendants de fournisseurs pas toujours fiables. Le monopole de SUEZ, dont l'appareil de production est amorti, empêche un fonctionnement sain du marché. La propriété et la gestion des réseaux continuent également à poser problème. Une politique énergétique et climatique qui tienne

Voorzitter: mevrouw Anne-Marie Lizin*(De vergadering wordt geopend om 10.15 uur.)***Themadebat: Het energiebeleid in België (Stuk 3-2041)**

De voorzitter. – Aan de orde is het themadebat over het energiebeleid in België. Het debat bestaat uit drie delen:

- een uiteenzetting door iedere fractie van haar standpunt;
- een repliek door de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid;
- een debat.

Het Bureau heeft de spreektijd in het eerste deel vastgesteld op 5 à 10 minuten per fractie.

Ik geef het woord aan de heer Collas, corapporteur.

De heer Berni Collas (MR), corapporteur. – In de loop van de regeerperiode 2003-2007 werden in de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden verschillende wetsvoorstellingen en voorstellen van resolutie over het Belgische energiebeleid ingediend.

Het betreft de voorstellen met de nummers: 3-1201, 3-1272, 3-1554, 3-1759, 3-1178.

In dat kader werden een aantal commissievergaderingen en hoorzittingen georganiseerd, onder andere met de heer Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid. Het verslag bevat de samenvattingen van de hoorzittingen. De volledige toespraken worden als bijlage bij het verslag op de webstek van de Senaat gepubliceerd.

Van 21 tot 23 februari 2007 is een delegatie van de Senaatscommissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden op werkbezoek in Finland geweest. Ze heeft contacten gehad met de exploitant van de twee Finse kerncentrales op het eiland Olkiluoto, waar ook een nieuwe centrale wordt gebouwd, met Greenpeace Finland, met de Radiation and Nuclear Safety Authority en ten slotte met VTT, het Technical Research Centre of Finland, om het aspect energiebesparing uit te diepen. Het verslag van het bezoek werd opgenomen in de inleiding.

De heer Jan Steverlynck (CD&V). – Inzake energie komen verschillende uitdagingen op ons af. De energieprijzen zijn door de recente forse groei van de wereldconomie fel gestegen. Grondstoffen raken op: aardolie en aardgasreserves op middellange termijn en uraniumreserves op lange termijn. Alleen steenkool is nog ruim voorradig. Er zijn de klimaatdoelstellingen en de opwarming van de aarde die samenhangt met het verbruik van energie voor transport, verwarming en elektriciteit. Er is de energieafhankelijkheid van mogelijk onbetrouwbare leveranciers. De werking van vooral de aardolie- en de aardgasmarkt, in combinatie met de monopoliepositie van SUEZ en zijn afgeschreven productieapparaat, verhindert de gezonde werking van de markt. Ook de eigendom en het beheer van de netten blijven knelpunten. Er is nood aan een coherent energie- en

compte à la fois des directives européennes et des normes fédérales et régionales, s'impose.

Notre parti est favorable à une politique énergétique qui tient compte de différents objectifs à définir dans un débat ouvert et franc.

Il faut développer une politique énergétique rationnelle. Rien n'est moins coûteux et meilleur pour l'environnement qu'un kilowatt non utilisé.

La facture énergétique doit être raisonnable, tant pour les particuliers que pour les entreprises. Cela nécessite une organisation efficace des marchés, permettant les prix les plus bas.

Il faut être particulièrement attentif à la protection de l'environnement. Le choix des sources d'énergie doit être conciliable avec la politique climatique.

Nos approvisionnements doivent être garantis. Notre production d'électricité ne doit pas être tributaire à 80% du gaz. Nous préconisons un mélange équilibré de sources énergétiques passant par des fournisseurs fiables.

Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures pour permettre à la concurrence de s'exercer pleinement pour la production d'électricité et au fonctionnement du marché d'avoir des résultats positifs pour les consommateurs.

La Région flamande doit détenir les instruments qui lui permettent de mener une politique énergétique cohérente.

Comment évaluons-nous la politique énergétique de la coalition violette ?

L'accord de gouvernement fixe de très nombreux objectifs. Ont-ils été réalisés ?

Quant au marché du marché du gaz et de l'électricité, je fais référence aux Pax Electrica I et II qui ont à peine influencé le fonctionnement du marché. Jusqu'à présent, le consommateur industriel belge a toujours un handicap énergétique de 20%.

La sortie anticipée du nucléaire décidée par la coalition arc-en-ciel implique la fermeture de centrales entre 2015 et 2025. Ces centrales produisent aujourd'hui 55% de notre électricité. Il n'y a pas de solutions de recharge.

L'offensive du gouvernement fédéral suite à la fusion entre Gaz de France et SUEZ a été très singulière : le gouvernement s'est engagé à maintenir une stabilité fiscale jusqu'à la fin de 2009.

L'accord de gouvernement de 2003 annonçait que les premières éoliennes en mer seraient opérationnelles fin 2004. Ce ne sera manifestement pas le cas avant 2010.

L'objectif européen selon lequel les biocarburants devaient représenter 2% de l'ensemble des carburants au 31 décembre 2005 n'a pas été atteint. Aujourd'hui, il n'y a pratiquement pas de biocarburants sur le marché. Le glissement annoncé des coûts fixes vers des coûts variables dans le domaine des transports, le service de médiation et les tarifs sociaux de l'électricité ne sont pas ou pas totalement devenus réalité, sauf si le gouvernement a pris in extremis, ce week-end, une décision de principe à ce sujet.

Quelles sont nos lignes de force pour une politique

klimaatbeleid, waarvoor zowel Europese richtlijnen als federale en regionale normen gelden.

Onze partij is voorstander van een energiebeleid dat rekening houdt met verschillende doelstellingen waarover een eerlijk en open debat moet worden gevoerd.

Er moet een rationeel energiebeleid komen. Niets is zo goedkoop en zo goed voor het leefmilieu als de niet-verbruikte kilowatt.

Er is behoefte aan een betaalbare energiefactuur voor zowel de particulieren als de bedrijven. Daartoe moeten de markten efficiënt worden georganiseerd, zodat de laagst mogelijke prijzen gelden.

Er moet bijzondere aandacht uitgaan naar de bescherming van het leefmilieu. De keuze van de energiebronnen moet in overeenstemming zijn met het klimaatbeleid.

Er moet bevoorradingssekerheid zijn. Onze elektriciteitproductie mag niet voor 80% van gas afhankelijk worden. We zijn gewonnen voor een evenwichtige mix van energiedragers via betrouwbare leveranciers.

De overheid moet maatregelen nemen om de concurrentie bij de elektriciteitsproductie ten volle te laten werken, zodat de marktwerking positieve resultaten oplevert voor de verbruikers.

Het Vlaams Gewest moet instrumenten in handen krijgen om een coherent energiebeleid te voeren.

Hoe evalueren we het paarse energiebeleid?

Het regeerakkoord bevat talloze doelstellingen. Wat is daarvan terechtgekomen?

Voor de werking van de elektriciteits- en de gasmarkt verwijst ik naar de Pax Electrica I en II. Ze hebben nauwelijks een invloed gehad op de marktwerking en de Belgische industriële verbruiker heeft tot vandaag nog steeds een energiehandicap van ongeveer 20%.

De vervroegde uitstap uit de kernenergie, waartoe de vorige groenpaarse regering heeft beslist, houdt in dat de bestaande kerncentrales tussen 2015 en 2025 worden gesloten. Vandaag produceren die centrales 55% van onze elektriciteit en liggen er geen alternatieven voor het grijpen. Op een ogenblik dat het klimaatbeleid ons tot ernstige inspanningen noopt, zouden we wel eens op een blind avontuur kunnen afstevenen.

Zeer opvallend was het offensief van de federale regering naar aanleiding van de fusieoperatie tussen Gaz de France en SUEZ, waarbij ze zich tot eind 2009 heeft verbonden voor het behoud van fiscale stabiliteit.

Het regeerakkoord 2003 kondigde aan dat eind 2004 de eerste windmolens op zee operationeel zouden zijn. Op dit ogenblik draait er echter nog geen enkele zeewindmolen en blijkbaar zal dat ook niet vóór 2010 het geval zijn.

De Europese doelstelling om tegen 31 december 2005 2% biobrandstoffen te hebben, werd niet gehaald. Vandaag zijn er nog altijd nauwelijks biobrandstoffen op de markt. De aangekondigde verschuiving van de vaste kosten naar de variabele kosten inzake het vervoer, de ombudsdiest en de sociale elektriciteitstarieven werd niet of onvoldoende gerealiseerd, tenzij de regering daaromtrent in het weekend op

énergétique différente ?

En ce qui concerne la maîtrise de la demande, il est évident que les économies d'énergie sont primordiales. Le CD&V veut augmenter l'efficacité énergétique. Les normes relatives aux appareils électroménagers tels que les frigos, les congélateurs, les lave-linge et les sèche-linge, ainsi qu'aux chaudières et aux appareils de conditionnement d'air doivent être continuellement renforcées au niveau européen. Grâce au récent décret relatif aux performances énergétiques, des progrès importants ont déjà été enregistrés pour les normes de chauffage et de refroidissement des bâtiments. Le weekend passé, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures mais nous estimons que cela doit se faire au niveau européen pour éviter les concurrences déloyales.

Le CD&V opte pour des économies d'énergie très poussées sous l'impulsion des autorités régionales à laquelle la politique fiscale du pouvoir fédéral doit pouvoir se rattacher. Il est souhaitable que la politique tarifaire vis-à-vis du réseau de distribution soit transférée aux Régions de manière à ce que les obligations de service public imposées par les Régions et la tarification du réseau de distribution soient bien harmonisées.

Quant au pilotage de l'offre, nous tendons vers un éventail de sources d'énergie et de fournisseurs fiables. Nous voulons donc ouvrir toutes les options et nous sommes partisans de l'énergie renouvelable, du gaz naturel, du pétrole, de l'énergie nucléaire et, si les progrès technologiques sont suffisants, du charbon propre. Les fournisseurs doivent venir de partout car nous ne voulons certainement pas être dépendants de n'importe lequel d'entre eux.

La Région flamande veut 6% d'électricité verte pour 2010. Le CD&V demande que la part de cette dernière soit portée à 12% pour 2015. Pour l'instant, le pouvoir fédéral est compétent pour le réseau de transport et la Mer du Nord. Il serait raisonnable de transférer intégralement aux Régions la politique relative à l'électricité verte, y compris l'injection, en particulier dans le réseau du transport, et la tarification qui est jusqu'à présent incluse dans les tarifs de transport, ainsi que les obligations de service public écologiques en tant que telles.

L'énergie nucléaire a des désavantages mais aussi des avantages. Nous ne voulons pas ne voir que les premiers mais prendre aussi en considération les seconds. Nous se sommes ni nucléophobes ni nucléophiles.

Les arguments avancés par la majorité violette pour fermer anticipativement les centrales nucléaires, tels que la sécurité, les risques de prolifération et des déchets radioactifs, ne sont pas convaincants parce ce qu'il n'est nullement tenu compte des avantages. Puisque seuls les coûts variables subsistent encore, les centrales peuvent produire de l'électricité à très bon marché. En outre, la production est écologique parce qu'elle ne dégage pas de CO₂.

La plus-value enregistrée grâce au maintien durant une plus longue période des centrales nucléaires doit être utilisée à des fins sociales, notamment des objectifs environnementaux et plus particulièrement le soutien de l'énergie renouvelable. Une bonne gestion suppose des décisions responsables à court, moyen et long termes. L'étude de la Commission 2030, commandée par le gouvernement violet et relative à

de valreep een principiële beslissing heeft genomen.

Wat zijn onze krachtlijnen voor een ander energiebeleid?

Wat de vraagbeheersing betreft, is het duidelijk dat energiebesparing centraal staat. CD&V wil de energie-efficiëntie verhogen. De normen voor huishoudelijke apparaten als koelkasten, diepvriezers, wasautomaten en wasdrogers, alsook voor verwarmingsketels en airconditioningstoestellen moeten op Europees vlak continu worden aangescherpt. Met het recente energieprestatiedecreet werd inzake de normen voor verwarming en afkoeling van gebouwen al een belangrijke vooruitgang geboekt. De regering heeft afgelopen weekend een aantal maatregelen aangekondigd, maar wij menen dat die op Europees niveau moeten worden genomen, om concurrentievervalsing te voorkomen.

CD&V kiest voor verregaande energiebesparing onder impuls van de regionale overheden waarop het fiscale beleid van de federale overheid moet kunnen aansluiten. Het is wenselijk dat het tarievenbeleid ten opzichte van het distributienet naar de gewesten wordt overgeheveld zodat de openbare dienstverplichtingen die de gewesten opleggen en de tarivering van het distributienet goed op elkaar worden afgestemd.

Wat de aanbodsturing betreft, streven wij naar een mix van bronnen en betrouwbare leveranciers. We willen dus alle opties openhouden en zijn voorstander van duurzame energie, aardgas, aardolie, kernenergie en, als er voldoende technologische vooruitgang is, schone steenkool. De leveranciers moeten uit alle windstreken komen, want we willen zeker niet afhankelijk zijn van welke leverancier dan ook.

Het Vlaams Gewest wil 6% groene stroom tegen 2010. CD&V vraagt dat het aandeel groene stroom tegen 2015 verhoogd wordt tot 12%. De federale overheid is vooralsnog bevoegd voor het transmissienet en de Noordzee. Het zou verstandig zijn het groenestroombeleid, met inbegrip van de injectie, inzonderheid op het transmissienet, en de tarivering, die tot nog toe begrepen is in de transmissietarieven, en de ecologische openbare dienstverplichtingen als zodanig volledig over te laten aan de gewesten.

Kernenergie heeft nadelen, maar ook voordelen. We willen ons niet blind stareen op de nadelen, maar ook de voordelen in ogenschouw nemen. Wij zijn noch nucleofob, noch nucleofiel.

De argumenten die paars heeft aangehaald om de kerncentrales vervroegd te sluiten, zoals veiligheid, proliferatierisico en kernafval, zijn niet overtuigend omdat geen rekening wordt gehouden met de voordelen. De bestaande Belgische centrales zijn afgeschreven. Aangezien alleen nog de variabele kosten overblijven, kunnen de kerncentrales zeer goedkoop elektriciteit produceren. Bovendien is de productie klimaatvriendelijk omdat er geen CO₂-uitstoot is.

De meerwaarde die gerealiseerd wordt door het langer openhouden van de kerncentrales moet worden aangewend voor maatschappelijke doelstellingen, waaronder milieudoelstellingen en meer in het bijzonder de ondersteuning van duurzame energie. Goed bestuur

l'approvisionnement en énergie à moyen et long termes, confirme d'ailleurs notre option.

La promotion du fonctionnement du marché dans le secteur de l'électricité et du gaz est également importante pour organiser un level playing field pour la production et le commerce. Le manque actuel d'investissements dans le secteur belge de l'énergie, qui fait que la Belgique doit aujourd'hui importer près de 10% de son électricité, montre clairement qu'une politique publique fiable et prévisible à long terme est nécessaire pour rendre possibles les décisions d'investissement.

Nous proposons les mesures suivantes.

Le CD&V souhaite prioritairement stimuler le rôle du marché dans le secteur de l'économie. À cet effet, il est souhaitable qu'une tranche de 2000 MW des actifs nucléaires soit cédée par l'opérateur dominant aux autres opérateurs. Si cela n'est pas possible, un négociant indépendant doit être désigné pour traiter de la production nucléaire et de celle des centrales au charbon. La marge créée par le négociant peut être utilisée pour le financement des objectifs relatifs à l'environnement, y compris le soutien de l'énergie renouvelable.

Le CD&V souhaite que des sites compétitifs supplémentaires soient réellement mis à la disposition d'autres producteurs d'électricité intéressés et non pas uniquement de l'opérateur dominant.

Le CD&V choisit une propriété principalement publique et une gestion publique des réseaux qui forment par nature un monopole. Les entreprises du secteur énergétique peuvent acquérir des actions mais sans détenir, ni séparément ni conjointement, une minorité, une minorité de blocage ou un actionnariat de référence.

Le CD&V veut encourager la concurrence sur le plan des importations de gaz naturel et le commerce de gros du gaz naturel. Le CD&V plaide pour le maintien et l'extension de Zeebrugge en tant que plaque tournante et pour le développement d'un réseau international.

Concernant les PME et l'industrie, nous voulons signaler que les aspects qualitatifs des livraisons importent pour bon nombre de PME et d'entreprises. Une meilleure connaissance de leur profil de consommation d'électricité par le biais de compteurs digitaux permettrait aux fournisseurs d'offrir aux PME un éventail plus large de formules tarifaires et des arrangements équilibrés en cas de coupures de courant.

Nous sommes en faveur de véritables tarifs sociaux. Ces tarifs sont destinés à alléger la facture énergétique des personnes à faibles revenus ou en situation précaire. Pour le CD&V, ce tarif doit être attribué automatiquement et être moins cher que les tarifs commerciaux les plus bas. Le week-end dernier, le gouvernement a pris une décision de principe dans ce sens mais pour que l'approche puisse être cohérente, les Régions devraient être compétentes en matière de politique tarifaire de distribution.

Des provisions nucléaires suffisantes sont indispensables. Le CD&V souhaite qu'on arrive à une réglementation solide qui permette que l'approvisionnement nucléaire soit ancré au maximum en Belgique, dans le respect de la législation européenne, et ne soit pas utilisé pour enjoliver le budget. Il faut en tout cas garantir l'augmentation de la provision qui

veronderstelt het nemen van verantwoorde beslissingen op korte, middellange en lange termijn. De studie van de Commissie 2030 die de paarse regering heeft besteld in verband met de energievoorrading op middellange en lange termijn, bevestigt overigens onze optie.

Het bevorderen van de marktwerking in de elektriciteits- en gassector is ook belangrijk om voor productie en handel een *level playing field* te organiseren. Het actuele gebrek aan investeringen in de Belgische energiesector, waardoor België nu bijna 10% van zijn elektriciteit moet invoeren, maakt duidelijk dat een betrouwbaar en voorzienbaar overheidsbeleid op lange termijn noodzakelijk is om investeringsbeslissingen mogelijk te maken.

Wij stellen volgende maatregelen voor.

CD&V wenst prioritair de marktwerking in de elektriciteitssector te bevorderen. Daartoe is het wenselijk dat een tranche van 2000 MW in de nucleaire activa door de dominante marktspeler wordt afgestaan aan andere marktspelers. Indien dit niet mogelijk is, moet een onafhankelijke groothandelaar worden aangesteld om de nucleaire productie en de productie van de steenkoolcentrales te verhandelen. De marge die de groothandelaar creëert, kan worden aangewend voor de financiering van milieudoelstellingen, met inbegrip van de ondersteuning van duurzame energie.

CD&V wenst dat bijkomende competitieve sites daadwerkelijk ter beschikking worden gesteld voor andere geïnteresseerde elektriciteitsproducenten in plaats van alleen maar voor de dominante speler.

CD&V kiest voor een overwegend publieke eigendom en een publiek beheer van de netten die van nature een monopolie vormen. Bedrijven uit de energiesector mogen aandelen verwerven, maar afzonderlijk of gezamenlijk geen meerderheid, ook geen blokkeringsminderheid en zelfs geen referentieaandeelhouderschap hebben.

CD&V wil de mededinging op het vlak van de import van aardgas en de groothandel in aardgas bevorderen. CD&V pleit voor het handhaven en verder uitbouwen van Zeebrugge als draaischijf en voor de uitbouw van een internationaal netwerk.

Wat energie en KMO's en industrie betreft, willen we erop wijzen dat de kwalitatieve aspecten van de levering voor vele KMO's en bedrijven belangrijk zijn. Betere kennis van het stroomafnameprofiel via digitale meters, zodat leveranciers aan de KMO's een grotere waaier aan tariefformules kunnen aanbieden, en evenwichtige regelingen bij stroomonderbrekingen zijn noodzakelijk.

We pleiten voor echte sociale tarieven. Het sociale tarief is erop gericht de energiefactuur van personen met een laag inkomen of van mensen die in een kwetsbare situatie verkeren te verlichten. Voor CD&V moet dat tarief automatisch worden toegekend en moet het goedkoper zijn dan de laagste commerciële energietarieven in het distributiegebied. Afgelopen weekend heeft de regering een principiële beslissing in die richting genomen, maar om tot een coherente aanpak te komen moeten de gewesten bevoegd worden voor het tariefbeleid in de distributie.

Voldoende en zekere nucleaire provisies zijn noodzakelijk.

devra être largement suffisante au moment du démantèlement des centrales nucléaires. Nous craignons qu’avec les dispositions du projet de loi portant des dispositions diverses, dont nous n’avons malheureusement pas pu débattre en commission avec le ministre, on ne creuse le passif nucléaire.

Le CD&V plaide pour la constitution d’un fonds de compensation TVA qui puisse réellement couvrir la perte des dividendes d’énergie subie par les communes. Il présente l’avantage supplémentaire de permettre un partage objectif entre les communes. De ce fait, les communes sont incitées à mener une gestion transparente afin de rendre désormais inutiles toute sorte de constructions actuellement créées pour échapper à la TVA.

Enfin, il y a lieu de mieux protéger le consommateur. La libéralisation du marché de l’électricité et du gaz naturel a signifié une révolution pour le consommateur. Curieusement, de nombreux consommateurs n’utilisent guère les possibilités de choix que leur offre le marché. La nouvelle situation du marché est extrêmement complexe et demande une bonne connaissance du terrain. Il ne sera possible de comparer correctement les prix qu’en se basant sur des indications de prix transparentes et sur une facture énergétique transparente. C’est pourquoi le CD&V demande qu’on mentionne le coût all inclusive par unité d’énergie consommée, une facture énergétique uniforme, l’interdiction de techniques de vente agressives, la possibilité de changer rapidement et simplement de fournisseur d’énergie et l’encouragement de l’utilisation du compteur tarifaire bi-horaire et du compteur budgétaire intelligent.

Mme Joëlle Kapompolé (PS). – Le développement durable, en ce compris les aspects liés à la responsabilité sociale des entreprises, aux investissements durables et aux placements éthiques, suscite un vif intérêt de la part des institutions supranationales, des chefs de gouvernement, des organisations non gouvernementales et des organismes financiers, des partis politiques, des entreprises, du monde syndical et des citoyens.

Force est de constater qu’au cours des dernières décennies, la conscience du caractère insoutenable d’une croissance infinie a dû céder la place à la notion de « développement durable ». Nos modes de production et de consommation exercent une pression intenable sur l’environnement. Les écosystèmes se dégradent, les ressources naturelles n’arrivent plus à se renouveler et le processus de réchauffement climatique est enclenché et perceptible.

Le PS estime que les pouvoirs publics fédéraux, les communautés et les régions doivent, d’une part, élaborer leur propre stratégie politique de développement durable et, d’autre part, édifier une stratégie nationale commune en faveur du développement durable. Il s’agit d’encourager l’État fédéral et les entités fédérées à réactiver la mise en œuvre du premier volet de la stratégie nationale dans le respect des principes de complémentarité, d’interaction, de plus-value et de synergie.

Le PS souhaite également que la Belgique renforce son cadre

CD&V wenst dat er een sluitende regeling komt, zodat de nucleaire voorziening, met respect voor de Europese regelgeving, maximaal in België wordt verankerd en niet wordt aangewend om de begroting op te smukken. In ieder geval moet ook de aangroei van de provisie gegarandeerd worden en moet ze ruim voldoende zijn op het tijdstip van de ontmanteling van de kerncentrales. We vrezen dat met de regelingen in het wetsontwerp diverse bepalingen, waarover we gisteren in de commissie helaas niet met de minister hebben kunnen debatteren, een gat in het nucleair passief wordt geslagen.

CD&V pleit voor de oprichting van een BTW-compensatiefonds dat het verlies aan energiedividenden van de gemeenten effectief kan dekken. Het heeft als bijkomend voordeel dat de opbrengst op een objectieve wijze tussen de gemeenten wordt verdeeld. Daardoor worden de gemeenten aangezet tot een transparant bestuur omdat allerlei constructies, die nu worden opgezet om geen BTW te betalen, niet langer nodig zijn.

Tenslotte moet de consument beter worden beschermd. Het vrijmaken van de elektriciteits- en aardgasmarkt betekende voor de consument een omwenteling. Wat het meest opvalt, is dat veel consumenten nauwelijks gebruik maken van de keuzemogelijkheden die de markt hen biedt. De nieuwe marktsituatie is erg complex en vraagt veel terreinkennis. Een correcte prijsvergelijking kan enkel op basis van transparante prijsaanduidingen en een transparante energiefactuur. Daarom vraagt CD&V een vermelding van de *all inclusive* kostprijs per eenheid verbruikte energie, een uniforme energiefactuur, een verbod van agressieve verkooptechnieken, een garantie van vlotte en eenvoudige verandering van energieleverancier en het aanmoedigen van het gebruik van de dubbele tariefmeter en de slimme budgetmeter.

Mevrouw Joëlle Kapompolé (PS). – *Duurzame ontwikkeling, met inbegrip van maatschappelijk verantwoord ondernemen, duurzaam investeren of ethisch beleggen, zijn begrippen die ruime aandacht krijgen van de supranationale instellingen en regeringsleiders, de niet-gouvernementele en financiële organisaties, de politieke partijen, de bedrijven, de vakverenigingen en de burgers.*

De jongste jaren heeft het besef van de onhoudbaarheid van een ongebreidelde groei het begrip ‘duurzame ontwikkeling’ ingang doen vinden. De druk die ons productie- en consumptiepatroon uitoefent op het milieu is onhoudbaar. De ecosystemen gaan achteruit, de natuurlijke bronnen kunnen zich niet meer herstellen en de opwarming van de aarde laat zich voelen.

Volgens de PS moeten de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen zowel hun eigen beleidsstrategie voor duurzame ontwikkeling uitbouwen als een gemeenschappelijke nationale strategie ter zake uitwerken.

De PS spoort de federale Staat en de deelgebieden aan om werk te maken van de uitvoering van het eerste deel van de nationale strategie inzake duurzame ontwikkeling, met inachtneming van de beginselen van complementariteit, interactie, meerwaarde en synergie.

De PS vraagt ook dat België, in het verlengde van de Grondwetsherziening, zijn institutioneel kader om duurzame

institutionnel pour la réalisation de ses objectifs afin de l'inscrire dans la continuité de ce qui vient d'être fait avec la révision de la Constitution. Comme cela a déjà été rappelé lors de l'adoption de la proposition de révision de la Constitution sur le développement durable, les différentes composantes politiques doivent être intégrées. Les objectifs sociaux et écologiques ne doivent donc pas être considérés comme complémentaires ou distincts du développement économique.

Je voudrais maintenant m'attarder sur plusieurs enjeux majeurs aux yeux du PS et, tout d'abord, la sortie du nucléaire. Le PS tient à rappeler que l'énergie nucléaire présente plusieurs caractéristiques qui sont loin d'en faire une énergie durable. À l'instar des énergies fossiles, l'énergie nucléaire est limitée en quantité par la rareté de sa matière première. Comme cela a été rappelé lors de la visite de la commission des Finances et des Affaires économiques au centre d'enfouissement, l'énergie nucléaire génère des déchets pour lesquels il n'existe pas encore de solution satisfaisante. L'énergie nucléaire présente également une autre caractéristique propre aux énergies fossiles : elle ne renforce pas l'indépendance de la Belgique par rapport à l'approvisionnement en matière première. Enfin, selon plusieurs études, l'énergie nucléaire, contrairement à ce que l'on pense, génère également du CO₂ dans les processus d'extraction et de conditionnement des matières premières.

Dans la mesure où les investissements que nécessite l'énergie nucléaire sont gigantesques par rapport à d'autres formes d'énergie, le PS estime qu'il est aujourd'hui indispensable d'orienter ces moyens vers des énergies véritablement durables.

Nous ne souhaitons donc pas revenir sur la loi relative à la sortie du nucléaire. La loi autorise déjà des mesures temporaires s'il s'avère que la sécurité d'approvisionnement est par exemple compromise. Or, rien n'indique actuellement que les conditions prévues dans cette clause d'exception sont satisfaites.

Un autre enjeu important est la réduction de la consommation énergétique. Le parc d'habitations belge est assez âgé et, en règle générale, assez mal isolé. Selon le plan d'action sur l'efficacité énergétique, publié de la Commission européenne, l'Europe continue à gaspiller 20% de son énergie par manque d'efficacité énergétique. Des mesures incitatives doivent donc être prises pour encourager les pouvoirs publics, les particuliers et les entreprises à réduire de manière significative leur consommation d'énergie.

C'est à l'initiative du PS qu'une partie, cent millions d'euros, du fonds de démantèlement des centrales nucléaires, le fonds Synatom a été mis à disposition pour permettre des prêts à des taux très préférentiels pour des travaux d'économies d'énergie (isolation, double vitrage, chaudière à condensation...) et pour le développement d'énergies alternatives (éolienne, biomasse...).

Les politiques environnementales ne sont pas idéologiquement neutres. Il faut évidemment réformer la fiscalité afin d'encourager les comportements positifs et pénaliser les comportements nocifs, mais pas de manière mécanique et simpliste. Il faut éviter de pénaliser les personnes les plus fragilisées de notre société.

ontwikkeling na te streven versterkt.

Reeds bij de goedkeuring van het voorstel tot om duurzame ontwikkeling in de Grondwet in te schrijven, is erop gewezen dat de beleidscomponenten dienen te worden geïntegreerd. Zo moeten sociale en ecologische doelstellingen niet aanvullend of afzonderlijk worden beschouwd, maar moeten ze deel uitmaken van de economische ontwikkeling.

In de eerste plaats wil ik het hebben over de uitstap uit de kernenergie. De PS wijst erop dat kernenergie een allesbehalve duurzame energiebron is. Om te beginnen is zij beperkt wegens de schaarsheid van de nodige splitstof. Bij het bezoek van de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden aan het centrum voor ingraving is gebleken dat er nog geen bevredigende oplossing is voor de beringing van kernafval. Voor kernenergie geldt hetzelfde als voor fossiele brandstoffen: ze maakt België niet minder afhankelijk van de toevoer van grondstoffen. Uit studies blijkt overigens dat kernenergie, in tegenstelling tot wat vaak wordt gedacht, tijdens het winnen en het voorbereiden van de grondstoffen ook CO₂ uitstoot.

De investeringen voor kernenergie zijn, in vergelijking met andere energievormen, immens. De PS is van oordeel die middelen beter voor echt duurzame energie kunnen worden gebruikt.

De PS is niet van plan enige wijziging aan te brengen aan de wet inzake de uitstap uit kernenergie. De wet laat al tijdelijke maatregelen toe als blijkt dat de bevoorradingssekerheid in gevaar komt. Momenteel zijn er geen redenen om aan te nemen dat aan de voorwaarden van deze uitzonderingsclausule wordt voldaan.

Een ander belangrijk aspect is de vermindering van het energieverbruik. Belgische woningen zijn over het algemeen betrekkelijk oud en slecht geïsoleerd. Volgens het actieplan voor efficiënt energieverbruik van de Europese Commissie blijft Europa 20% van zijn energie verspillen door een ondoelmatig gebruik van energie. Er moeten stimulerende maatregelen worden genomen die de overheid, de burgers en de bedrijven aanmoedigen hun energieverbruik drastisch te verminderen.

Dankzij de PS wordt een deel, 100 miljoen euro, van het Fonds voor de ontmanteling van de kerncentrales, het Synatomfonds, gebruikt voor leningen tegen interessante rentevoeten voor zowel energiebesparende maatregelen – isolatie, dubbele beglazing, condensatieketels –, als voor de ontwikkeling van alternatieve energiebronnen zoals windkracht en biomassa.

Het milieubeleid is niet ideologisch neutraal. De fiscaliteit moet worden hervormd: positief gedrag moet worden gestimuleerd en schadelijk gedrag bestraft. Dat mag evenwel niet automatisch en niet op een simplistische wijze gebeuren. Mensen met een laag inkomen mogen niet worden bestraft.

Alle fiscale maatregelen ten gunste van het milieu moeten gecombineerd worden met maatregelen om de ecologische kloof te dichten.

Bedrijven moeten duurzame ontwikkeling niet alleen integreren in hun investeringsbeleid, maar ook in hun activiteiten. Volgens de PS moeten de bedrijven ook

Toute mesure allant dans le sens d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux par la fiscalité doit être accompagnée de dispositifs parallèles afin de résorber la fracture écologique.

Les entreprises doivent impérativement intégrer le développement durable non seulement dans leur politique d'investissement mais également dans la manière dont elles exercent leur activité. À cet égard, une proposition socialiste vise à intégrer dans le rapport de gestion des entreprises les aspects environnementaux.

Le développement des énergies alternatives est un autre enjeu d'importance. En coordination avec les entités fédérées, le PS encourage le développement de projets d'envergure comme le développement de l'énergie éolienne en mer du Nord, sans oublier le développement du photovoltaïque ou des biocarburants.

Pour permettre notamment le développement des énergies renouvelables, il importe de diversifier autant que possible nos approvisionnements énergétiques tant en ce qui concerne les vecteurs énergétiques que les sources ou les chemins d'approvisionnement.

Une politique européenne commune de l'énergie est indispensable. Étant donné la dépendance croissante due aux importations d'énergie et aux risques géopolitiques qui y sont liés, l'Union européenne devra parler d'une seule voix tant face aux fournisseurs, la Russie ou l'OPEP, que face aux grands consommateurs que sont les États-Unis, la Chine ou l'Inde.

Une autre piste ne doit pas être oubliée : le développement et la recherche scientifique.

Dans tous les domaines, le PS souhaite le développement d'innovations en vue d'améliorer les performances énergétiques : dans la construction, l'automobile, l'électroménager, les transports publics, etc.

Parler de transports publics nous amène à un autre enjeu : la mobilité en phase avec les impératifs énergétiques. Outre le développement d'un transport en commun de qualité, il faut s'atteler à rendre nos modes de déplacement plus propres, utiliser beaucoup plus la voie d'eau et encourager l'intermodalité là où elle est possible.

En conclusion, chers collègues, je dirai que chacun d'entre nous doit fournir des efforts. Mais ces efforts doivent être adaptés aux situations personnelles et être proportionnels aux capacités de chacun.

Il importe de concilier défense de notre environnement et sécurité d'existence pour chacun. C'est non seulement possible, mais pour le PS ce défi représente une opportunité extraordinaire d'amélioration de notre qualité de vie et une chance pour la croissance économique et l'emploi.

M. Christian Brotcorne (CDH). – Je remercie d'abord les membres de la commission d'avoir permis l'organisation de ce débat, lequel concerne des défis importants qui attendent le monde politique, celui de l'entreprise et l'ensemble de nos concitoyens.

Pour le CDH, la politique énergétique doit atteindre trois objectifs majeurs. Le premier est que pareille politique doit s'inscrire dans le respect et le développement d'un

milieumaatregelen in hun beheersplan opnemen.

Een ander belangrijk element is de ontwikkeling van alternatieve energiebronnen. De PS moedigt, samen met de deelgebieden, de ontwikkeling aan van grootschalige projecten zoals het windmolenveld in de Noordzee, fotovoltaïsche energie en biobrandstoffen.

Voor de ontwikkeling van duurzame, hernieuwbare energie is het belangrijk over een mix van grondstoffen te beschikken, zowel wat betreft de bronnen als de bevoorrading.

Een gemeenschappelijk Europees energiebeleid is onontbeerlijk. Gelet op de groeiende afhankelijkheid van energie-invoer en de daarmee verbonden geopolitieke risico's, moet de Europese Unie een gezamenlijk standpunt innemen, niet alleen tegenover de leveranciers, Rusland of de OPEC, maar ook tegenover de grote verbruikers, namelijk de Verenigde Staten, China of India.

Ook het wetenschappelijk onderzoek mag niet worden vergeten.

De PS is voorstander van innovatie op alle gebieden om het energieverbruik te verbeteren in de bouw, de automobielsector, de industrie van de elektrische huishoudtoestellen en het openbaar vervoer.

Dat laatste brengt ons bij een ander onderdeel, namelijk de mobiliteit. Naast de ontwikkeling van gemeenschappelijk kwaliteitsvervoer moeten ook inspanningen worden gedaan om 'schone' verplaatsingen te bevorderen, er moet meer gebruik worden gemaakt van waterwegen en waar mogelijk moet intermodaliteit worden aangemoedigd.

Ieder van ons moet inspanningen doen. Die inspanningen moeten evenwel aangepast zijn aan de persoonlijke situatie van elk individu en in verhouding staan tot de mogelijkheden.

Milieu en bestaanszekerheid moeten met elkaar worden verzoend. De PS ziet deze uitdaging als een kans om onze levenskwaliteit te verbeteren en een mogelijkheid voor economische groei en werkgelegenheid.

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *Ik dank eerst en vooral de leden van de commissie voor de organisatie van dit debat. Het betreft belangrijke uitdagingen die de politieke wereld, de ondernemingen en alle burgers te wachten staan.*

Voor ons moet het energiebeleid drie hoofddoelen bereiken. Het moet gepaard gaan met de eerbiediging en ontwikkeling van een harmonieus milieu en moet rekening houden met de belangrijke milieurisico's. Dat betekent dat er meer

environnement harmonieux et tenir compte des risques environnementaux majeurs, ce qui impose des efforts accrus en termes de réduction de gaz à effet de serre.

Ensuite, l'énergie doit être fournie à des prix compétitifs et accessibles permettant à notre économie de prospérer et aux ménages de faire face à leurs besoins. Enfin, les prix énergétiques doivent être stables, condition nécessaire pour permettre au monde industriel de prévoir des évolutions économiques pensées et concertées qui doivent s'inscrire dans une volonté d'indépendance énergétique. Cela nécessite de prendre des précautions pour garantir un approvisionnement en énergie bien réparti entre les sources d'énergie et les zones géographiques.

Parallèlement, la Belgique doit mieux réussir la libéralisation de son marché de l'électricité et du gaz, ce qui implique la mise en place de conditions d'une véritable concurrence sur le marché belge de ces deux sources d'énergie. Il faut permettre l'arrivée de nouveaux producteurs pour faire jouer la concurrence et favoriser une énergie plus respectueuse de l'environnement.

La mise en place d'une véritable politique énergétique comprend trois axes. Le premier est le respect de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique. Pour le CDH, la diminution des gaz à effet de serre doit constituer un pilier de la politique énergétique de la Belgique. Le protocole de Kyoto nous impose notamment de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 7,5%, dans la période 2008-2012, par rapport aux émissions de 1990. Ces efforts ont été répartis entre les autorités fédérales et fédérées. Cependant, nous savons déjà que nous aurons des difficultés à atteindre cet objectif puisqu'à l'heure actuelle, nous ne respectons déjà pas nos engagements. Selon des estimations scientifiques, le risque est que l'émission de ces gaz augmente encore. On parle d'une augmentation de 1,2% en 2010 par rapport à 1990. Nous devons donc consentir de véritables efforts de manière urgente.

Il importe aussi de disposer de prix compétitifs et accessibles, pour nos ménages comme pour nos entreprises.

Tous les ménages doivent se chauffer, s'éclairer, se déplacer, se nourrir, ce qui implique le recours à une forme d'énergie. Nous ne pouvons pas accepter que toujours plus de personnes se retrouvent contraintes de faire des choix entre des besoins vitaux. L'énergie est un de ceux-ci. Elle doit être accessible à tous, en particulier aux personnes les plus défavorisées.

Cela vaut également pour le monde industriel qui, pour se développer et prospérer, doit disposer de prix énergétiques compétitifs.

Enfin, il faut renforcer la sécurité d'approvisionnement afin de bénéficier d'une stabilité des prix. À cet effet, il faut maintenir une certaine diversification dans les sources d'approvisionnement. Aujourd'hui, près de deux tiers de la consommation totale en énergie de l'Europe sont importés.

Si rien n'est entrepris, cette dépendance va s'accroître dans le futur. Dans un communiqué de presse du 14 février 2005, la CREG annonçait ce qui suit : « La dépendance croissante de l'Europe vis-à-vis des énergies importées amplifie le risque de rupture d'approvisionnement des centrales en combustible et accroît la sensibilité du prix de l'électricité aux fluctuations

inspanningen moeten worden gedaan om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen.

Ten tweede moet energie tegen concurrerende en betaalbare prijzen geleverd worden, zodat onze economie kan bloeien en onze gezinnen in hun behoeften kunnen voorzien. Ten slotte moeten de energieprijzen stabiel zijn. Voor de industrie is stabiliteit een noodzakelijke voorwaarde om zich te kunnen voorbereiden op economische ontwikkelingen waarover is nagedacht en overlegd met het oog op een grotere energieafhankelijkheid. Men moet dus voorzorgen nemen om de energievoorziening behoorlijk te spreiden over de energiebronnen en de geografische gebieden.

Daarnaast moet België er beter in slagen zijn elektriciteits- en gasmarkt vrij te maken en dus de voorwaarden te scheppen voor een werkelijke mededinging waaraan nieuwe producenten van milieuvriendelijker energie moeten kunnen deelnemen.

Een volwaardig energiebeleid rust op drie pijlers.

De eerste pijler is die van respect voor het milieu en van de strijd tegen de klimaatopwarming. Voor ons moet de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen een pijler van het Belgische energiebeleid zijn. Het Kyotoprotocol verplicht België immers om in de periode 2008-2012 de uitstoot van broeikasgassen te verminderen met 7,5% ten opzichte van het niveau van 1990. De inspanningen werden gespreid over de federale en gewestelijke overheden. We weten echter dat we die doelstelling moeilijk kunnen bereiken omdat we onze verplichtingen nu al niet kunnen nakomen. Volgens wetenschappelijke ramingen dreigt de uitstoot van broeikasgassen in 2010 met 1,2% te stijgen ten opzichte van 1990. We moeten dus dringend echte inspanningen leveren.

Concurrerende en betaalbare prijzen zijn belangrijk voor onze gezinnen en bedrijven.

Alle gezinnen moeten kunnen beschikken over verwarming, verlichting, vervoer en voedsel, wat het verbruik van een of andere vorm van energie veronderstelt. Het is onaanvaardbaar dat steeds meer mensen moeten kiezen tussen de ene of de andere levensnoodzakelijke behoefte. Energie moet voor iedereen betaalbaar zijn, in het bijzonder voor de minstbedeelden.

Ook onze industrie heeft concurrerende energieprijzen nodig om zich te ontwikkelen en te groeien.

Om de prijzen stabiel te houden moet de energievoorrading beter verzekerd zijn. Daartoe moeten we een zekere diversificatie in de bevoorratingsbronnen aanhouden. Vandaag wordt immers nog enoeg twee derde van het energieverbruik in Europa door invoer gedekt.

Zonder maatregelen zal de energieafhankelijkheid in de toekomst toenemen. In een persmededeling van 14 februari 2004 schrijft de CREG: 'De toenemende afhankelijkheid van Europa van ingevoerde energie verhoogt het risico op onderbrekingen in de brandstofvoorrading van de centrales en verhoogt de gevoeligheid van de elektriciteitsprijs voor prijsschommelingen op de aardgasmarkt.'

Ook voor de aardgasvoorrading is de Europese Unie voor meer dan 50% afhankelijk van de invoer uit Rusland.

de prix du marché du gaz naturel ».

L’Union européenne se trouve également dans une situation de dépendance vis-à-vis du gaz naturel – en grande partie en provenance de Russie – laquelle dépasse les 50%.

Le CDH estime que ces trois objectifs doivent guider et orienter la politique énergétique de la Belgique. Celle-ci doit être définie d’urgence et comprendre un plan d’actions précis comprenant, tout d’abord, des actions amenant à réduire la consommation d’énergie.

Des études scientifiques montrent qu’il devrait être possible de réaliser des économies d’énergie, sans perte de prospérité, à hauteur de 20%. Ce chiffre, particulièrement important, montre le potentiel de la réduction de consommation d’énergie dans l’élaboration d’une politique énergétique d’avenir.

Durant la période 1990-2005, le secteur industriel et le secteur agricole ont connu une tendance à la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Par contre, le secteur résidentiel et le secteur des transports ont connu des tendances à la hausse. Nous sommes d’avis qu’il faut orienter, en particulier dans le secteur des transports et le secteur des ménages, des politiques et des actions qui visent à réduire les consommations en énergie.

Il s’agit de conscientiser davantage les acteurs par rapport à l’impact énergétique de leurs actions afin d’éviter le gaspillage d’énergie et son utilisation irrationnelle. Cela passe, selon nous, par des actions sur l’efficacité énergétique des bâtiments. Comme l’a mentionné le professeur van Ypersele, le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans ce secteur est considérable : jusqu’à 25% de réduction.

Cela passe aussi par des actions sur les moyens de transport, telle qu’une fiscalité plus favorable aux voitures respectueuses de l’environnement. Des propositions de loi et de décret ont été déposées en ce sens par le CDH, tant à la Chambre qu’au Sénat, mais aussi à la Région wallonne. Des campagnes visant à promouvoir une utilisation rationnelle de l’énergie, le développement d’alternatives, notamment à l’usage individuel de la voiture, devraient également être mis en œuvre.

Parallèlement, il faut développer massivement le renouvelable. La volonté du CDH est de donner une place prépondérante aux énergies renouvelables dans le cocktail énergétique de la Belgique. Il ne faut pas être frileux en cette matière, au contraire. Les contraintes climatiques, qui imposent des changements d’attitude dans le secteur de l’industrie, doivent être vécues comme des opportunités. Les perspectives d’emplois et le renforcement de PME locales, non délocalisables par définition, sont par ailleurs non négligeables. Une politique proactive doit être mise en place en instaurant, notamment, pour ces PME, des mécanismes de soutien financier public.

Il faut absolument poursuivre et intensifier la politique entamée en termes de biocarburants et continuer à développer les mécanismes de certificats verts.

Malheureusement, si ce renouvelable doit être développé, s’il doit devenir un pilier prépondérant de notre politique énergétique, nous savons aussi que, eu égard à l’état actuel de

Voor ons moeten die drie doelstellingen het Belgische energiebeleid sturen en bepalen. Dat beleid moet dringend uitgestippeld worden en een precies actieplan bevatten om het energieverbruik te verminderen.

Wetenschappelijke studies tonen aan dat het mogelijk is om 20% energie te besparen zonder welvaart te verliezen. Dat bijzonder hoge percentage is een maat voor de energiebesparingen die mogelijk zijn als er een toekomstgericht energiebeleid wordt gevoerd.

Tijdens de periode 1990-2005 zijn de broeikasgasemissies van de industrie en de landbouw gedaald. De uitstoot in de residentiële en de vervoersector is daarentegen gestegen. Wij menen dat het beleid zich vooral moet richten op de vermindering van het energieverbruik in de vervoersector en door de gezinnen.

Alle actoren moeten zich bewuster worden van de gevolgen van hun handelingen op energievak en zo energieverspilling en irrationeel energieverbruik voorkomen. Volgens ons moet de energie-efficiëntie van gebouwen worden verhoogd.

Volgens professor van Ypersele kan de uitstoot van broeikasgassen daardoor wellicht met 25% worden verminderd.

Ook initiatieven als fiscale voordelen voor milieuvriendelijke wagens kunnen helpen. Onze partij heeft daartoe wetsvoorstellen en voorstellen van decreet ingediend zowel in Kamer en Senaat als in het Waals Parlement.

Er moeten ook campagnes gevoerd worden om rationeel energieverbruik en alternatieven voor individueel autogebruik te bevorderen.

Daarnaast moet ook enorm worden geïnvesteerd in duurzame energie. In de waaijer van in België gebruikte energiebronnen wil onze partij voorrang geven aan duurzame energie. We mogen daar niet weigerachtig tegenover staan, wel integendeel. De klimaatproblemen, die de industrie tot nieuwe attitudes openen, moeten worden aangegrepen als een kans en bieden een niet te verwaarlozen vooruitzicht op werkgelegenheid in een groeiend aantal plaatselijke KMO’s die niet zo maar kunnen worden verplaatst.

Er moet dus een pro-actief beleid worden gevoerd, met name door aan die KMO’s financiële overheidssteun te verlenen.

We moeten het recente beleid inzake biobrandstoffen absoluut voortzetten en intensificeren en het systeem van groene stroomcertificaten blijven ontwikkelen.

Ook al moeten we duurzame energie tot eerste pijler van ons energiebeleid uitbouwen, de mogelijkheden daartoe blijven bij de huidige stand van de technologie en vanwege bepaalde kenmerken van ons land inzake bevolkingsdichtheid, reliëf, weer en oppervlakte, helaas beperkt, maar we moeten ze wel ontwikkelen zodat ze in de toekomst een behoorlijk deel van onze energievoorrading uitmaken. Zo moet er vooruitgang worden geboekt inzake fotovoltaïsche zonne-energie, waterenergie en warmtekrachtkoppeling. Het gaat om interessante alternatieve energiebronnen.

Ik kom nu tot het probleem van de kernenergie. Kerncentrales produceren geen broeikasgassen en dus wordt kernenergie als zuivere energie bestempeld. Maar kernenergie heeft andere nadelen zoals veiligheidsrisico’s en te behandelen

la technologie et à ce qu'est la Belgique, son potentiel reste limité à cause de la structure de notre pays, de la densité de sa population, de son relief, de ses conditions météorologiques, d'un territoire limité. Il n'empêche que le développement doit être soutenu afin de constituer un véritable approvisionnement énergétique d'envergure. Ainsi, des progrès doivent être accomplis dans le photovoltaïque, l'hydraulique, la cogénération. Ce sont des sources d'énergie alternatives intéressantes.

Enfin, j'en viens à l'énergie nucléaire. Nous savons qu'elle est qualifiée d'énergie propre puisqu'elle n'émet pas de gaz à effet de serre mais qu'elle présente d'autres inconvénients comme les risques liés à la sécurité ou le traitement des déchets générés. Notre pays s'est clairement prononcé en faveur de la sortie du nucléaire en 2015. Le CDH s'inscrit tout à fait dans la même logique. Nous nous demandons cependant si l'actuel gouvernement, comme le gouvernement précédent, a suffisamment mesuré la nécessité d'intensifier le développement des énergies alternatives au nucléaire pour que nous soyons prêts à tenir notre engagement en 2015, conformément aux trois principes que j'ai énumérés tout à l'heure, notamment la garantie de l'approvisionnement et sa sécurité. En effet, il ne faudrait pas que l'on en arrive à un confort moindre en la matière, je ne parle pas de la quantité de consommation mais du confort lié à la fourniture d'énergie. Pour éviter d'être confrontés à des difficultés d'approvisionnement, il est plus qu'urgent, s'il n'est pas déjà trop tard, de travailler sur des énergies alternatives, durables et renouvelables afin que la sortie du nucléaire soit possible dans les délais que nous nous sommes fixés politiquement.

Enfin, la politique énergétique de notre pays mérite certainement l'élaboration d'une stratégie à court, à moyen et à long terme. Nous devons préparer notre futur énergétique et sortir des énergies fossiles. Il faut un plan d'envergure, un plan ambitieux.

Chers collègues, le temps n'est-il pas venu de mettre sur pied une commission contre la dépendance aux énergies fossiles, comme l'a fait la Suède ? Cette commission, qui serait dotée d'attributions, de moyens et de pouvoirs étendus, serait composée de représentants du monde industriel, de consommateurs, d'experts de l'environnement, de la société civile, du monde académique, du monde politique dans toutes ses composantes fédérales et fédérées. Elle serait chargée d'élaborer un plan d'énergies alternatives aux énergies fossiles, d'étudier l'intégralité des options énergétiques afin que puissent être prises les orientations énergétiques qui répondent le mieux à la triple dimension que j'ai évoquée au début de mon intervention : lutte contre le réchauffement climatique, accessibilité de l'énergie, sécurité d'approvisionnement.

La Belgique a décidé de sortir du nucléaire à partir de 2015 mais les timides mesures prises par le gouvernement ne garantissent pas notre avenir énergétique.

Nous pouvons encore étudier d'autres pistes, par exemple le charbon dit « propre » qui, selon plusieurs scientifiques, offre un certain potentiel.

Nous devons aussi nous poser la question de l'utilisation correcte du fonds Synatom pour le développement d'une politique de réduction d'énergie garantissant que les réserves

kernafval. Ons land heeft zich duidelijk uitgesproken voor de uitstap uit kernenergie in 2015. Onze partij volgt diezelfde logica.

We vragen ons alleen af of de huidige en de vorige regering de alternatieve energiebronnen wel voldoende hebben ontwikkeld zodat we in 2015 klaar staan en onze verbintenissen kunnen nakomen conform de drie principes die ik zopas heb aangehaald, met name de bevoorradingssekerheid en -veiligheid. Ons energieverbruik mag verminderen, maar niet ons energiecomfort. Om bevoorringsproblemen te vermijden is het meer dan dringend, zo niet al te laat, om te werken op alternatieve, duurzame en hernieuwbare vormen van energie zodat we binnen de politiek vooropgestelde termijn uit de kernenergie kunnen stappen.

Voor het energiebeleid van ons land moet een strategie op korte, op middellange en op lange termijn worden uitgewerkt. We moeten onze toekomstige energievoorziening verzekeren en fossiele brandstoffen achterwege laten. Er is nood aan een omvangrijk en ambitieus plan.

Geachte collega's, is het ogenblik niet aangebroken om, net als Zweden, een commissie tegen de afhankelijkheid van fossiele brandstoffen op te richten? Die commissie zal uitgebreide competenties, middelen en bevoegdheden krijgen en zal zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de industrie, de consumenten, milieuexperts, het middenveld, de academische wereld en de federale en gewestelijke geledingen van de politieke wereld. Ze wordt ermee belast een energieplan uit te werken als alternatief voor de fossiele energie en alle opties voor het energiebeleid te bestuderen zodat het kan worden georiënteerd op de drie boven genoemde dimensies: strijd tegen klimaatopwarming, betaalbare energie en bevoorradingssekerheid.

België heeft besloten om in 2015 uit de kernenergie te stappen, maar de bescheiden maatregelen van de regering bieden geen waarborgen voor onze toekomstige energievoorrading.

We kunnen nog andere denksporen bestuderen zoals bijvoorbeeld dat van de 'schone' steenkool, die volgens verschillende wetenschappers bepaalde mogelijkheden biedt.

We moeten ons ook afvragen of het Synatomfonds correct wordt gebruikt en of kan worden gewaarborgd dat de reserves integraal zullen worden aangewend voor de ontmanteling van de centrales.

Tenslotte moeten we de vrijmaking van de gas- en elektriciteitsmarkt tot een goed einde brengen en dus de ontwikkelingen bij GDF en SUEZ van nabij volgen. In dat verband moeten er belangrijke politieke beslissingen worden genomen die zullen wegen op onze toekomstige energiestrategie.

seront intégralement affectées au démantèlement des centrales.

Enfin, nous devons réussir la libéralisation du marché du gaz et de l'électricité et, donc, être particulièrement attentifs à ce qui se passe au niveau de GDF et de SUEZ. À cet égard, il faudra prendre d'importantes décisions politiques qui pèséreront sur notre future stratégie énergétique.

M. Bart Martens (SP.A-SPIRIT), corapporteur. – Pour garder le réchauffement climatique dans des limites gérables, supprimer notre dépendance à l'égard des énergies fossiles et des matières fissiles dont la quantité est limitée, garantir notre approvisionnement énergétique et nous approvisionner à un coût acceptable pour l'homme, l'économie et l'environnement, nous devons assurer la transition vers une société pauvre en carbone. Pour ce faire, nous devons nous inscrire dans la stratégie énergétique européenne élaborée voici quelques semaines lors du sommet de chefs d'État et de gouvernement, où il a été décidé de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20%, voire 30%, de diminuer la demande énergétique de 20% d'ici à 2020 et de combler 20% de la demande par des sources d'énergie renouvelable. Nous devons passer de la queue à la tête du peloton européen.

Pourquoi opter pour le développement d'énergies propres et l'approvisionnement en énergie durable ? Tout d'abord parce que le secteur de l'énergie renouvelable, des produits et des services énergiquement efficents croît chaque année de plus de 30%. La question n'est donc pas de savoir si le secteur engendrera des applications commerciales à grande échelle mais bien si nos entreprises profiteront de cette croissance. Nous ne voulons pas rater le coche. Nous voulons que nos entreprises tirent profit de la croissance des marchés à l'exportation et que, tout comme en Allemagne, en Espagne et au Danemark, nous puissions développer des activités économiques et de l'emploi dans le secteur de l'énergie renouvelable et des technologies propres.

Deuxièmement, nous pouvons, en tant que précurseurs, démanteler notre dépendance des fluctuations de prix capricieuses sur les marchés internationaux de l'énergie. En diminuant la consommation de combustibles fossiles, on améliorera aussi la qualité de l'air qui est nocive pour l'homme et l'environnement.

Enfin, il est de notre devoir de développer la technologie qui permettra aux économies émergentes de jouer à saute-mouton, de se développer dans le respect de l'environnement et d'éviter un certain nombre d'errements que nous avons connus dans notre processus de développement. Si nous sommes capables de développer une technologie d'approvisionnement énergétique durable, propre, décentralisée, renouvelable, un pays comme la Chine pourra sauter le stade des centrales très polluantes, dont les câbles à haute tension longs de plusieurs kilomètres engendrent d'importantes pertes d'énergie.

En développant ces technologies propres et en les transmettant aux économies émergentes, nous pourrons à terme conclure des conventions contraignantes afin de participer à la lutte contre le réchauffement climatique.

Dans le processus de transition, nous devons également réduire sérieusement la demande énergétique et orienter

De heer Bart Martens (SP.A-SPIRIT), corapporteur. – Als we de opwarming van het klimaat binnen beheersbare perken willen houden, onze afhankelijkheid van de eindige fossiele brandstoffen en splitstoffen willen afbouwen, onze bevoorradingzekerheid willen veiligstellen en een energievoorziening willen tegen een aanvaardbare prijs voor mens, economie en milieu, moeten wij werk maken van de transitie naar een koolstofarme samenleving. Wij kunnen ons daartoe best inschrijven in de Europese energiestrategie die enkele weken geleden door de top van staatshoofden en regeringsleiders is overeengekomen en waarop werd afgesproken de uitstoot van broeikasgassen met 20 tot 30% te verminderen, de energievraag tegen 2020 met 20% terug te dringen en 20% van de vraag in te vullen met duurzame energiebronnen. Wij moeten ons in die strategie inschrijven. Binnen Europa moeten wij ons van de staart van het peloton opwerken naar de kop.

Waarom willen wij voorlopen in de ontwikkeling van schone technologieën en een duurzame energievoorziening? Allereerst omdat de sector van de duurzame energie, van de energie-efficiënte producten en diensten jaarlijks met meer dan 30% groeit. De vraag is dus niet of de sector zal leiden tot commerciële toepassingen op grote schaal, maar wel of onze bedrijven profijt zullen halen uit die groei. Wij willen die boot niet missen. Wij willen dat onze bedrijven hun graantje meepeikken van de groei van de exportmarkten zodat, net als in Duitsland, Spanje en Denemarken, ook bij ons economische activiteiten en werkgelegenheid kunnen worden gecreëerd in de sector van de duurzame energie en de schone technologieën.

Ten tweede kunnen wij als voorloper onze afhankelijkheid van de wisselende internationale energiemarkten afbouwen. Een vermindering van het gebruik van fossiele brandstoffen betekent ook een verbetering van onze luchtkwaliteit, die schadelijk is voor mens en milieu.

Ten slotte vinden wij het onze plicht die technologie te ontwikkelen die de opkomende economieën in staat stelt haasje-over te springen, meteen schoon te ontwikkelen, meteen een aantal stappen die wij in ons ontwikkelingsproces verkeerd hebben gezet, over te slaan. Als wij een duurzame, schone, decentrale, hernieuwbare energievoorzieningstechnologie kunnen ontwikkelen, kan dat een land als China in staat stellen het stadium van de grote vervuilende centrales met kilometerslange hoogspanningsleidingen en grote energieverliezen, over te slaan.

Als wij die schone technologie ontwikkelen en overdragen aan de opkomende economieën, kunnen zij op termijn ook bindende afspraken maken om mee te werken aan de strijd tegen de opwarming van de aarde.

In het transitieproces moeten we oog hebben voor de energievraag, die we serieus moeten terugdringen, en voor het

l'offre énergétique vers des sources plus durables.

Il nous faut construire des bâtiments, des véhicules et des appareils plus économiques. Nous avons mauvaise réputation sur ce point. Les pertes d'énergie du parc immobilier belge sont, par mètre carré, les plus élevées de l'Union européenne. Le degré d'isolation de nos habitations est comparable à celui de certains pays du bassin méditerranéen. Cela coûte énormément au consommateur et nuit à l'environnement. Nous devons donc commencer par rénover notre parc immobilier actuel. Nous nous réjouissons que le Fonds fédéral de réduction du coût global de l'énergie veuille octroyer, par le biais d'entités locales, des prêts bon marché pour réduire les pertes énergétiques. Ainsi, le manque de capitaux n'empêchera pas de prendre des mesures économiquement rentables destinées à réduire les pertes en énergie des bâtiments.

Les pouvoirs publics doivent donner le bon exemple. L'autorité fédérale a franchi un pas dans la bonne direction en créant FEDESCO qui financera les investissements visant à réduire les pertes énergétiques dans les bâtiments publics. Ces investissements seront compensés par la diminution de la facture énergétique.

Nous devons aussi être attentifs aux nouveaux immeubles. C'est en effet aujourd'hui que se construit le parc immobilier des 50 à 100 prochaines années. Nous devons donc imposer des normes énergétiques strictes. Les normes minimales fixées par les Régions peuvent, à notre sens, être systématiquement renforcées. Il faut aussi encourager les technologies novatrices d'isolation.

C'est pourquoi nous proposons de prendre comme standard les maisons passives. Celles-ci sont si bien isolées qu'elles n'ont besoin d'aucune source supplémentaire de chauffage. Nous nous réjouissons qu'une majorité du Sénat se soit prononcée en faveur de notre proposition accordant une réduction d'impôt pour les maisons passives.

Le standard des maisons passives a par ailleurs une incidence positive sur les pensions : lorsque le surcoût initial de la maison passive est amorti, l'intéressé dispose d'un pouvoir d'achat plus grand puisque ses factures énergétiques seront de 75 à 90% inférieures à celles d'une habitation classique.

Les appareils doivent eux aussi devenir moins énergivores. L'Europe devra imposer des normes pour les appareils électriques. Espérons qu'elle suive l'exemple du Japon où les appareils les moins énergivores sont la norme. L'autorité fédérale peut elle aussi faire disparaître les appareils énergivores du marché par des mesures fiscales. Il faut bien sûr que les Régions octroient des primes à l'achat d'appareils économies pour que les moins nantis puissent également se les procurer.

L'Europe doit par ailleurs conclure des accords contraignants avec les constructeurs automobiles pour la production de véhicules à plus faible consommation rejetant au maximum 120 grammes de CO₂. La convention volontaire déjà conclue avec les constructeurs automobiles n'est pas respectée.

La Belgique peut encourager l'utilisation de voitures consommant moins de carburant par des mesures fiscales

energieaanbod, dat veel duurzamer moet worden ingevuld.

Wat de energievraag betreft, moeten wij werk maken van veel zuiniger gebouwen, voertuigen en toestellen. We moeten in de eerste plaats oog hebben voor de bestaande gebouwen. Wij hebben wat dat betreft een slechte reputatie. De energieverliezen van het Belgische woningbestand zijn per vierkante meter de hoogste van de Europese Unie. De isolatiegraad van onze woningen is vergelijkbaar met die van een aantal landen rond de Middellandse Zee. Wij verliezen dus enorm veel energie in onze gebouwen, wat veel geld kost aan de verbruiker en een enorm impact heeft op het milieu. We moeten dus beginnen met de e-novatie van ons bestaande gebouwenbestand. Wij vinden het goed dat het federale Fonds ter reductie van de globale energiekost goedkope leningen zal verstrekken die via lokale entiteiten ter beschikking zullen worden gesteld voor het wegwerken van de energieverliezen. Op die manier kan het gebrek aan kapitaal geen hinderpaal zijn om de economisch rendabele maatregelen voor de vermindering van de verliezen in de gebouwen door te voeren.

De overheid moet het goede voorbeeld geven. De federale overheid heeft een goede stap gedaan met de oprichting van FEDESCO, dat als derde betaler investeringen voor de reductie van energieverlies in de bestaande overheidsgebouwen zal financieren. Die investeringen worden terugverdiend door de winst op de energiefactuur.

We moeten ook oog hebben voor de nieuwe gebouwen. Vandaag wordt immers het woningbestand gebouwd voor de komende 50 of 100 jaar. We moeten dan ook zeer strenge eisen voor energieprestaties opleggen. De minimumnormen, die door de gewesten worden vastgelegd, mogen voor ons systematisch worden aangescherpt. Ook moeten we vernieuwende isolatietechnologieën stimuleren.

Om die reden zijn we voorstander van de passiefhuisstandaard. Passiefhuizen zijn huizen die zo goed geïsoleerd zijn dat ze geen extra verwarmingsbronnen meer nodig hebben. Het verheugt ons dat een meerderheid in de Senaat ons voorstel om een belastingsvermindering voor passiefhuizen toe te kennen, heeft goedgekeurd.

Bouwen volgens de passiefhuisstandaard heeft ook een positief effect op de pensioenen. Eenmaal de initiële meerkost van een passiefwoning is afbetaald, blijft alleen de lagere energiefactuur over, een factuur die 75 tot 90% lager is dan de energiefactuur van een klassieke woning. Wie zijn passiefhuis heeft afbetaald heeft bijgevolg meer koopkracht.

Ook de energieverbruikende toestellen moeten zuiniger. De energieverbruikers moeten van de markt worden geweerd. Europa zal normen voor elektrische apparaten moeten opleggen. Hopelijk volgt Europa het voorbeeld van Japan, waar de zuinigste apparaten binnen een bepaalde productcategorie de norm worden. Die norm wordt bovendien regelmatig scherper gesteld. Ook de federale overheid kan via fiscale maatregelen de energieverlindende toestellen van de markt weren. Uiteraard moeten de gewesten premies geven voor de aanschaf van zuinige apparaten zodat ook de minder gegoeden die toestellen kunnen aanschaffen.

Europa moet ook bindende afspraken maken met de automobielconstructeurs om zuinigere wagens te produceren, die maximaal 120 gram CO₂ uitstoten. Europa heeft eerst een

pour les voitures de société. Puisqu'après quelques années, les voitures de société se retrouvent sur le marché de l'occasion, espérons que cette mesure aura pour effet de réduire la consommation de l'ensemble du parc automobile.

Outre l'économie du parc automobile, nous devons rendre notre système de transport plus efficace. C'est pourquoi nous devons tendre vers un meilleur taux d'occupation et de chargement de nos véhicules et la mise en circulation de moyens de transport plus économies et plus propres, avec un glissement vers le transport ferroviaire, la navigation fluviale et les transports en commun.

Nous sommes dès lors partisans de la suppression de l'eurovignette et de son remplacement par une taxe proportionnelle au kilométrage, comme dans le modèle allemand. Avec une eurovignette, il est préférable de parcourir autant de kilomètres que possible pour la rentabiliser, ce qui n'oriente absolument pas le comportement. Nous voulons dès lors remplacer la taxe forfaitaire par une taxe variable selon le nombre de kilomètres parcourus.

En outre, ce n'est pas la possession d'une voiture personnelle qui doit être taxée mais son utilisation. Dans cette optique, le pouvoir fédéral doit rechercher avec les Régions comment la taxe annuelle de circulation peut être supprimée et compensée par une augmentation des accises, éventuellement en attendant une taxe plus ingénierie en fonction du kilométrage, selon le modèle néerlandais, système dans lequel les coûts sociaux engendrés peuvent être imputés à tout moment à l'usager de la route.

Bien entendu, le transport aérien, qui rejette de plus en plus de CO₂, ne peut échapper à notre attention. Nous devons nous en occuper, par exemple en reprenant les émissions du transport aérien dans le système européen d'échange des droits d'émission de CO₂.

L'offre énergétique doit devenir plus durable, en premier lieu grâce à l'augmentation de la part de l'énergie renouvelable, non seulement dans l'électricité mais aussi dans les carburants.

En ce qui concerne les éoliennes en mer, une cotisation d'Elia a été prévue dans les coûts d'interconnection, c'est-à-dire dans les coûts de raccordement des parcs à éoliennes offshore au réseau sur le continent. En outre, un prix minimal garanti a été fixé pour l'électricité verte produite dans ces parcs.

La remarque de M. Steverlynck selon laquelle la réalisation du projet a connu du retard est juste mais ce retard est logique. Le parc du Thorntonbank sera le premier au monde à être implanté à cette profondeur, ce qui signifie que les entreprises qui participent à C-Power voient s'ouvrir un marché partout dans le monde et peuvent contribuer aux investissements dans l'énergie renouvelable.

En d'autres termes, il se s'agit pas uniquement d'une politique environnementale ou énergétique mais d'une politique d'innovation, ce qui ne permet en effet pas le respect du calendrier préétabli. Il faut toutefois souligner que le parc est construit et que nous établissons ainsi les références nécessaires pour conquérir le monde. Notre contribution à la lutte contre le réchauffement de la Terre sera alors bien plus importante que si nous avions opté pour la solution de facilité

convenant op vrijwillige basis gesloten met de automobielconstructeurs. Jammer genoeg komt de sector de gemaakte afspraken niet na. Bindende normen zijn dan ook nodig.

België kan via fiscale maatregelen voor de bedrijfswagens het gebruik van zuinigere wagens stimuleren. Hopelijk wordt dat een hefboom om het volledige wagenpark zuiniger te maken. Bedrijfswagens komen na enkele jaren immers op de tweedehandsmarkt terecht.

Naast de zuinigheid van het wagenpark, moeten we ons vervoerssysteem zelf efficiënter maken. Daarom moeten we streven naar een betere bezettings- en beladingsgraad van onze voertuigen en het inzetten van zuinigere en schonere vervoersmiddelen, met een verschuiving van vervoer over de weg naar transport per spoor, binnenvaart en openbaar vervoer.

Om die redenen zijn we voorstander van de afschaffing van het eurovignet en de vervanging ervan door een kilometerheffing naar Duits model. Met een eurovignet kan men het best zoveel mogelijk kilometers afleggen om het te laten renderen, wat absoluut niet gedragssturend is. Wij willen de vaste forfaitaire heffing dan ook vervangen door een variabele taks in de vorm van een kilometerheffing.

Daarenboven moet niet het bezit van een personenwagen worden belast, maar het gebruik ervan. In die optiek moet de federale overheid samen met de gewesten onderzoeken hoe de jaarlijkse wegentaks kan worden afgeschaft en gecompenseerd door een accijnsverhoging, eventueel in afwachting van een slimmere kilometerheffing naar Nederlands model, waarbij op elk tijdstip de veroorzaakte maatschappelijke kosten aan de weggebruiker kunnen worden aangerekend.

Uiteraard mag ook het vliegverkeer, dat een steeds grotere CO₂-uitstoot heeft, niet aan onze aandacht ontsnappen. Die moeten we aanpakken, bijvoorbeeld door het opnemen van de emissies van het vliegverkeer in het Europese CO₂-emissiehandelssysteem.

Het energieaanbod moet duurzamer worden, in de eerste plaats door het verhogen van het aandeel hernieuwbare energie, niet alleen in de stroomvoorziening maar ook in de motorbrandstoffen. Op dit vlak werden federaal al heel wat maatregelen genomen waarop we willen voortbouwen.

Met betrekking tot de windmolens op zee werd voorzien in een Eliabijdrage in de interconnectiekosten, dus in de kosten om de offshore windmolenparken te verbinden met het net op het vasteland. Daarnaast werd een gegarandeerde minimumprijs vastgelegd voor de groene stroom die in die parken wordt opgewekt.

De opmerking van de heer Steverlynck dat vertraging is opgelopen bij de realisatie van het project, is terecht, maar deze vertraging is logisch. Het park op de Thorntonbank zal het eerste ter wereld zijn dat op die diepte wordt gerealiseerd, wat betekent dat de bedrijven die in C-Power participeren overall ter wereld een markt zien openen en een bijdrage kunnen leveren aan investeringen in duurzame energie.

Met andere woorden, het gaat niet louter om milieu- of energiebeleid, maar om een innovatiebeleid, waardoor de vooropgestelde timing inderdaad niet kan worden gehaald.

consistant à implanter des parcs à éoliennes plus près de la côte.

Un autre aspect de ce dossier est la déductibilité fiscale des investissements dans l'énergie renouvelable. Nous nous réjouissons que le super-conseil des ministres du week-end passé ait sensiblement augmenté la déduction fiscale notamment pour les panneaux solaires et que le pouvoir fédéral veuille montrer pleinement l'exemple en équipant ses bâtiments de tels panneaux.

L'énergie issue des carburants fossiles doit être produite plus efficacement grâce à l'application de la technique de la cogénération. Nous ne voulons pas d'une politique misant uniquement sur des grandes centrales qui vont perdre la moitié de leur énergie en la rejetant dans l'environnement par leurs laides tours de refroidissement, mais nous voulons produire de l'électricité à des endroits où il existe un besoin de chaleur, par exemple en chauffant des serres et des bâtiments ou en fournissant du courant à l'industrie. Cela aussi doit se faire à très petite échelle. Nous croyons en effet dans la technique de la microcogénération. Si elle peut succéder aux chaudières à condensation, les familles pourront produire elles-mêmes leur électricité et injecter leurs surplus dans le réseau ou puiser ce qui leur manque dans ce même réseau.

Nous croyons donc en un approvisionnement énergétique décentralisé, avec une multitude de producteurs, au lieu des quelques producteurs monopolistes actuels.

Cela nécessite aussi des investissements dans les réseaux. Tant la mise en circuit de la grande énergie renouvelable, les parcs d'éoliennes offshore en Mer du Nord, comme celle des petites unités décentralisées d'approvisionnement électrique, les installations combinant chauffage et force motrice, nécessitent un remodelage de nos réseaux. Pour le réseau à haute tension, nous demandons aussi une interconnexion des parcs d'éoliennes offshore avec ceux de l'Angleterre, puis avec la centrale hydraulique de Scandinavie et peut-être avec les centrales solaires du sud de l'Europe. De tels investissements sont une mission d'Elia, le gestionnaire de notre réseau à haute tension. Il faut faire de nos réseaux de distribution des réseaux intelligents (smart grids) pour que les nombreuses petites unités combinant chauffage et force motrice puissent bientôt être intégrées dans une sorte de centrale virtuelle.

Dernier point, l'organisation de nos marchés énergétiques. Nous souhaitons un climat d'investissements vraiment positif qui incite de nouveaux acteurs à investir dans de nouvelles centrales. Cela suppose, d'une part, un gel des investissements des acteurs dominants et, d'autre part, un système de vente aux enchères d'une capacité virtuelle de production jusqu'à ce que les nouveaux acteurs soient effectivement présents sur le marché avec de nouvelles centrales. Une des solutions est la « taxe naphtaline » prélevée sur les centrales au charbon ou nucléaires amorties pour financer des investissements dans les énergies renouvelables.

Enfin, une gestion indépendante des réseaux est une condition indispensable à l'ouverture du marché. Nous souhaitons aussi que l'intervention des producteurs et des fournisseurs dans la gestion des réseaux soit réduite progressivement et qu'ils

Belangrijk is evenwel dat het park wordt gerealiseerd en dat we daarmee de nodige referenties opbouwen om de wereld te veroveren. Dan zal onze bijdrage aan de strijd tegen de opwarming van de aarde veel groter zijn dan wanneer we zouden hebben gekozen voor de gemakkelijkheidsoplossing van windmolenparken dichter bij de kust.

Een ander aspect in dit dossier is de fiscale aftrek voor investeringen in duurzame energie. Het verheugt ons dan ook dat de superministerraad van vorig weekend de fiscale aftrek voor onder meer zonnepalen aanzienlijk heeft verhoogd en dat de federale overheid haar voorbeeldfunctie ten volle wil opnemen door federale overheidsgebouwen uit te rusten met zonnepanelen.

De energie uit fossiele brandstoffen moet efficiënter worden opgewekt door het toepassen van de techniek van de warmtekrachtkoppeling. Wij willen geen beleid dat uitsluitend inzet op grote centrales, die de helft van hun energie in het milieu verloren zien gaan via de lelijke koeltorens, maar willen stroom opwekken op plaatsen waar een warmtebehoefte is, bijvoorbeeld om serres en gebouwen te verwarmen of stroom te leveren aan de industrie. Dat moet ook op microschaal gebeuren. Wij geloven immers in de techniek van de microwarmtekrachtkoppeling. Als die de opvolger kan worden voor de condensatieketel, dan kunnen gezinnen zelf hun stroom opwekken en hun overschotten op het net zetten of hun tekort van het net halen.

Wij geloven dus in een meer decentrale energievoorziening met een veelheid aan producenten, in tegenstelling tot het huidige systeem waarbij één of enkele producenten de markt monopoliseren.

Dat vraagt ook investeringen in de netten. Zowel de inschakeling van de grote duurzame energie, de offshore windmolenparken op de Noordzee, als de inschakeling van de decentrale kleinschalige stroomvoorzieningseenheden, de warmtekrachtkoppelingseenheden, vragen om een ander design van onze netten. Voor het hoogspanningsnet willen we ook een interconnectie van de offshore windmolenparken met die van Engeland, en straks met de waterkrachtcentrale van Scandinavië en misschien ook met de zonnecentrales in het zuiden van Europa. Daarin investeren is een opdracht voor Elia, de beheerder van ons hoogspanningsnet. Ook op de bodem van de Noordzee moeten we een hoogspanningsnet uitbouwen. De distributienetten moeten als *smart grids*, als intelligente netten worden ontworpen, zodat de vele kleine warmtekrachtkoppelingseenheden straks in een soort virtuele centrale kunnen worden aangestuurd.

Mijn laatste punt gaat over de organisatie van onze energiemarkten. Wij willen een echt positief investeringsklimaat dat nieuwe spelers aanzet tot investeren in nieuwe centrales. Dat vraagt enerzijds een investeringsstop voor dominante partijen en anderzijds een systeem waarbij virtuele productiecapaciteit wordt geveld, in een overgangsfase, tot de nieuwe spelers effectief met nieuwe centrales op onze markt zijn. Een sluitstuk daarbij is voor ons de ‘mottenballentaks’, een heffing op afgeschreven steenkool- en kerncentrales waarvan de opbrengsten kunnen worden gebruikt om er investeringen in duurzame energie mee te financieren. Die ‘mottenballentaks’ is nodig om een gelijkspeelveld te creëren zodat nieuwe spelers ook op onze markt kunnen komen, zonder risico op prijsmanipulatie door

n'aient plus la moindre influence sur la gestion stratégique et le développement stratégique de notre réseau gazier et à haute tension.

M. Luc Willems (VLD). – Je tiens, moi aussi, à remercier le Bureau d'avoir organisé ce débat. À long terme le Sénat a un rôle majeur à jouer dans de tels débats. Celui-ci nous donne l'occasion, en cette fin de législature, de confronter les points de vue qui, après le 10 juin, alimenteront le débat politique sur l'avenir de l'énergie dans notre pays.

Des années durant, les débats sur le climat et sur l'énergie ont été menés en parallèle. D'une part, la quête d'énergies renouvelables et durables n'était pas prise au sérieux.

L'abondant pétrole peu coûteux et les possibilités apparemment illimitées de l'énergie nucléaire ne poussaient pas à investir dans l'innovation. D'autre part, le changement climatique semblait davantage tenir de la science fiction que de la réalité. Le film An Inconvenient Truth a fusionné ces deux débats.

Chacun prend peu à peu conscience qu'en raison des rejets trop importants de CO₂ et d'autres gaz nocifs, la chaleur du soleil est maintenue dans l'atmosphère, ce qui élève la température sur terre. Les conséquences véritables de ce réchauffement apparaissent de plus en plus précisément. Les ouragans de catégorie 4 et 5 témoignent des dommages que l'environnement peut infliger au genre humain.

La malaria se propage, notamment dans les Andes colombiennes.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé, le nombre de décès résultant du réchauffement de la terre doublera au cours des vingt-cinq prochaines années (300.000 personnes chaque année).

Il faut prendre d'urgence des mesures. Nous devons assurer la survie de la planète pour les générations futures.

Une analyse des points forts et des points faibles du marché énergétique belge met en évidence à la fois des points négatifs et positifs.

L'éventail diversifié de sources énergétiques dans notre pays nous protège contre les menaces qui pèsent sur la sécurité d'approvisionnement et contre les fluctuations de prix sur le marché international. C'est un point positif. Un de nos points faibles est notre forte dépendance de l'étranger. Seule une petite partie de notre énergie renouvelable est produite dans notre pays. Il en va partiellement de même pour l'énergie nucléaire puisque nous ne possédons pas de mines d'uranium. Pour le reste, nous ne faisons qu'importer des énergies fossiles. Le remplacement du charbon par le gaz ne change rien à cette situation. Quant à la dépendance des importations, nous faisons beaucoup moins bien que les pays voisins.

Un troisième élément essentiel à prendre en considération est le Protocole de Kyoto, avec les obligations qu'il nous impose et la suite qui lui sera donnée. D'ici 2012, les rejets de CO₂

de heersende monopolist.

Ten slotte is een onafhankelijk beheer van de netten een absolute voorwaarde om de markt te kunnen openbreken. We willen ook dat de participatie van producenten en leveranciers in het beheer van de netten wordt afgebouwd en dat ze geen enkele invloed meer kunnen hebben op het strategische beheer en de strategische uitbouw van ons aardgas- en hoogspanningsnet.

De heer Luc Willems (VLD). – Ook ik wil het Bureau danken voor het organiseren van dit debat. In debatten over dergelijke thema's heeft de Senaat op langere termijn een belangrijke rol te spelen. In de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden hebben we heel wat werk verzet en dit debat vormt dan ook een mooi sluitstuk. Het geeft ons de gelegenheid op het einde van de regeerperiode nog eens de standpunten samen te brengen die na 10 juni ook een aanzet zullen vormen tot het politieke debat over de verdere toekomst van de energie in ons land.

Jarenlang verliepen het klimaat- en het energiedebat naast elkaar. Enerzijds werd de zoektocht naar hernieuwbare en duurzame energie niet ernstig genomen. Door de overvloed aan goedkope olie en de schijnbaar onbeperkte mogelijkheden van de nucleaire energie was er geen druk om te investeren in innovatie. Anderzijds was de klimaatverandering eerder een sciencefictionverhaal dan harde realiteit. Tot we onlangs konden vaststellen dat gletsjers smelten, dat de winter niet meer bestaat en dat de zomer natter wordt. De film *An Inconvenient Truth* bracht beide debatten samen tot één breed maatschappelijk debat over klimaatverandering en energiebeleid, dat sinds een paar maanden trouwens met sprongen vooruitgaat.

Iedereen raakt er stilaan van overtuigd dat door de te hoge uitstoot van CO₂ en andere schadelijke gassen de zonnewarmte in de atmosfeer wordt vastgehouden, waardoor de temperatuur op aarde steeds toeneemt. In het begin konden we een Middellandsezeeklimaat in België nog aangenaam vinden, maar nu beginnen de echte gevolgen duidelijk te worden. Orkanen van categorie 4 en 5, zoals Katrina in de Verenigde Staten, tonen aan welke schade een verstoring van het milieu de mensheid kan berokkenen.

In heel wat dorpen die boven de malariagrens zijn gebouwd, onder meer in de Colombiaanse Andes, neemt malaria toe.

Volgens de Wereldgezondheidsorganisatie zal het aantal doden als gevolg van de opwarming van de aarde – door overstromingen, orkanen en malaria – de komende vijfentwintig jaar verdubbelen. Jaarlijks zullen er ongeveer 300.000 mensen overlijden als gevolg van de opwarming van de aarde.

Er moeten dus dringend maatregelen worden genomen. We moeten deze planeet leefbaar houden voor de komende generaties.

Uit een sterke-zwakteanalyse van de Belgische energiemarkt komen zowel positieve als negatieve punten naar voren.

De gediversifieerde energiemix van ons land vormt een buffer tegen bedreigingen op het vlak van de bevoorradingssekerheid en prijsschommelingen op de internationale markt. Dat is positief. Nadelig is onze grote afhankelijkheid van het buitenland. Alleen het kleine aandeel

doivent diminuer de 7,5% par rapport à 1990. Entre 1990 et 2003, les émissions ont augmenté et la tendance ne s'est inversée que ces dernières années. Au total, nous devrons consentir un effort de 12,4 millions de tonnes d'équivalents CO₂. Notre pays a pourtant une efficacité énergétique assez élevée.

L'énergie nucléaire explique que notre pays a un éventail de sources énergétiques assez diversifié et s'en sort relativement bien quant aux émissions de CO₂ par le secteur énergétique. Il faut donc éviter de remplacer les centrales nucléaires par des centrales alimentées avec des énergies fossiles. Cela accroîtrait notre dépendance énergétique et nos émissions de CO₂. Il faut miser sur les énergies renouvelables et les économies d'énergie.

Cette analyse nous amène aux objectifs de la politique énergétique belge : la lutte contre les changements climatiques, la sécurité d'approvisionnement, une véritable concurrence sur le marché de l'électricité et du gaz, garante de prix abordables pour les citoyens et les entreprises.

La politique énergétique doit être transparente, cohérente et efficace et créer un cadre juridiquement sûr.

Le groupe VLD formule un certain nombre de lignes politiques sur la base de ces considérations.

La première et principale ligne politique concrète est la réduction de la demande en énergie. Des études comme celle du Fraunhofer-Institut indiquent qu'il est possible de réduire la demande en énergie de l'ordre de 5% à 25% d'ici à 2020. Pour cela, il faudra prendre une batterie de mesures allant de l'octroi d'avantages fiscaux pour l'achat de voitures moins polluantes, l'enseignement de comportements routiers respectueux de l'environnement dans le cadre de l'apprentissage de la conduite, des normes plus sévères pour les nouvelles constructions, la promotion de maisons passives, à la mobilisation de la population, par exemple en organisant des concours visant à formuler des propositions permettant de réduire la consommation d'énergie.

Au lieu de vouloir atteindre les objectifs de Kyoto en imposant de nouvelles réglementations aux entreprises, il faut une approche plus intelligente qui profite à la fois à l'économie et à l'écologie. C'est pourquoi nous proposons de vendre aux enchères la totalité du CO₂ que les entreprises peuvent rejeter chaque année dans le pays en vertu des accords de Kyoto. Ainsi, elles vendront et achèteront le maximum de CO₂ qu'elles peuvent rejeter chaque année. Il faudrait bien entendu accorder une réduction ou exempter les entreprises qui, comme celles du secteur de la chimie, ont déjà consenti des efforts importants et qui sont à la pointe en tête en matière d'efficacité énergétique. Ne pas en tenir compte serait injuste et surtout inopportun. Le produit de la vente aux enchères pourrait être reversé intégralement à l'économie.

Bien des possibilités existent aussi en matière de circulation. Les accises et la TVA perçues sur chaque litre de carburant sont déjà une forme de fiscalité verte. Dans le même ordre d'idées, on pourrait remplacer la taxe de circulation par une taxe basée sur les rejets de CO₂.

Nous pourrions suivre la même logique pour les rejets de CO₂ dont les ménages sont responsables. Le premier ministre a

duurzame energie wordt daadwerkelijk in ons land geproduceerd. Dat geldt ook gedeeltelijk voor kernenergie, al moet er natuurlijk worden bij vermeld dat we zelf geen uranummijnen hebben. Voor de rest doen we niets anders dan fossiele brandstoffen invoeren. De vervanging van steenkool door aardgas verandert daar uiteraard niets aan. Wat de importafhankelijkheid betreft, scoort ons land in vergelijking met onze buurlanden zeer slecht.

Een derde belangrijk element zijn onze Kyotooverplichtingen en het vervolg dat daaraan zal worden gekoppeld. Tegen 2012 moet de uitstoot van broeikasgassen worden verminderd met 7,5% tegenover 1990. In de periode 1990-2003 is de uitstoot echter nog gestegen. Pas de jongste jaren is er een ommegkeer. In totaal zullen we een inspanning moeten leveren van 12,4 miljoen ton CO₂-equivalent. In dit kader valt het op dat ons land een vrij hoge energie-efficiëntie heeft, nochtans behoort onze energie-intensieve staal- en chemie-industrie al tot de wereldtop qua efficiëntie.

De kernenergie is de reden waarom ons land een vrij gediversifieerde energiemix heeft en ook relatief goed scoort inzake CO₂-uitstoot door de energiesector. We moeten dus voorkomen dat kerncentrales worden vervangen door centrales gestookt met fossiele brandstoffen, zelfs als het om gas gaat. Dat verslechtert immers onze energiemix, verhoogt onze energieafhankelijkheid, en vermindert onze goede score inzake uitstoot van CO₂. Voor de vervanging van deze fossiele centrales moet alles worden ingezet op de duurzame energiebronnen en de energiebesparing.

Op basis van deze analyse komen we tot de doestellingen van het Belgische energiebeleid: ten eerste, de bestrijding van de klimaatverandering; ten tweede, het garanderen van de bevoorradingssekerheid; ten derde, een echte concurrentie op de elektriciteits- en gasmarkt om zo te zorgen voor betaalbare energieprijzen voor burgers en bedrijven.

Het energiebeleid moet transparant, coherent en efficiënt zijn en een rechtszeker kader creëren.

Op basis van deze overwegingen formuleert de VLD-fractie een aantal beleidslijnen.

De eerste en belangrijkste beleidslijn is het verminderen van de energievraag. Studies van onder andere het *Fraunhofer-Institut* stellen dat het mogelijk is tegen 2020 de energievraag met 5 tot 25% te verminderen. Een hele batterij maatregelen is hiervoor nodig, gaande van fiscale voordelen voor milieuvriendelijke auto's en het integreren van milieuvriendelijk rijgedrag in de opleiding tot productnormen, strengere normen bij nieuwbouw, het bevorderen van passiefhuizen en het mobiliseren van de bevolking, bijvoorbeeld door wedstrijden met voorstellen tot beperking van het energieverbruik te organiseren.

In plaats van de Kyotodoelstellingen te willen halen door ondernemingen extra reglementeringen op te leggen, moet een nieuwe, meer intelligente aanpak worden uitgedokterd die zowel de economie als de ecologie ten goede komt. Daarom stellen we voor de totale hoeveelheid CO₂ die de ondernemingen in het land volgens de Kyotoafspraken mogen uitstoten, openbaar te veilen. Hiermee kopen en betalen ze dus het maximum aan CO₂ dat ze elk jaar mogen uitstoten. Hierbij zou uiteraard een korting of vrijstelling moeten worden gegeven aan bedrijven die al belangrijke

récemment lancé l'idée de coupler une nouvelle fiscalité au revenu cadastral. Aujourd'hui, une petite habitation en ville a souvent un revenu cadastral plus élevé qu'une villa à la campagne. Nous voulons donc une fiscalité qui tienne compte du CO₂ rejeté par le logement.

Une deuxième ligne politique concerne l'accroissement de la proportion d'énergies renouvelables. Cela doit se faire d'une manière efficace sur le plan des coûts. Une des éléments à cet effet consiste à rendre les certificats pour la production d'électricité verte échangeables sur le marché international. Des entreprises telles que SUEZ-Electrabel et Nuon disposent de très grandes capacités de production renouvelables à l'étranger. Malheureusement, la Belgique est confrontée à un problème parce que les différentes Régions ne reconnaissent pas mutuellement leurs systèmes de certificats pour la production d'électricité verte. Nous devons donc balayer devant notre porte.

De façon plus générale, le groupe VLD opte pour des objectifs de consommation ambitieux plutôt que pour des objectifs de production souvent irréalistes. C'est à notre sens la méthode appropriée pour atteindre le même résultat, de la manière la plus efficace sur le plan des coûts, au niveaux européen et mondial en termes de réductions d'émissions de CO₂. Visitant récemment en Finlande plusieurs entreprises de pointe dans le domaine de la technologie et de l'innovation, nous avons vu que les investissements consentis dans ce secteur profitent aussi à l'économie. L'an dernier, grâce à une politique d'innovation très progressiste et volontariste, la Finlande a connu une forte croissance.

J'en viens maintenant à la structuration du marché de l'énergie.

Le ministre a fait bien des efforts pour briser ce marché monopolistique et structuré verticalement, et pour tenter d'introduire petit à petit les principes du marché de l'énergie libre, ouvert et libéralisé. Il y a encore beaucoup de pain sur la planche dans ce domaine. Nous devons veiller à ce que les nouveaux opérateurs puissent entrer sur le marché. Les points de vue très poussés du ministre Verwilghen au sujet de la politique de la concurrence et de l'ouverture du marché de l'énergie ont également été repris cette semaine par la commissaire européenne Neelie Kroes.

J'en arrive ainsi à la politique énergétique européenne. Les mesures décidées lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 élargissent le champ mais sont aussi现实的. Notre pays doit soutenir pleinement ces objectifs : une réduction de 20% des émissions de CO₂ par rapport à 1990, une augmentation de 20% de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique des États membres et une économie d'énergie de 20% en Europe.

Atteignons-nous ainsi les objectifs de Kyoto ? Comment garantissons-nous l'approvisionnement énergétique ? Ces deux questions ne sont à première vue peut-être pas conciliables.

Le prix de l'énergie continuera à augmenter. La demande d'énergie fera de même si nous laissons faire et si nous ne prenons aucune mesure. L'énergie risque en outre d'être de plus en plus souvent utilisée comme un instrument politique. Rendre l'Europe – et donc aussi la Belgique – énergétiquement indépendante est la seule bonne réponse à

inspanningen hebben geleverd en die aan de top staan van de energie-efficiëntie, zoals de chemische ondernemingen. Daarmee geen rekening houden zou onrechtvaardig en vooral heel onverstandig zijn. De opbrengst van de veiling kan integraal terugvloeien naar de economie.

Ook inzake verkeer is heel wat mogelijk. Accijnzen en BTW die op iedere liter brandstof worden geheven, zijn al een vorm van groene fiscaliteit. In dezelfde lijn ligt het idee om de autobelasting op het vermogen te vervangen door een belasting op basis van de CO₂-uitstoot.

Eenzelfde logica kunnen we volgen voor de CO₂-uitstoot waarvoor de gezinnen aansprakelijk zijn. Premier Verhofstadt heeft onlangs het idee gelanceerd om een nieuwe fiscaliteit te koppelen aan het kadastraal inkomen. Nu heeft een kleine stadswoning vaak een hoger kadastraal inkomen dan een villa op het platteland. We moeten komen tot een fiscaliteit die rekening houdt met de CO₂-uitstoot van de woning.

Een tweede belangrijke beleidslijn betreft het verhogen van het aandeel duurzame energie. Dit moet op een kostenefficiënte manier gebeuren. Een element hiervan is het internationaal uitwisselbaar maken van groenestroomcertificaten. Bedrijven als SUEZ-Electrabel en Nuon beschikken over heel wat duurzame productiecapaciteit in het buitenland. Het zou dus goed zijn de uitwisseling van groene stroomcertificaten op internationaal vlak mogelijk te maken. Jammer genoeg loopt dit op Belgisch niveau al misk, omdat de gewesten elkaars systemen van groenestroomcertificaten niet erkennen. Hier is dus ook werk aan de winkel in eigen land.

De VLD-fractie opteert in het algemeen veeleer voor ambitieuze consumptiedoelstellingen dan voor – vaak onrealistische – productiedoelstellingen. Dit is volgens ons de aangewezen benadering om op de meest kostenefficiënte manier hetzelfde resultaat te bereiken voor de CO₂-uitstoot op Europees en wereldniveau.

Onze derde beleidslijn betreft het onderzoek naar nieuwe en alternatieve energiebronnen en -technieken. We hebben onlangs in Finland een bezoek gebracht aan diverse topinstellingen op vlak van technologie en innovatie, die duidelijk maken dat investeringen in die sector ook de economie ten goede komen. Vorig jaar heeft Finland dankzij een zeer progressief en voluntaristisch innovatiebeleid een sterke groei gekend.

Ik kom nu tot de structurering van de energiemarkt. De minister heeft heel wat inspanningen geleverd om de monopolistische en verticaal gestructureerde energiemarkt te doorbreken en te proberen de principes van de vrije, open en geliberaliseerde energiemarkt stap voor stap ingang te doen vinden. Er moet nog een lange weg worden afgelegd op dat vlak. We moeten ervoor zorgen dat de nieuwe spelers op de markt kunnen komen. De verregaande standpunten van minister Verwilghen op het vlak van concurrentiebeleid en openheid van de energiemarkt werden deze week ook ingenomen door de Europese Commissaris, Neelie Kroes.

En zo beland ik bij de Europese energiepolitiek. De maatregelen die de Europese Unie op de Europese Raad van 8 en 9 maart 2007 heeft afgesproken, zijn grensverleggend, maar ook realistisch. Ons land moet die doelstellingen ten volle ondersteunen. Die doelstellingen zijn: een vermindering

ce défi. C'est pourquoi il ne suffira pas d'implanter ici et là des parcs à éoliennes. Des décisions plus énergiques et davantage d'investissements s'imposeront.

Reste à savoir si nous pouvons nous en tirer sans énergie nucléaire. Il est incontestable qu'il sera plus facile d'atteindre les objectifs de Kyoto avec un grand nombre de mégawatts produits par les centrales nucléaires alors que, dans le même temps, nous augmentons notre indépendance énergétique.

Cet avantage contrebalance-t-il toutefois le problème des déchets radioactifs des centrales ? Un grand avantage de la sortie du nucléaire, décidée voici quelques années, est que notre pays a été contraint à réfléchir à l'efficacité énergétique et à des alternatives. Avant la décision de sortir du nucléaire, on ne ressentait aucune pression pour rechercher d'autres solutions. Notre visite en Finlande nous a permis de constater à quel point les problèmes des déchets radioactifs que nous imposons aux générations futures sont énormes. Le prix de revient relativement bas de l'énergie nucléaire ne contrebalance pas le coût du stockage des déchets radioactifs.

Un examen fondamental reste nécessaire dans le secteur nucléaire, ne fût-ce que pour rechercher des solutions pour les déchets existants. Laisser subsister les centrales actuelles n'est certes pas une option. Nous soutenons dès lors la sortie du nucléaire. Nous attendons les résultats de l'étude de la commission Énergie 2030. Ils nous montreront comment nous pouvons atteindre les objectifs volontaristes que nous avons fixés et comment nous pouvons continuer à veiller à l'approvisionnement de notre pays. Si nous maintenons la pression et si nous continuons à rechercher l'efficacité énergétique et d'autres solutions, nous contribuerons à veiller, à long terme, à ce que notre pays, un petit acteur sur ce grand globe terrestre, contribue à la maîtrise du climat.

M. Frank Creyelman (VL. BELANG). – *Dire qu'un approvisionnement stable en énergie est le moteur d'une économie performante, c'est enfouir une porte ouverte. La complexité de la question énergétique est telle que l'approvisionnement en énergie est devenu une matière internationale et pluridisciplinaire aux interactions multiples. Notre approvisionnement en énergie a subi de profondes mutations ces dernières décennies et doit faire face à d'importants défis. Parmi ces mutations figurent en premier lieu la libéralisation des marchés de l'énergie et la demande croissante en énergie. La décentralisation de la production d'énergie s'intensifie sous l'effet de la libéralisation et de la diversification du mix énergétique.*

Les défis concernent le lien indissoluble entre notre approvisionnement en énergie et le débat sur le climat ainsi que le protocole de Kyoto. De plus, le gouvernement

van de CO₂-uitstoot met 20% ten opzichte van 1990; een toename van het aandeel van de vernieuwbare energie in de energiemix van de lidstaten met 20% en een energiebesparing in Europa van 20%.

Halen we op die manier de Kyotodoelstellingen? Hoe garanderen we de energievoorrading? Die twee vragen zijn op het eerste gezicht misschien niet te verzoenen.

De prijs van energie zal blijven stijgen. De vraag naar energie zal blijven toenemen indien we laten betijen en geen maatregelen nemen. Energie dreigt bovendien steeds vaker te worden ingezet als een politiek instrument. Europa – en dus ook België – energieonafhankelijk maken is het enige goede antwoord op deze uitdaging. Daartoe zal het niet volstaan om her en der een windmolenpark neer te zetten. Ingrijpender beslissingen en meer investeringen zijn nodig.

De vraag blijft of we het zonder nucleaire energie kunnen klaren. Het is onbetwistbaar dat met een grote hoeveelheid megawatts afkomstig uit kerncentrales de Kyotodoelstellingen gemakkelijker haalbaar zijn, terwijl we tegelijkertijd onze energieonafhankelijkheid verhogen.

Weegt dat voordeel echter op tegen het kernaafval dat kerncentrales achterlaten? Een groot voordeel van de uitstap uit de nucleaire energie, waarover enkele jaren geleden is beslist, is dat ons land gedwongen werd om na te denken over energie-efficiëntie en alternatieven. Vóór de beslissing tot kernuitstap was er geen druk om te zoeken naar alternatieven. Bij ons bezoek aan Finland hebben we kunnen zien met welke enorme kernaafvalproblemen we de toekomstige generaties opzadelen. De relatief lage kostprijs van nucleaire energie weegt niet op tegen de kost van de opslag van kernaafval.

Fundamenteel onderzoek in de nucleaire sector blijft nodig, al was het maar om oplossingen te zoeken voor het bestaande afval. Het is zeker geen optie om de huidige centrales te laten bestaan. We steunen dan ook de nucleaire uitstap. We wachten de resultaten van de studie van de commissie Energie 2030 af. Aan de hand van die resultaten zullen we zien hoe we de voluntaristische doelstellingen die we hebben gesteld, kunnen realiseren en hoe we voor de bevoorrading van ons land kunnen blijven zorgen. Als we de druk op de ketel houden en blijven zoeken naar energie- efficiëntie en naar alternatieven, zullen we er op lange termijn voor helpen zorgen dat ons land, een kleine speler op deze grote wereldbol, een bijdrage levert in de klimaatbeheersing.

De heer Frank Creyelman (VL. BELANG). – We trappen een open deur in als we stellen dat een stabiele energievoorziening de motor is van een goed draaiende economie. Door de complexiteit van de energieproblematiek is de energievoorrading een internationale en multidisciplinaire aangelegenheid met een groot aantal interacties. Onze energievoorziening onderging de afgelopen decennia belangrijke wijzigingen en staat voor grote uitdagingen. De wijzigingen betreffen in de eerste plaats de liberalisering van de energiemarkten en toenemende vraag naar energie. Met de liberalisering en de diversificatie van de energiemix groeit de decentralisering van de energieproductie.

De uitdagingen hebben betrekking op de onlosmakelijke verwevenheid van onze energievoorziening met het klimaatdebat en met het Kyotoprotocol. Daarnaast heeft de

Verhofstadt I a fait des choix politiques qui ne témoignaient pas de pragmatisme mais étaient plutôt dictés par un intégrisme écologique. Il faut aussi que la politique de la Belgique cadre avec la politique énergétique de l'Europe, comme l'énonce le Livre vert de la Commission européenne.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans notre pays, le mix énergétique se composait en 2004 de 37% de pétrole, de 27% de gaz, de 22% d'énergie nucléaire, de 11% de combustibles solides et de 2% d'énergie renouvelable. La production intérieure est limitée à l'énergie nucléaire qui fournit 55% de notre électricité, et à une proportion croissante d'énergies renouvelables. Au cours de la période 1990-2004, la production totale d'électricité a augmenté de 21%. Selon les chiffres de la Commission européenne, 33% de l'énergie est consommée par l'industrie, 27% par les ménages, 27% par les transports et 13% par le commerce.

Le scénario de base qui prévoit la sortie du nucléaire figure dans le rapport provisoire de la Commission « Énergie 2030 » et table sur une augmentation de la demande en énergie de 10% entre 2000 en 2030. Le scénario de base entraînerait un quasi-doublement de l'intensité de carbone.

De son côté, la Commission européenne demande aux pays développés de réduire leurs émissions de CO₂ de 20% par rapport à 1990 d'ici à 2020. À l'horizon 2050, les émissions mondiales devront baisser de 50%, ce qui signifie que les pays développés devront réduire leurs émissions de 60 à 80%.

Le Vlaams Belang propose un certain nombre de principes de base pour notre politique énergétique.

À l'heure actuelle, notre approvisionnement en énergie est très fortement tributaire de l'importation de combustibles fossiles. Compte tenu de l'importance stratégique d'un approvisionnement énergétique stable pour notre économie, nous souhaitons promouvoir une autosuffisance énergétique maximale.

Dans une optique environnementale, le Vlaams Belang plaide en faveur d'une approche pragmatique de la question de l'énergie. Il faut que notre approvisionnement continue à être garanti à des conditions concurrentielles et que, parallèlement, notre économie s'oriente vers un approvisionnement en sources d'énergie à faible émission de carbone et plus durables.

Pour nous permettre de respecter à la fois les normes actuelles et les normes futures de Kyoto, nous préconisons d'investir dans les technologies permettant de réaliser des économies d'énergie, dans les énergies renouvelables ainsi que dans la technologie de l'hydrogène en tant que technologie énergétique du futur. Or, d'après la quasi-totalité des estimations des experts, des bureaux d'études et des commissions compétentes, le potentiel actuel estimé de la Belgique en matière d'énergies renouvelables ne dépasserait pas 20% de la demande.

Le Vlaams Belang veut reporter la sortie du nucléaire jusqu'au moment où il y aura suffisamment d'autres solutions. La sortie programmée du nucléaire n'est pas une mesure réaliste parce que les conditions connexes dans lesquelles elle a été décidée sont totalement différentes en 2007. Contrairement à la situation au début de l'année 2003, date à laquelle le Sénat a approuvé la sortie du nucléaire, on

regering-Verhofstadt I politieke keuzes gemaakt die niet getuigen van pragmatisme, maar veeleer gebaseerd zijn op ecologisch fundamentalisme. Ook moet het Belgische beleid ingepast worden in het Europese energiebeleid zoals wordt verwoord in het groenboek van de Europese Commissie.

De Belgische feiten spreken voor zichzelf: in 2004 bestond de energiemix in België voor 37% uit olie, voor 27% uit gas, voor 22% uit kernenergie, voor 11% uit vaste brandstoffen en voor 2% uit duurzame energie. De binnenlandse productie is beperkt tot kernenergie, die 55% van de elektriciteit levert, en een groeiend aandeel duurzame energie. De totale elektriciteitsproductie is in de periode 1990-2004 met 21% gestegen. Volgens cijfers van de Europese Commissie wordt 33% van de energie verbruikt door de industrie, 27% door de huishoudens, 27% voor transport en 13% voor handel.

In het basisscenario met kernenergieuitstap van het voorlopige rapport van de commissie Energie 2030 wordt tussen 2000 en 2030 een stijging van de energievraag met 10% verwacht. Dat basisscenario zou nagenoeg een verdubbeling van de koolstofintensiteit tot gevolg hebben.

De Europese Commissie schuift van haar kant voor de ontwikkelde landen tegen 2020 een CO₂-reductiedoelstelling van 20% ten opzichte van 1990 naar voren. Tegen 2050 dient de wereldwijde uitstoot met 50% te worden verminderd, wat voor de ontwikkelde landen een vermindering van hun uitstoot met 60 tot 80% betekent.

Het Vlaams Belang stelt een aantal uitgangspunten voor ons energiebeleid voorop.

Onze energievoorziening is nu in zeer grote mate afhankelijk van geïmporteerde fossiele brandstoffen zoals olie, uranium, gas en steenkool. Wegens het strategische belang van een stabiele energievoorziening voor onze economie willen wij daarom streven naar een zo groot mogelijke zelfvoorziening.

Vanuit milieuoogpunt pleit het Vlaams Belang voor een pragmatische benadering van het energievraagstuk. Onze energievoorziening moet gegarandeerd blijven tegen concurrentiële voorwaarden terwijl onze economie tegelijkertijd gericht overschakelt naar een koolstofarme en meer duurzame energievoorziening.

Om tegelijkertijd aan de huidige en toekomstige Kyotonormen te voldoen pleiten wij voor investeringen in energiebesparing, in duurzame energie en in waterstoftechnologie als energietechnologie van de toekomst. Nagenoeg alle berekeningen van experts, studiebureaus en bevoegde commissies wijzen er echter op dat het huidig geschatte potentieel aan duurzame energie in België hoogstens 20% van de vraag kan dekken.

Het Vlaams Belang wil de uitstap uit kernenergie uitstellen tot er voldoende alternatieven zijn. De geplande uitstap uit kernenergie is geen realistische maatregel omdat de randvoorwaarden waaronder daartoe werd beslist, er anno 2007 totaal anders uitziend. In tegenstelling tot de situatie begin 2003, toen de uitstap uit kernenergie door de Senaat werd goedgekeurd, zijn vandaag de strengere streefcijfers van het post-Kyotoprotocol bekend en heeft de EU in haar groenboek het Europese energiebeleid op lange termijn vastgelegd. Ook heeft Nederland beslist de kerncentrale van Borssele in Zeeuws-Vlaanderen twintig jaar langer open te

connaît aujourd’hui les objectifs chiffrés plus sévères du protocole post-Kyoto et l’UE a arrêté la politique énergétique européenne à long terme dans son Livre vert. Les Pays-Bas ont pour leur part décidé de maintenir en activité vingt années de plus la centrale nucléaire de Borssele en Flandre zélandaise et les Finlandais vont construire une centrale nucléaire, peut-être même deux.

Du fait de la sortie progressive du nucléaire, notre énergie risque de devenir hors de prix à long terme, parce que tôt ou tard les coûts externes devront être répercutés sur le prix des sources d’énergie à forte teneur en carbone. Cette énergie chère nous rendra d’autant plus dépendants des importations provenant de pays disposant d’une énergie moins coûteuse produite dans des centrales nucléaires. C’est la quadrature du cercle : le Vlaams Belang ne peut accepter qu’on ferme nos centrales, qu’on galvaude notre savoir si difficilement acquis dans le domaine du nucléaire, que le personnel soit mis à la porte et qu’on importe ensuite de l’énergie nucléaire de France.

Le Vlaams Belang veut que la Flandre participe aux négociations au niveau européen. Notre politique énergétique est cogérée par le fédéral et les Régions. À cet égard, nous sommes partisans de la poursuite de la régionalisation de la politique énergétique : les compétences fédérales résiduelles en matière d’énergie doivent être transférées à la Flandre, notamment tous les aspects qui concernent la régulation ; le CEN et ses entreprises et activités nucléaires connexes doivent être placés sous gestion flamande. La Flandre doit pouvoir participer aux négociations sur la politique énergétique européenne.

Nous proposons qu’un certain nombre de mesures pratiques soient prises sur la base de ces données.

En premier lieu, on doit revenir sur la décision de sortir du nucléaire. Il faut maintenir une technologie qui ne produit pratiquement pas de CO₂ tout en étant disponible à grande échelle, praticable et abordable.

Nous restons partisans d’un parc électrique aussi diversifié que possible en Flandre. En Belgique, l’énergie nucléaire représente 55% de la production d’électricité. Nous ne pouvons donc pas nous en passer. À l’heure actuelle, environ 6 TWh sont déjà importés de France. Au cours de la période 1990-2003, la consommation annuelle d’électricité a augmenté de 2,76% par an en Flandre. Nous devrons produire 31% d’énergie en plus d’ici à 2025. Cette augmentation de la production représente déjà un défi à elle seule. Ce sera déjà une belle réussite si la construction de centrales au gaz, la cogénération et l’électricité verte parvenaient à satisfaire cette nouvelle demande.

Il serait irréaliste de penser que l’électricité verte, par exemple, permettrait non seulement de faire face à cette croissance, mais aussi de pourvoir au remplacement de 43 TWh d’électricité produite par l’énergie nucléaire. Nous devons à tout le moins tendre au statu quo pour ce qui concerne le nombre de centrales nucléaires.

Nous sommes parfaitement conscients des inconvénients de l’énergie nucléaire. Ce type d’énergie nécessite effectivement un stockage contrôlé sur une très longue période de déchets hautement radioactifs, mais les exemples suédois et finlandais montrent qu’il est possible de trouver une solution durable à

houden en bouwen de Finnen één, misschien zelfs twee, nieuwe nucleaire centrales.

Door de gefaseerde uitstap uit kernenergie dreigt onze energie op de lange termijn onbetaalbaar te worden, omdat vroeg of laat de externe kosten mee in de prijs van koolstofhoudende energiedragers zullen moeten worden verrekend. Dure energie zal ons verder afhankelijk maken van de invoer van goedkopere energie uit het buitenland, die dan wel afkomstig is uit kerncentrales. Dat is de kwadratuur van de cirkel: het sluiten van onze centrales, het te grappel gooien van onze moeizaam opgebouwde nucleaire kennis, het op straat zetten van mensen om nadien over te gaan tot import van kernenergie uit Frankrijk. Dat is voor het Vlaams Belang onaanvaardbaar.

Het Vlaams Belang wil dat Vlaanderen meeziit aan de Europese onderhandelingstafels. Ons energiebeleid wordt deels bepaald door het federale, deels door het gewestelijke niveau. In dit opzicht zijn wij voorstander van het verder defederaliseren van het energiebeleid. Vlaanderen moet de bevoegdheid krijgen over de resterende federale bevoegdhedsdomeinen inzake energie, onder meer alle aspecten die verband houden met regulering. Het SCK en zijn aanverwante nucleaire bedrijven en activiteiten moeten onder Vlaams beheer komen. Vlaanderen moet kunnen deelnemen aan de onderhandelingen over de Europese energiepolitiek.

Op basis van deze gegevens stellen wij een aantal praktische stappen voor.

In de eerste plaats moet de uitstap uit kernenergie ongedaan worden gemaakt. Een technologie die nauwelijks CO₂ voortbrengt en die tegelijk op grote schaal beschikbaar, bruikbaar en betaalbaar is, moet behouden blijven.

We blijven ook voorstander van een zo divers mogelijk elektriciteitspark in Vlaanderen. Kernenergie is in België goed voor 55% van de elektriciteitsproductie. We kunnen dus niet zonder. Op het ogenblik wordt reeds ongeveer 6 TWh ingevoerd uit Frankrijk. Het jaarlijks energieverbruik is in Vlaanderen in de periode 1990-2003 jaarlijks met 2,76% gestegen. We moeten tegen 2025 31% meer energie leveren. Alleen al de extra productie van deze hoeveelheid energie is een uitdaging. Als deze groei kan worden opgevangen door de bouw van gascentrales, warmtekrachtkoppeling en groene stroom, zal dit reeds een groot succes zijn.

Het is onrealistisch te denken dat naast deze groei ook nog de vervanging van 43 TWh nucleair geproduceerde elektriciteit kan worden opgevangen door bijvoorbeeld groene stroom. We moeten ten minste een status-quo van het aantal kerncentrales nastreven.

Wij zijn niet blind voor de nadelen van nucleaire energie. Er is inderdaad een eeuwenlange gecontroleerde opslag van hoogradioactief afval vereist, maar de Zweedse en Finse voorbeelden tonen aan dat hiervoor een duurzame oplossing te vinden moet zijn. Bovendien is het duidelijk dat nucleaire stroom samen met groene stroom de laagste externe milieukostprijs heeft. Als we fossiele brandstoffen gebruiken in plaats van nucleaire energie halen we de Kyotonorm nooit. Het is echter onduidelijk hoe dit te rijmen valt met de Vlaamse en Belgische klimaatdoelstellingen.

Als tweede stap willen we de uitverkoop van deze

ce problème. En outre, il est clair que l'électricité nucléaire a, avec l'électricité verte, le coût environnemental externe le moins élevé. Si on utilise des combustibles fossiles au lieu de l'énergie nucléaire, on n'atteindra jamais les objectifs de Kyoto. Reste à savoir comment concilier cela avec les objectifs climatologiques flamands et belges.

En deuxième lieu, il faut arrêter de brader ce secteur stratégique à l'étranger. Notre groupe s'oppose à la colonisation de notre secteur énergétique par des groupes étrangers. Il réclame de solides garanties en vue de contrer cette forme de colonisation et d'érosion de l'autonomie flamande. Nous ne sommes pas contre la présence d'acteurs internationaux sur le marché flamand – et, par extension, européen – mais nous nous opposons résolument à l'absorption de secteurs stratégiques par des superentreprises françaises à des fins politiques. Nous plaidons donc pour l'ancrage de secteurs stratégiques tels que le secteur de l'énergie.

Ce n'est évidemment pas parce que le Vlaams Belang opte à court et moyen terme pour le maintien de l'énergie nucléaire qu'il s'oppose aux énergies durables et renouvelables, bien au contraire. Les sources d'énergie renouvelables jouent un rôle important dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, offrent des perspectives de diversification de nos ressources énergétiques, créent de l'emploi et offrent des opportunités de développement de nouvelles technologies. Les énergies renouvelables fournissent l'électricité et la chaleur dites vertes. Les producteurs d'électricité obtenue à partir d'énergies renouvelables reçoivent des certificats verts délivrés par la VREG. Ces certificats ont pour but d'atteindre l'objectif chiffré de 6% d'électricité verte en 2010, conformément à la directive européenne sur les sources d'énergie renouvelables.

Dans le domaine des énergies renouvelables, la Flandre accuse du retard par rapport aux pays voisins. C'est pourquoi nous plaidons pour une intensification des efforts en vue de trouver de nouvelles sources d'énergie renouvelables. Le succès du projet de fusion nucléaire ITER dans le sud de la France est incertain, même à long terme. Pour le Vlaams Belang, la poursuite du développement de la technologie de l'hydrogène, des petites éoliennes et de la technologie photovoltaïque offre davantage de possibilités.

L'énergie éolienne est à notre sens également importante mais pas n'importe où. Les éoliennes utilisées comme source d'énergie alternative ont un effet plus grand dans un environnement naturel. Quoi qu'il en soit, elles doivent être concentrées dans les régions urbaines et dans les centres ruraux. Dès lors, le Vlaams Belang demande le regroupement ou le placement d'éoliennes dans les grandes zones industrielles et les espaces portuaires. Il faut également envisager la création d'un plus grand nombre de parcs d'éoliennes offshore sur des sites appropriés qui ont été écartés jusqu'à présent, tels que le Banc de Wenduine et la Plaine du Raan.

Une solution souvent citée est celle du passage aux biocarburants et, dans une perspective plus générale, du passage d'une économie basée sur le pétrole à une économie basée sur les biocombustibles au moyen de la biotechnologie dite blanche. Les biocarburants sont en plein essor depuis

strategische sector aan het buitenland stopzetten. Onze fractie verzet zich tegen de kolonisering van onze energiesector door buitenlandse concerns. Het Vlaams Belang wil harde garanties om deze vorm van kolonisering en erosie van Vlaamse zelfredzaamheid tegen te gaan. We kanten ons niet tegen internationale spelers op de Vlaamse – en bij uitbreiding Europese – markt, maar we zijn absoluut gekant tegen de overname van strategische sectoren door Franse superbedrijven met politieke inslag. We pleiten dus voor de verankering van strategische sectoren zoals de energiesector.

Het is natuurlijk niet omdat het Vlaams Belang op korte en middellange termijn kiest voor het vrijwaren van de nucleaire energie, dat wij iets hebben tegen duurzame, hernieuwbare energie. Integendeel! De duurzame energiebronnen spelen een belangrijke rol in het verminderen van de uitstoot van broeikasgassen, bieden een diversificatie van onze energiebronnen, zorgen voor werkgelegenheid en bieden kansen voor de ontwikkeling van nieuwe technologieën. Duurzame energie levert zogenaamde groene stroom en groene warmte. De producenten van elektriciteit met duurzame energie ontvangen van de VREG groenestroomcertificaten. Deze dienen om tegen 2010 het beoogde cijfer van 6% groene stroom te behalen, overeenkomstig de Europese richtlijn over duurzame energiebronnen.

Op het gebied van duurzame energie hinkt Vlaanderen achterop in vergelijking met de buurlanden. Daarom pleiten wij voor meer inspanningen om duurzame energiebronnen aan te boren. De slaagkansen van het ITER-kernfusieproject in Zuid-Frankrijk zijn twijfelachtig, zelfs op lange termijn. Het Vlaams Belang ziet meer mogelijkheden in de verdere ontwikkeling van de waterstoftechnologie, kleine windturbines en fotovoltaïsche technologie.

Windenergie is ook voor ons een belangrijk gegeven, maar niet om het even waar. Het effect van windturbines als alternatieve energiebron is groter in een natuurlijke omgeving. De ruimtelijke concentratie dient alleszins in stedelijke gebieden en kernen van het buitengebied te geschieden. Het Vlaams Belang vraagt daarom een bundeling of opstelling van windturbines in grote industriezones en in het havengebied. Ook moeten er meer offshore windenergieparken overwogen worden op mogelijke sites die tot nog toe werden uitgesloten, zoals de Wenduinebank en de vlakte van de Raan.

Een veelgeciteerde oplossing voor de vraag naar voertuigbrandstoffen is de omschakeling naar biobrandstoffen en ruimer beschouwd, de omschakeling van een petroleumeconomie naar een biogebaseerde economie met de zogenaamde witte biotechnologie. Biobrandstoffen kennen sinds een aantal jaren een hoge vlucht, voornamelijk in Brazilië en de VS.

De biobrandstoffenrichtlijn 2003/30/EG verplicht de EU-lidstaten om tegen 2010 5,75% biobrandstoffen te mengen met de brandstoffen aan de pomp. Ook in Vlaanderen is er een toekomst voor biobrandstoffen. De stijgende vraag naar granen en suiker biedt mogelijkheden voor onze landbouw. Er zijn fabrieken om biobrandstoffen te produceren in aanbouw.

Volgens een recent onderzoek van het Vlaams Instituut voor wetenschappelijk en technologisch aspectonderzoek

quelques années, principalement au Brésil et aux États-Unis.

La directive 2003/30/CE relative aux biocarburants impose aux États membres de l'UE d'incorporer, d'ici à 2010, 5,75% de biocarburants dans les carburants vendus dans les stations-services. En Flandre aussi, il y a un avenir pour les biocarburants. La demande croissante de céréales et de sucre offre des perspectives à notre agriculture. Des usines de production de biocarburants sont en construction.

Selon une étude récente de l'Institut flamand de recherche sur les aspects scientifiques et technologiques (viWTA), la superficie agricole disponible pour produire du biodiesel est cependant trop réduite. D'ici 2010, notre agriculture devrait prévoir 260.000 hectares non disponibles pour la production de colza, alors que les surfaces nécessaires pour la production de bioéthanol sont, elles, disponibles. La Flandre en sera réduite à importer ses matières premières renouvelables depuis les pays voisins ou l'Europe de l'Est.

Au niveau mondial, la capacité agricole est aussi bien trop limitée pour répondre en même temps à la demande de nourriture et de biocarburants. De plus, on pourrait aussi faire fonctionner des centrales électriques au moyen de biocarburants, afin de produire de l'électricité verte, mais elles consommeraient néanmoins une quantité énorme de biocarburants : il faudrait la totalité de la capacité de production de biodiesel en Europe pour faire fonctionner une centrale fournissant 10% de la consommation électrique des Pays-Bas.

Le Vlaams Belang plaide pour une sécurité d'approvisionnement optimale et pour l'élaboration de plans d'urgence efficaces. La sécurité d'approvisionnement revêt une importance stratégique pour un grand nombre de secteurs. La libéralisation accrue et la distribution d'énergie régie par le marché mettent en péril cette sécurité d'approvisionnement.

Les pouvoirs publics doivent se borner à agir en bon père de famille et non en régulateur trop zélé.

Indépendamment de la question de l'utilité du protocole de Kyoto, le Vlaams Belang est évidemment favorable à la promotion d'une utilisation durable de l'énergie, car les sources d'énergie fossiles ne sont pas inépuisables, la demande énergétique ne fait que croître et les combustibles fossiles proviennent souvent de pays politiquement instables. Le plaidoyer en faveur des économies d'énergie et de la lutte contre le gaspillage s'inscrit dans le droit fil de notre position générale en matière d'environnement : le conservatisme et la durabilité pourraient pour ainsi dire être considérés comme synonymes de 'préservation pour les générations futures'.

Réduire la consommation d'énergie est le meilleur effort que l'on puisse faire dans le cadre du protocole de Kyoto. La politique énergétique est étroitement liée au débat sur le climat. Les émissions de CO₂ proviennent essentiellement du chauffage, des transports et des centrales électriques alimentées par des combustibles fossiles. Si on veut réduire les émissions de CO₂, on peut donc commencer par consommer moins d'énergie.

Il existe deux moyens de freiner la demande d'énergie dont le prix ne cesse d'augmenter : réduire la consommation d'énergie et exploiter des sources d'énergie alternatives. Le

(viWTA) is het beschikbare landbouwareaal om biodiesel te produceren echter te klein. Tegen 2010 zou onze landbouw 260.000 niet beschikbare hectaren moeten voorzien voor de productie van koolzaad, terwijl de arealen voor de productie van bio-ethanol wel vorhanden zijn. Vlaanderen zal voor zijn duurzame grondstoffen aangewezen zijn op invoer uit de buurlanden of Oost-Europa.

Op planetair niveau is er ook veel te weinig landbouwcapaciteit om tegelijkertijd aan de vraag naar voedsel en aan biobrandstof te voldoen. Daarenboven zou men ook elektriciteitscentrales kunnen aandrijven met biobrandstoffen om groene stroom te produceren. Deze zouden echter gigantisch veel biobrandstof verbruiken: om een centrale aan te drijven die 10% van het Nederlandse stroomverbruik levert, zou de totale Europese biodieselcapaciteit vereist zijn.

Het Vlaams Belang pleit voor een optimale bevoorradingzekerheid en efficiënte noodplannen. Bevoorradingzekerheid is van strategisch belang voor een groot aantal sectoren. Door de toegenomen liberalisering en marktgestuurde energievoorziening staat de bevoorradingzekerheid onder druk.

De rol van de overheid in de energiemarkt moet beperkt blijven tot die van goede huisvader en niet tot die van overdreven regelaar.

Voor het Vlaams Belang ligt het bevorderen van duurzaam energiegebruik – los van de vraag of het Kyotoprotocol een zinvolle oefening is – voor de hand, omdat de fossiele bronnen eindig zijn, de vraag naar energie steeds toeneemt en omdat fossiele brandstoffen vaak afkomstig zijn uit politiek onstabiele landen. Het pleiten voor energiebesparingen en tegen verspilling ligt volledig in de lijn van onze algemene milieustandpunten: conservatisme en duurzaamheid kan men bijna letterlijk vertalen en interpreteren als ‘bewaren voor het nageslacht’.

Minder energie verbruiken is de beste Kyoto-inspanning. Het energiebeleid hangt samen met het klimaatdebat. De uitstoot van CO₂ is voornamelijk afkomstig van verwarming, transport en elektriciteitscentrales die met fossiele brandstoffen aangedreven worden. Om minder CO₂ uit te stoten kan men bijgevolg in de eerste plaats minder energie verbruiken.

Om de vraag naar steeds duurdere energie in te dijken zijn er twee mogelijkheden: minder energie verbruiken en andere energiebronnen benutten. Het Vlaams Belang staat achter de initiatieven van de Vlaamse overheid inzake rationeel energiegebruik (REG), die erop gericht zijn om onnodige verspilling van energie tegen te gaan. Er bestaan talrijke mogelijkheden voor particulieren, verenigingen, bedrijven en overheden om energie te besparen. De verwarming van gebouwen staat in voor ongeveer 22% van de totale CO₂-uitstoot. Er bestaan nog grote mogelijkheden in het meer rationeel omgaan met energie in alle sectoren.

De recente maatregel van de Australische overheid om vanaf 2010 gloeilampen te verbieden is maar een klein voorbeeld van wat op wetgevend vlak mogelijk is. Andere mogelijkheden bevinden zich in productnormering in transportvoertuigen en elektrische apparaten, strengere isolatiestandaarden, hergebruik van warmteafvalstromen, gebruik

Vlaams Belang soutient les initiatives des autorités flamandes en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie (URE), qui visent à lutter contre tout gaspillage inutile d'énergie. Il existe quantités de moyens d'économiser l'énergie pour les particuliers, les associations, les entreprises et les pouvoirs publics. Le chauffage des bâtiments par exemple représente environ 22% du total des émissions de CO₂. L'utilisation plus rationnelle de l'énergie offre également des opportunités intéressantes dans tous les secteurs.

La récente décision du gouvernement australien d'interdire les lampes à incandescence à partir de 2010 n'est qu'un petit exemple des possibilités qui existent sur le plan législatif. Parmi les autres possibilités, citons la normalisation des produits pour les véhicules de transport et les appareils électriques, la fixation de normes d'isolation plus strictes, la réutilisation des flux de déchets de chaleur, l'utilisation de la cogénération et de pompes à chaleur dans les processus et les bâtiments industriels.

Nous soutiendrons les initiatives relatives à la construction de maisons passives. Nous avons déposé une proposition de loi visant à réduire le taux de TVA de 21 à 6% pour la construction de maisons passives.

M. Berni Collas (MR). – J'ai le plaisir d'intervenir au nom de mon groupe sur la première partie de notre débat, la partie générale. Je vous annonce que mes collègues Roelants du Vivier, Brotchi et Annane prendront tout à l'heure la parole pour la deuxième partie sur les thèmes de l'énergie renouvelable, de la recherche et développement, des biocarburants et de l'énergie, de l'environnement et du climat.

L'énergie est un sujet très vaste, un dossier aux implications nombreuses et qui concerne tout le monde. La politique ne peut donc faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur ce thème. Cette réflexion doit permettre de déterminer les objectifs d'une politique énergétique responsable et les moyens de les atteindre. La problématique de l'énergie comporte deux grands aspects, l'offre (approvisionnement) et la demande (consommation). Tout le monde s'accorde à le dire, il faut tendre vers une moindre consommation et trouver les sources d'énergie assurant une sécurité d'approvisionnement sans faille. Mais nous tenons à rappeler que toute mesure politique concernant un de ces deux aspects doit tenir compte des impacts économiques, environnementaux et sociaux qu'elle est susceptible de générer.

La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas. Cette phrase, citée à de nombreuses reprises au cours des auditions qui ont eu lieu dans le cadre de la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat, résume bien l'objectif premier d'une politique énergétique responsable. Il faut donc agir sur la demande pour faire baisser la consommation d'énergie. Le potentiel est énorme, Bart Martens l'a encore souligné.

Quant à Luc Willems, il a fait référence au *Fraunhofer-Institut*.

Mais on ne peut, sous prétexte de diminuer la consommation d'énergie, entraver le développement économique ou nuire à la compétitivité de nos entreprises. Des mesures irréfléchies, trop contraignantes et prises au seul niveau belge pourraient handicaper nos entreprises et entraîner des délocalisations et

van warmtekrachtkoppeling en warmtepompen in industriële processen en gebouwen. De initiatieven voor de bouw van passiefhuizen zullen op onze steun kunnen rekenen. We hebben een wetsvoorstel ingediend om het BTW-tarief voor de bouw van passiefhuizen te verminderen van 21 naar 6%.

De heer Berni Collas (MR). – Ik neem het woord namens mijn fractie over het eerste, algemene gedeelte van het debat. Mijn collega's Roelants du Vivier, Brotchi en Annane zullen het straks in het tweede gedeelte hebben over duurzame energie, onderzoek en ontwikkeling, biobrandstoffen en over energie, milieu en klimaat.

Energie is een heel ruim onderwerp met talloze implicaties, dat iedereen aangaat. De politieke wereld kan dus niet voorbijgaan aan een diepgaande analyse van dit probleem om te bepalen welke de doelstellingen van een verantwoordelijk energiebeleid moeten zijn en hoe men die kan realiseren. De energieproblematiek houdt twee grote aspecten in, het aanbod (de bevoorrading) en de vraag (het verbruik). Wij moeten streven naar minder verbruik en energiebronnen vinden die bevoorradingssekerheid garanderen. Iedere politieke maatregel betreffende een van deze twee aspecten moet echter ook rekening houden met de mogelijke gevolgen voor de economie en het milieu en met de sociale gevolgen.

De beste energie is die welke niet verbruikt wordt. Deze uitspraak, die vaak werd aangehaald tijdens de hoorzittingen in de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden van de Senaat, vat goed samen wat het eerste doel moet zijn van een verantwoordelijk energiebeleid. Men moet dus inwerken op de vraag om het energieverbruik te doen dalen. De mogelijkheden zijn enorm, zoals Bart Martens al onderstreepte.

Luc Willems verwees ook al naar het *Fraunhofer-Institut*.

De vermindering van het energieverbruik mag echter niet ten koste gaan van de economische ontwikkeling of de competitiviteit van onze bedrijven. Ondordachte, al te beperkende maatregelen die alleen op Belgisch niveau genomen worden, kunnen onze bedrijven schaden en leiden tot het verhuizen van activiteiten naar het buitenland en banenverlies. De voorkeur moet gaan naar maatregelen om de vermindering van het energieverbruik aan te moedigen.

des pertes d'emplois. Il faut préférer les mesures incitatives conduisant à une réduction de la consommation.

Le gouvernement fédéral a, tout au long des deux dernières législatures, montré la voie à suivre dans ce domaine avec une politique fiscale adéquate. Le ministre des Finances a pris de nombreux incitants en faveur des investissements économiseurs d'énergie dans les habitations. Ils permettent aux ménages de diminuer leur facture énergétique. La marge de manœuvre demeure élevée dans ce domaine.

C'est dans cet esprit que la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat a adopté hier une proposition de loi visant à offrir une réduction fiscale aux bâtisseurs de maisons passives. Ce type de construction est un concentré d'efficacité énergétique. Il suffit en effet de la puissance de deux ampoules de 100 watts pour chauffer une pièce de 20 m². Le ministre des Finances soutient cette proposition que nous voterons cet après-midi et dont nous espérons qu'elle pourra connaître rapidement une issue aussi favorable à la Chambre.

Il faudrait, selon nous, davantage mettre à disposition des citoyens l'information utile pour guider leurs choix de consommation. Il est important de les sensibiliser aux comportements qu'ils peuvent adopter afin de réduire leur impact énergétique. Les régions et les communes font encore trop peu pour informer les consommateurs sur les incitants et les primes auxquels ils peuvent prétendre. Il faut développer la présence de conseillers en énergie au niveau communal et augmenter l'efficacité et la visibilité des guichets communaux et régionaux de l'énergie.

Nous devons encourager l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'efficacité énergétique auprès des particuliers mais aussi dans les secteurs privé et public.

Dans le secteur privé, il faut continuer à sensibiliser l'industrie à la nécessité de poursuivre sur la voie des économies d'énergie. J'ai eu l'occasion, la semaine dernière, de m'entretenir avec un responsable d'un grand groupe sidérurgique. Il me disait que la production d'une tonne d'acier engendrait l'émission de deux tonnes de CO₂.

Il me signalait que via la séparation du CO₂ et du CO, la réinjection du CO dans le processus de fabrication et l'enfouissement ou la séquestration du CO₂, on pourrait envisager à terme une émission de CO₂ par tonne d'acier produite de quelque 600 à 700 kilos. Il y a donc de réelles perspectives.

Les entreprises doivent aussi jouer un rôle moteur dans le développement de la filière de la construction et de la rénovation énergétiques en Belgique. Pour être crédibles dans leur démarche de sensibilisation, les pouvoirs publics doivent montrer l'exemple. Il faudra réaliser un cadastre énergétique du patrimoine immobilier public et prévoir un audit énergétique des bâtiments publics, certainement des plus énergivores. Les logements sociaux, qui constituent 8% du logement en Belgique, doivent aussi faire l'objet d'une attention toute particulière. Leur rénovation et la construction de nouveaux complexes doivent faire l'objet d'un cahier des charges précis en matière de consommation d'énergie.

Je saisiss cette occasion pour rappeler que les Régions wallonne et bruxelloise accusent un retard important dans la

De federale regering heeft tijdens de afgelopen twee zittingsperiodes de weg getoond met een voorbeeldig fiscaal beleid. De minister van Financiën heeft vele stimulerende maatregelen genomen voor wie investeert in energiebesparing in zijn woning. Gezinnen kunnen op die manier hun energiefactuur verlichten. Op dit vlak is er nog veel manoeuvreerruimte.

In die geest heeft de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden van de Senaat gisteren een wetsvoorstel aangenomen dat ertoe strekt een fiscale korting toe te kennen aan bouwers van passiefhuizen. Die bouwwerken zijn toonbeelden van energie-efficiëntie. Het vermogen van twee lampen van honderd watt volstaat om een ruimte van twintig vierkante meter te verwarmen. De minister van Financiën steunt dit voorstel. We zullen er deze namiddag over stemmen en hopen dat het binnenkort gunstig zal onthaald worden in de Kamer.

We zijn van mening dat burgers meer nuttige informatie moeten krijgen met betrekking tot de keuzes inzake energieverbruik. Ze moeten ontvankelijk worden gemaakt voor de wijze waarop ze hun energie-impact kunnen verkleinen. Gewesten en gemeenten doen nog te weinig om verbruikers te informeren over de stimulansen en de premies waarop ze aanspraak kunnen maken. Er moeten meer gemeentelijke energieconsulenten komen en de gemeentelijke en gewestelijke energieloketten moeten beter zichtbaar en efficiënter worden gemaakt.

We moeten rationeel energieverbruik bij particulieren, maar ook in de privésector en in de overheidssector aanmoedigen.

In de privésector moeten we de industrie blijven aanzetten tot energiebesparing. Ik sprak vorige week met een vertegenwoordiger van een grote staalgroep. Hij vertelde mij dat de productie van één ton staal leidde tot de uitstoot van twee ton CO₂.

Door het scheiden van CO₂ en CO, de verwerking van het CO in het productieproces en de opslag van CO₂, kan men in de toekomst een CO₂-uitstoot van 600 tot 700 kilo per ton geproduceerd staal nastreven. Er zijn dus echte perspectieven.

De bedrijven moeten ook een toonaangevende rol spelen in de energievriendelijke bouw- en renovatieprojecten in België. Indien de overheidsdiensten geloofwaardig willen overkomen in hun pogingen om de bedrijven ontvankelijk te maken voor de problematiek, moeten ze daarbij het goede voorbeeld geven. Er moet een energiekadaster opgesteld worden van het openbaar onroerend vermogen en er moet een energieaudit worden uitgevoerd, althans in de meest energieverslindende overheidsgebouwen. Bijzondere aandacht moet ook besteed worden aan de sociale woningen, die goed zijn voor 8% van de woningmarkt. Bij de renovatie van bestaande en de bouw van nieuwe complexen moet voldaan worden aan strikte vereisten inzake energieverbruik.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om erop te wijzen dat het Waalse en het Brusselse Gewest vertraging hebben opgelopen in verband met de omzetting van de Europese richtlijn betreffende de energieprestatie van gebouwen, die in januari 2006 in werking moet treden.

De Europese Raad van 15 februari 2007 heeft de lidstaten

transposition de la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments, qui devait entrer en vigueur en janvier 2006.

Le Conseil européen du 15 février 2007 a demandé aux États membres de faire bon usage de leurs plans d'action nationaux en faveur de l'efficacité énergétique.

Dans ce cadre, l'amélioration de cette efficacité doit aussi attirer l'attention de nos chercheurs. En dehors des investissements économiseurs d'énergie et des changements de comportement induits par les politiques incitatives, il faut stimuler la recherche sur les technologies améliorant l'efficacité énergétique. Pour rappel, le potentiel communautaire d'économie d'énergie est estimé dans le Livre vert de la Commission sur l'efficacité énergétique à 20% de la consommation par rapport aux projections pour l'année 2020.

Quels que soient les efforts fournis par les entreprises, les ménages et les pouvoirs publics pour réaliser des économies d'énergie, il reste nécessaire de mettre en œuvre une politique d'approvisionnement responsable. Cette politique doit passer le triple filtre du développement durable, de la compétitivité et de la sécurité d'approvisionnement. Autrement dit, chacun de ces aspects doit nous guider dans le choix du mix énergétique optimal.

Les énergies renouvelables ne peuvent pas être oubliées dans le cadre d'une politique énergétique soucieuse de l'environnement, bien au contraire. Toutefois, pour en assurer un développement optimal et respectueux de l'environnement, il faut avant tout connaître le potentiel de nos régions dans ce type d'énergie. Je renvoie à cet égard à l'intervention de M. Roelants du Vivier qui aura lieu tout à l'heure.

Enfin, une part encore importante de notre énergie provient des dernières centrales électriques au charbon. Si celles-ci sont extrêmement productrices de CO₂, elles restent toutefois indispensables à moyen terme. Pour atteindre l'objectif de développement durable, il faut conditionner le maintien en activité de ces centrales au développement des techniques de capture de CO₂.

Il faut viser le mix énergétique judicieux en Belgique et ailleurs. Pour déterminer le meilleur mix énergétique, il est nécessaire de connaître l'impact économique global du recours aux différentes formes d'énergie. Il faut intégrer tous les coûts, qu'ils soient économiques ou environnementaux, qu'ils soient passés, présents ou à venir. Les coûts à venir, c'est par exemple le financement du démantèlement des centrales nucléaire, mais c'est aussi, à terme, celui du démontage des éoliennes et de la remise en état des zones qui les ont accueillies.

Seule une libéralisation aboutie et correctement encadrée conduira à des effets bénéfiques sur les prix. Il est nécessaire d'assurer l'existence d'une pression concurrentielle suffisante sur les différents segments de marché libéralisés.

Il faut donc poursuivre les efforts pour une meilleure intégration des marchés avec nos voisins, particulièrement la France, en augmentant encore de manière importante les capacités d'interconnexion aux frontières.

Un marché libéralisé doit profiter à tous. Nous devons maintenir la tarification sociale de l'énergie, mais, dans un but de responsabilisation, chacun doit connaître le vrai prix de

gevraagd hun nationale actieplannen correct toe te passen om de energie-efficiëntie te verbeteren.

Hierin is ook een rol voor onze onderzoekers weggelegd. Naast investeringen om energie te besparen en het voeren van een beleid dat een gedragsverandering beoogt, moet het onderzoek naar energiebesparende technologieën gestimuleerd worden. Het Groenboek van de Commissie betreffende de energie-efficiëntie raamt het gemeenschappelijke potentieel van energiebesparingen immers op 20% van het verbruik dat voor 2020 is vooropgesteld.

Ongeacht de inspanningen van bedrijven, gezinnen en overheid om energie te besparen, blijft het nodig om een van verantwoordelijkheidszin getuigend energiebevoorrading beleid toe te passen. Dat beleid moet de drievoudige filter van duurzame ontwikkeling, competitiviteit en bevoorradingseveiligheid doorlopen. Met andere woorden moet elk van deze aspecten een leidraad vormen bij de keuze van de beste energiemix.

Een milieuvriendelijk energiebeleid moet zeker aandacht hebben voor duurzame energiebronnen. Met het oog op een optimale en milieuvriendelijke ontwikkeling ervan moeten we vooreerst het potentieel van onze gewesten kennen met betrekking tot dit soort energiebronnen. Ik verwijst hiervoor naar de uiteenzetting van de heer Roelants du Vivier.

Een belangrijk deel van onze energievoorziening is nog afkomstig van de laatste steenkoolcentrales. Ofschoon ze zeer veel CO₂ uitstoten, blijven ze op middellange termijn noodzakelijk. Om de doelstelling van duurzame ontwikkeling te bereiken, moet het behoud van die centrales afhankelijk worden gesteld van de ontwikkeling van technieken om het CO₂ af te vangen.

We moeten de juiste energiemix nastreven in België en elders. Om de beste energiemix te kunnen bepalen, moeten we weten wat de globale economische impact is van het gebruik van de verschillende energiebronnen. Alle kosten moeten in rekening worden gebracht, de economische en de milieukosten, zowel uit het verleden, het heden, als de toekomst. De toekomstige kosten omvatten bijvoorbeeld de financiering van de ontmanteling van de kerncentrales, maar op termijn ook die van de afbraak van windmolens en de herinrichting van de plaats waar ze stonden.

Enkel een doorgedreven en correct omkaderde liberalisering zal een gunstig effect sorteren op de prijzen. Er moet een voldoende grote concurrentiedruk verzekerd worden op de verschillende geliberaliseerde marktsegmenten.

De inspanningen moeten dus voortgezet worden met het oog op een betere marktintegratie met onze buurlanden, voornamelijk Frankrijk, door middel van een uitbreiding van de interconnectiecapaciteit aan de grenzen.

Een geliberaliseerde markt moet voor iedereen gunstig zijn. We moeten de sociale tarivering behouden, maar met het oog op een responsabilisering van de verbruiker moet iedereen de werkelijke prijs kennen van zijn eigen energieverbruik.

De energiefactuur moet een instrument zijn om de gezinnen te bewust te maken van hun energieverbruik.

Er moet geïnformeerd worden over en aangezet worden tot

l'énergie qu'il consomme.

La facture énergétique doit être un outil pour sensibiliser les ménages à la consommation énergétique.

Il faut des actions d'information et de sensibilisation aux économies d'énergie permettant aux ménages de réduire le budget consacré à leur consommation énergétique.

L'information doit être disponible à tous les niveaux de pouvoir, et particulièrement au niveau le plus proche du citoyen.

Mme Isabelle Durant (ECOLO). – Alors que les verts insistent depuis vingt-cinq ans sur l'importance des questions énergétiques, l'intérêt mérité dont elles bénéficient aujourd'hui et la belle unanimité qui se dégage à cette tribune ne sont apparus que récemment. Les défis énergétiques et climatiques ne sont évidemment pas identiques mais ils présentent néanmoins des points communs aussi nombreux qu'importants.

Les événements se sont précipités, en particulier au cours des six derniers mois. Parallèlement à la hausse des prix pétroliers, quatre faits liés au climat ont joué un rôle considérable à cet égard, et les débats sur le dérèglement climatique ont eu pour effet de faire figurer les questions énergétiques à l'agenda politique, non seulement dans cette institution mais un peu partout dans le monde :

Le nouveau rapport du GIEC de février 2007 démontre à quel point la communauté scientifique unanime ne laisse aucune place au doute : le dérèglement du climat est une réalité. Le prochain GIEC qui se tiendra début avril ne fera vraisemblablement que confirmer ces conclusions ;

Le rapport de Nicholas Stern, ancien vice-président de la Banque mondiale, sur le coût économique du réchauffement climatique prévoit que si l'on ne fait rien, le coût de ce dérèglement pourrait bien s'élever à 10% du PIB mondial en 2010, ce qui est évidemment considérable.

Le documentaire d'Al Gore a permis de sensibiliser la classe politique, même si certains s'y sont rendus en hélicoptère.

Enfin, l'hiver exceptionnellement doux que nous avons connu et le printemps précoce sont autant de signes des changements climatiques dont nous mesurons tous l'importance.

Je voudrais à présent présenter six points prioritaires qui me paraissent essentiels.

Tout d'abord, le fait qu'économie et écologie ne sont pas opposées. Il fut un temps – pas si lointain – où à chaque fois qu'une mesure écologique était avancée, certains étaient considérés comme les fossoyeurs de l'emploi. On mettait à dessein économie et écologie toujours en contradiction pour démontrer à quel point l'écologie coûtait au social et à l'emploi.

Au contraire, il n'y a pas de contradiction entre économie et écologie. De nombreux chefs d'entreprises investissent à présent dans l'efficacité énergétique, dans les énergies renouvelables ainsi que dans la recherche de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies. Il est important de rappeler ce message.

Les grands défis climatiques nous offrent, ainsi qu'à nos chefs d'entreprises, d'immenses opportunités. La révolution

energiebesparing zodat de gezinnen hun energiebudget kunnen doen dalen.

Informatie moet op alle bestuursniveaus beschikbaar zijn, in het bijzonder op het niveau dat het dichtst bij de burger staat.

Mevrouw Isabelle Durant (ECOLO). – *De groenen wijzen al 25 jaar op het belang van de energiekwesties. Pas recent krijgen die eindelijk de aandacht die ze al zo lang verdienen en groeit ook de eenstemmigheid, zoals vandaag blijkt. De uitdagingen inzake energie en klimaat zijn uiteraard niet dezelfde, maar er zijn wel veel en belangrijke raakpunten.*

De jongste zes maanden zijn we in een stroomversnelling gekomen. Naast de stijgende olieprijs hebben vier klimaatgebonden gebeurtenissen daarin een belangrijke rol in gespeeld. De discussies over de klimaatverstoring hebben ervoor gezorgd dat de energiekwesties nu uitdrukkelijk op de politieke agenda staan, niet alleen in deze instelling, maar zowat in alle landen ter wereld.

Het nieuwe rapport van het IPCC van 2 februari 2007 toont aan dat de wetenschappelijke gemeenschap er geen twijfel over laat bestaan dat er werkelijk sprake is van een klimaatverstoring. Begin april zal het volgende IPCC deze conclusies waarschijnlijk bevestigen.

Volgens het rapport van Nicholas Stern, de gewezen vicevoorzitter van de Wereldbank, over de economische kosten van de klimaatopwarming kan de klimaatverstoring, als we niets doen, ons in 2010 wel 10% van het mondiale BBP kosten.

De documentaire van Al Gore heeft de politieke klasse gesensibiliseerd, ook al zijn sommigen er per helikopter naartoe gevlogen.

Ten slotte zijn de uitzonderlijk zachte winter en de verrassend vroege lente een teken dat belangrijke klimatologische veranderingen aan de gang zijn.

Ik zal nu mijn zes prioritaire aandachtspunten uiteenzetten.

Allereerst zijn economie en ecologie geen tegenpolen. Nog niet zo lang geleden werden sommigen, telkens zij een ecologische maatregel voorstelden, ervan beschuldigd werkgelegenheid te willen vernietigen. Economie en ecologie werden altijd tegenover elkaar geplaatst om aan te tonen dat ecologie sociale kosten en werkgelegenheidsverlies met zich meebrengt.

Er is geen tegenstelling tussen economie en ecologie. Tal van ondernemers investeren in energie-efficiëntie, in duurzame energieën, in onderzoek naar nieuwe materialen en technologieën. Het is belangrijk dat nog eens te herhalen.

De grote klimatologische uitdagingen bieden ons en onze bedrijfsleiders enorme kansen. De energierevolutie is begonnen en bedrijven die nu investeren, zullen productief en competitief zijn. Zij zullen straks de vruchten van hun inspanningen plukken.

énergétique a commencé et les entreprises qui investissent aujourd’hui seront évidemment celles qui seront productives, intéressantes et compétitives et ce sont elles qui en recueilleront bientôt les fruits.

J’en viens à présent au social et à l’écologie.

Je constate que certains responsables politiques présentent aujourd’hui les choses comme si une politique énergétique et climatique moderne constituait une menace majeure sur le plan social. Certains parlent même d’une écologie de droite et d’une écologie de gauche.

Or, tant dans notre pays que sur la scène internationale, ce sont précisément et toujours les pauvres qui sont victimes des tendances actuelles dans le domaine de l’énergie et du climat ; ils bénéficieront de nouvelles opportunités si nous prenons ce problème à bras-le-corps. Par exemple, si les logements sociaux étaient des habitations passives, la facture énergétique des résidents diminuerait considérablement.

Au niveau mondial, nous risquons de connaître un scénario dans lequel un milliard et demi d’êtres humains s’approprieront les matières premières et l’énergie au détriment des quatre milliards et demi d’êtres humains restants. Est-ce là un comportement social ? Sans parler des dizaines de millions de réfugiés environnementaux que l’on dénombre déjà aujourd’hui et des centaines de millions d’autres qui ne manqueront pas de s’y ajouter si nous n’apportons pas rapidement une réponse à la menace de crise climatique mondiale. Une politique énergétique et climatique radicale est donc, par définition, une politique sociale. Mieux encore : il ne peut y avoir de justice sociale sans une approche écologique.

J’en viens à la finitude des matières premières. Vingt-cinq ans après le premier rapport du Club de Rome, nous prenons enfin conscience que notre monde a des limites, que le pétrole, le gaz et d’autres sources d’énergie ne sont pas inépuisables, à l’exception, évidemment, des énergies renouvelables, et que, pour certaines sources d’énergie, le tarissement approche à très grands pas. La question est de savoir comment nous pouvons au plus vite et au mieux faire la transition vers un monde qui ne gaspille plus son capital. Nous n’avons pas d’autre choix que de suivre cette voie et il ne fait aucun doute que les dix à quinze années à venir seront d’une importance capitale à cet égard.

Des pays comme la Suède s’investissent pleinement dans la préparation d’une ère post-fossile. Nous en sommes encore loin. Non seulement cela épargnera à terme aux Suédois bien de l’argent et des tracas mais cela leur permettra surtout de donner à leur industrie plusieurs longueurs d’avance sur les nôtres.

Parlons maintenant de la dimension éthique. Au Mexique, le prix des tortillas a récemment augmenté en raison de la hausse des prix mondiaux des céréales due à la demande croissante émanant du secteur des biocombustibles. Continuerons-nous, en Occident, à vouloir maintenir notre « automobilité » à tout prix, en allant au besoin jusqu’à « consumer » dans nos voitures la nourriture des pauvres ? Ce comportement n’est pas éthique.

Nous devons donc instaurer au plus vite un système de labels pour les biocarburants, au niveau européen voire mondial. Si

Sommige politici willen de indruk doen ontstaan dat een modern energie- en klimaatbeleid een grote bedreiging vormt op sociaal vlak. Sommigen hebben het zelfs over een rechtse en een linkse ecologie.

Nochtans zijn zowel in ons land als op internationaal vlak de armen het slachtoffer van de huidige energie- en klimaatevoluties; zij krijgen nieuwe kansen als we de energieproblematiek aanpakken. Als de sociale woningen bijvoorbeeld passiewoningen zouden zijn, zou de energiefactuur van de bewoners aanzienlijk lager zijn.

Op internationaal vlak dreigen we in een scenario terecht te komen waarin anderhalf miljard mensen zich de grondstoffen en energie toe-eigenen ten koste van 4,5 miljard anderen. Is dat sociaal? Om nog maar te zwijgen over de tientallen miljoenen milievluchtelingen die er nu al zijn en de vele honderden miljoenen vluchtelingen die er zullen bijkomen als we niet snel een antwoord bieden op de dreigende mondiale klimaatcrisis. Een radicaal energie- en klimaatbeleid is dus per definitie een sociaal beleid. Meer nog, er bestaat geen sociale rechtvaardigheid zonder ecologische aanpak.

Grondstoffen zijn eindig. Vijftwintig jaar na het eerste rapport van de Club van Rome groeit eindelijk het inzicht dat onze wereld eindig is, dat olie, gas en andere energiebronnen, behalve uiteraard de duurzame, eindig zijn en dat sommige energiebronnen heel snel uitgeput raken. De vraag is hoe we zo snel mogelijk kunnen overstappen naar een wereld die zijn kapitaal niet langer verspilt. We kunnen niet anders dan die weg inslaan. De volgende 10 tot 15 jaar zijn daarin cruciaal.

Landen als Zweden investeren volop in de voorbereiding van een ‘postfossiel’ energietijdperk Daar zijn wij nog ver van verwijderd. Dat zal de Zweden op termijn niet alleen veel geld en kopzorgen besparen, maar hun industrie ook jaren voorsprong geven.

Laten we het nu hebben over het ethische aspect. In Mexico steeg onlangs de prijs van de tortilla’s omdat de internationale graanprijzen gestegen waren als gevolg van de stijgende vraag van de biobrandstoffensector naar graan. Wil het Westen zijn ‘automobiliteit’ kosten wat het kost behouden en desnoods het voedsel van de armen in zijn auto’s opstoken? Is dat ethisch?

Wij moeten dus dringend op Europees of zelfs op wereldvlak labels voor biobrandstoffen invoeren. Als het gaat om brandstoffen afkomstig van afvalstoffen of van niet-eetbare gewassen, en mits ecologische criteria worden geëerbiedigd – bijvoorbeeld biobrandstoffen zonder GGO –, kunnen biobrandstoffen de komende jaren een belangrijke rol spelen in de energievoorrading. We mogen dat echter niet volledig overlaten aan de vrije markt, want dat kan leiden tot mistoestanden. Hier is dringend regulering nodig.

Ik kom nu tot het probleem van oorlog en vrede. Zowel in Irak als op andere plaatsen in de wereld zien we dat de toegang tot energie meer en meer de inzet wordt van grote internationale conflicten. Wie denkt dat een meerderheid van de wereldbevolking zal aanvaarden om in energiearmoeide te leven terwijl een minderheid energie verspilt, vergist zich. Dat kan alleen maar leiden tot grote conflicten. Hebben de inwoners van Kinshasa of Peking minder recht op grondstoffen en energie dan wij? Het internationale aspect is een reden te meer om volop en proactief werk te maken van

ces carburants sont produits à partir de déchets ou de plantes non comestibles et si nous respectons certains critères écologiques – par exemple, des biocarburants sans OGM –, ils pourront jouer un rôle important dans l'approvisionnement énergétique au cours des années à venir. Mais on ne saurait laisser au seul marché libre le soin d'en décider, car on s'exposerait alors à des dysfonctionnements. Il est urgent de réglementer ce domaine.

J'en viens à la question de la guerre et de la paix. Nous le constatons aujourd'hui en Irak et ailleurs dans le monde : l'accès à l'énergie devient de plus en plus l'enjeu de grands conflits internationaux. Il est illusoire de croire qu'une majorité de la population mondiale acceptera de continuer à vivre dans la misère énergétique alors qu'une minorité gaspille l'énergie. C'est une situation qui ne pourra mener qu'à des conflits majeurs. Les habitants de Kinshasa ou de Pékin n'ont pas moins le droit que nous de disposer des matières premières et de l'énergie. Cette dimension internationale est une raison de plus pour œuvrer pleinement et de manière proactive à la mise en place d'une « révolution énergétique durable », sous la forme d'une transition accélérée vers une utilisation durable de l'énergie.

La politique énergétique doit être liée à la démocratie. Il semble y avoir tant au niveau belge qu'au niveau européen ou international un déficit démocratique permanent et structurel dans le domaine de la politique énergétique. Nous l'avons encore constaté récemment lors du Conseil des ministres européen qui a vu le blocage des propositions de la Commission européenne visant à s'attaquer à l'oligopole de fait dans le secteur européen de l'électricité, plusieurs membres du Conseil ayant estimé que les intérêts des grandes entreprises énergétiques et de leurs actionnaires étaient plus importants que l'intérêt général.

Nous en avons un exemple dans notre propre pays où le gouvernement actuel a réduit le pouvoir de la CREG, de son comité de direction et de son conseil général, au profit des actionnaires de la multinationale SUEZ-Electrabel. Il a même promis à cette dernière de ne plus prendre aucune mesure réglementaire ou fiscale avant 2009 ! Ce faisant, il fait taire sa propre conscience et montre très clairement que les intérêts privés d'une certaine catégorie d'actionnaires prennent sur l'intérêt général.

À terme, de nouveaux développements dans le secteur énergétique devraient permettre au consommateur et au citoyen de peser davantage sur la politique énergétique. En effet, les énergies renouvelables telles que l'électricité produite par cellules photovoltaïques, réduiront sensiblement la dépendance du citoyen vis-à-vis des grands conglomérats. Par conséquent, réguler le marché de l'énergie de manière à permettre une percée significative des énergies renouvelables, constitue aussi un projet qui renforce la démocratie.

Je voudrais à présent m'attarder quelque peu sur deux « échappatoires » et en dénoncer les dangers.

La première échappatoire est l'énergie nucléaire. Après soixante ans de recherche et d'exploitation, les problèmes sont toujours les mêmes et aucune solution ne pointe à l'horizon.

Le problème des déchets nucléaires n'est toujours pas résolu. Allons-nous enfouir des déchets hautement radioactifs pour

een 'duurzame energierevolutie', zijnde de versnelde overschakeling naar een duurzaam energiegebruik.

Het energiebeleid moet democratisch zijn. Zowel op Belgisch, Europees als op internationaal niveau, lijkt een permanent en structureel democratisch deficit te bestaan inzake energiebeleid. We zagen het onlangs nog op de Europese Ministerraad over energie, waar voorstellen van de Europese Commissie om het feitelijke oligopolie in de Europese elektriciteitssector aan te pakken, afgeblot werden omdat verschillende leden van de Raad de belangen van grote energiebedrijven en hun aandeelhouders boven het algemeen belang stelden.

Hetzelfde zagen we in ons eigen land, waar de regering de macht van de CREG, zowel van het directiecomité als van de algemene raad, afzwakte ten voordele van de aandeelhouders van de multinationale SUEZ-Electrabel. De regering heeft zelfs aan SUEZ-Electrabel beloofd tot 2009 geen nieuwe reglementaire of fiscale maatregelen te nemen. De regering legt zichzelf het zwijgen op en plaast overduidelijk de privébelangen van een bepaalde groep aandeelhouders boven het algemeen belang.

Op termijn kunnen nieuwe ontwikkelingen in de energiesector de consument en de burger meer greep geven op het energiebeleid. Duurzame energie zoals de productie van elektriciteit met fotovoltaïsche cellen, maakt de burger immers veel minder afhankelijk van grote concerns. De energiemarkt zo reguleren dat er plaats komt voor duurzame energieën is dus ook een project dat de democratie versterkt.

De twee naar voren geschoven ontsnappingsroutes houden een aantal gevaren in.

De eerste ontsnappingsroute is de kernenergie. Na zestig jaar onderzoek en exploitatie blijven dezelfde problemen nog steeds onopgelost en zijn er ook geen oplossingen in zicht.

Er is geen oplossing voor het nucleair afval. Zullen we het hoogradioactief afval voor 230.000 jaar in de grond stoppen? Dat is ethisch onaanvaardbaar. De veiligheid is nog steeds niet verzekerd. Waarom zouden privéverzekeringsmaatschappijen de mogelijke schade bij een ongeval met een kerncentrale anders niet willen verzekeren?

De proliferatie van kernwapens blijft een van de grootste internationale problemen. Het dossier Iran is maar een van de vele. Veiligheidsdiensten overal ter wereld zoeken naar middelen om een aanslag met een zogenaamde vuile bom te voorkomen. Toch durft men nog te beweren dat het behoud van een kernindustrie niet gevaarlijk zou zijn.

Ten slotte blijft kernenergie duur. Het Federaal Planbureau wees erop dat een nieuwe kerncentrale er maar kan komen als ook de belastingbetalen mee betaalt.

Sommigen willen ons doen geloven dat kernenergie opnieuw in de lift zit. Dat is niet waar. Er wordt wel veel gesproken over kernenergie, maar er zijn nauwelijks nieuwe projecten in Europa en ook de investeringen elders in de wereld blijven zeer beperkt. Als kernenergie het wonderrecept zou zijn en bovendien ook economisch rendabel, dan zou de privésector zich er toch op storten? Dat is echter niet het geval. Wij mogen vandaag niet kiezen voor antwoorden van gisteren. Degenen die in ons land pleiten voor een levensduurverlenging van de kerncentrales, scheppen

une durée de 230.000 ans ? Ce n'est pas acceptable sur le plan éthique. La sécurité n'est toujours pas assurée. Sinon, pourquoi les compagnies d'assurances privées refuseraient-elles de couvrir les dommages potentiels en cas d'accident dans une centrale nucléaire ?

Sur le plan international, la prolifération des armes nucléaires demeure l'un des soucis majeurs. Le dossier iranien est un exemple parmi d'autres. Les services de sécurité du monde entier s'arrachent les cheveux pour trouver la formule qui permettrait d'éviter des attentats au moyen d'une bombe dite sale. Et nous continuerions à prétendre que conserver une industrie nucléaire n'est pas si dangereux !

Enfin, le coût de l'énergie nucléaire reste élevé. Le Bureau fédéral du plan a très clairement souligné que la construction d'une nouvelle centrale nucléaire ne pourrait se faire sans un cofinancement de la part du contribuable.

À en croire certains, le nucléaire serait en train de renaître. Quelle hérésie ! Certes, on parle beaucoup de l'énergie nucléaire, mais les nouveaux projets en Europe sont pratiquement inexistant et les investissements dans le reste du monde restent aussi très limités. Si le nucléaire s'avérait être la recette miracle et la solution la plus intéressante économiquement, le secteur privé ne devrait-il pas s'y engouffrer ? Or, ce n'est absolument pas le cas. Nous ne devons donc plus opter aujourd'hui pour les réponses du passé. En outre, ceux qui, dans notre pays, plaident à l'heure actuelle pour une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires, créent un climat d'instabilité et hypothèquent les investissements dans le domaine des économies d'énergie et dans celui des énergies renouvelables.

La deuxième échappatoire est la *Carbon Capture and Storage* : cette méthode utilisée dans les centrales au charbon consiste avant tout à capturer et à stocker les émissions de CO₂, de manière à ce que nous puissions continuer à consommer du charbon pour assurer notre approvisionnement en énergie. Mais cette technologie n'est pas du tout prête. De plus, un tel procédé est *énergivore* et diminuera encore le rendement énergétique de nos centrales au charbon, qui perdent déjà actuellement énormément d'énergie en raison des déperditions de chaleur. En outre, les risques de libération du CO₂ entreposé dans le sous-sol suscitent les plus grandes interrogations. Mieux vaut dès lors faire preuve d'une extrême prudence avant d'explorer cette piste et plutôt privilégier les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables.

En conclusion, je rappelle que nous avons lancé un grand plan national d'action pour le climat auquel nous vous appelons tous, toutes les forces politiques, associatives, syndicales. Ce plan de douze ans couvrant trois législatures concernerait l'ensemble des aspects et des domaines. L'État y montrerait l'exemple dans l'emploi durable, l'autonomie énergétique, l'habitat, la mobilité, l'alimentation et l'agriculture en rendant les choix écologiques moins chers et en imposant autrement. Ce plan en dix mesures permettrait en douze ans de réussir la transition écologique vers un autre modèle. C'est urgent. Il faut cesser de tergiverser.

Je regrette d'ailleurs que nous soyons si peu nombreux dans l'hémicycle aujourd'hui pour un débat d'une telle importance. J'espère que l'absence de nombreux collègues ne sera pas de

boven dien een klimaat van onstabilitéit en brengen de investeringen in energiebesparing en duurzame energie in gevaar.

Een tweede ontsnappingsroute is de Carbon Capture and Storage: deze methode bestaat erin de CO₂-emissies van steenkoolcentrales op te vangen en op te slaan, zodat we steenkool kunnen blijven gebruiken om onze energievoorraad te verzekeren. Die technologie bevindt zich echter nog in een experimentele fase. Bovendien vergt zo'n proces heel veel energie en worden steenkoolcentrales, waar nu al zeer veel energie door warmteverlies verloren gaan, nog minder rendabel op energetisch vlak. Bovendien rijzen er vragen over het risico dat het ondergronds opgeslagen CO₂ vrijkomt. We moeten dus bijzonder voorzichtig zijn met deze methode en kunnen ons beter concentreren op energiebesparing en duurzame energiebronnen.

Tot slot herinner ik eraan dat wij een groot nationaal klimaatactieplan hebben gelanceerd waarin wij iedereen oproepen: de politiek, de verenigingen en de vakbonden. Het twaalfjarenplan dat drie regeerperiodes overspant, heeft betrekking op alle aspecten en domeinen. De overheid zou het goede voorbeeld moeten geven wat betreft duurzame werkgelegenheid, energieonafhankelijkheid, wonen, mobiliteit, voeding en landbouw door ecologische keuzes goedkoper te maken en anders te belasten. Het plan, dat tien maatregelen omvat, moet de ecologische overgang naar een ander model mogelijk maken. De tijd dringt. We mogen niet langer talmen.

Ik vind het overigens spijtig dat de opkomst voor zo'n belangrijk debat zo laag is. Ik hoop dat de afwezigheid van talrijke collega's de keuzes die we zullen moeten maken, niet in gevaar brengt. Wij hebben geen tien jaar meer te verliezen.

nature à mettre en danger les choix que nous devrons faire. Nous n'avons plus dix ans à perdre.

M. Philippe Mahoux (PS). – Nous lisons attentivement les comptes rendus, madame Durant.

M. Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique. – *En tant que ministre de l'Énergie, j'apprécie au plus haut point que le Sénat organise un débat sur l'énergie. Preuve est ainsi faite qu'il peut discuter des problèmes énergétiques d'une manière sereine et ouverte.*

J'avoue que les solutions proposées divergent. Néanmoins, on sent un courant sous-jacent de directions que l'on veut suivre dans toutes les familles politiques.

Le thème de l'énergie s'est développé pour devenir une question extrêmement importante dans notre société. En guise de boutade, j'ai dit jadis que nous devons organiser une journée de l'énergie sans approvisionnement énergétique. Outre les économies d'énergie, on soulignerait ainsi également la prise de conscience de l'importance de l'énergie. Des incidents comme les pannes de courant dans le Brabant lorsqu'un pylône à haute tension s'est effondré ou la panne en Allemagne après qu'un bateau ait endommagé un pont, montrent que l'énergie joue un rôle central dans la vie quotidienne.

J'examinerai la question des points de vue international et surtout européen. Lorsque les 27 ministres compétents pour l'Énergie se rencontrent, il apparaît que les problèmes sont les mêmes pour tous et qu'il n'existe malheureusement pas de solution miracle.

Ce débat m'a montré clairement que la question de l'énergie et celle du climat doivent aller de pair. J'ai toutefois été le seul invité au Sénat alors qu'il y a aussi un ministre compétent pour l'Environnement. Peut-être devons-nous nous demander s'il n'est pas indiqué de regrouper l'énergie et la climatologie dans un seul portefeuille de compétences, ce qui pourrait mettre l'accent sur l'approche multidisciplinaire.

J'en viens aux conclusions de la présidence du Conseil européen formulées à Bruxelles les 8 et 9 mars derniers. Elles me confortent une fois de plus dans les convictions que j'avais en créant la commission 2030 à l'entame de mon mandat de ministre de l'Énergie en 2004, à savoir que la Belgique doit mener un débat serein sur les orientations à donner à sa politique énergétique et tenter de développer une politique à plus long terme que les dix ans prévus. Au lieu de l'horizon de 2030, il serait peut-être préférable d'envisager l'horizon 2050.

Je rappelle la mission de la commission 2030. Celle-ci doit nous aider à positionner notre politique énergétique d'ici 2030, compte tenu du cadre législatif en vigueur et d'une prémissie bien définie, celle de disposer d'un approvisionnement en énergie à un prix acceptable en respectant l'environnement et sans affecter notre compétitivité. Cette fameuse prémissie est encore accentuée aujourd'hui par la nécessité d'agir effectivement et rapidement face aux changements climatiques, la production et la consommation d'énergie étant les principales sources de gaz à effet de serre. Une approche intégrée de la politique climatique et énergétique s'impose pour y parvenir.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *Wij lezen aandachtig de verslagen, mevrouw Durant.*

De heer Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid. – Als minister van Energie stel ik het ten zeerste op prijs dat de Senaat een energiedebat organiseert. Het bewijs is daarmee geleverd dat de Senaat op een serene en open wijze over de energieproblemen kan discussiëren.

Ik geef toe dat de voorgestelde oplossingen uiteenlopen. Niettemin is een onderstroom voelbaar van richtingen die men, over de politieke families heen, wil inslaan.

Energie is uitgegroeid tot een uiterst belangrijke aangelegenheid binnen onze maatschappij. Bij wijze van boutade heb ik ooit gezegd dat we eens een dag van de energie moeten organiseren zonder energievoorziening. Naast de energiebesparing zou daardoor ook de bewustwording van het belang van de energie worden aangescherpt. Incidenten zoals de stroomonderbreking in Brabant toen een hoogspanningspyloon afknapte of de stroompanne in Duitsland nadat een schip een brug had beschadigd, tonen aan dat energie een centrale rol speelt in het dagelijkse leven.

Ik zal de problematiek internationaal en dan vooral vanuit Europees oogpunt benaderen. Als de nu 27 ministers bevoegd voor Energie elkaar ontmoeten, blijkt dat de problemen voor ons allemaal dezelfde zijn en dat er jammer genoeg geen mirakeloplossingen of *silver bullets* bestaan.

Naar aanleiding van dit debat is mij ook duidelijk geworden dat het energiedebat en het klimaatdebat moeten samenlopen. Nochtans was ik in de Senaat alleen uitgenodigd. Er is echter ook een minister bevoegd voor Leefmilieu. Misschien moeten we ons afvragen of het niet raadzaam zou zijn energie en klimatologie in één bevoegdhedsportefeuille onder te brengen waardoor de multidisciplinaire aanpak kan worden beklemtoond.

Ik kom tot de conclusies van de Europese Raad van 8 en 9 maart jongstleden. Ze bevestigen eens te meer de opvattingen die ik had toen ik de commissie 2030 oprichtte bij mijn aantreden als minister van Energie in 2004, namelijk dat België een sereen debat moet voeren over zijn energiebeleid en een beleid moet trachten uit te werken op een langere termijn dan de geplande tien jaar. We zouden beter 2050 als perspectief nemen in plaats van 2030.

De commissie 2030 moet ons helpen ons energiebeleid tegen 2030 uit te stippelen. Daarbij moet de bestaande wetgeving in aanmerking worden genomen en geldt als uitgangspunt dat we over een energievoorrading tegen een aanvaardbare prijs moeten beschikken waarbij het milieu wordt gespaard en onze competitiviteit niet wordt aangetast. Dat veelbesproken uitgangspunt komt vandaag nog sterker naar voren omdat we verplicht zijn efficiënt en snel te handelen ten overstaan van de klimaatwijzigingen. De productie en het verbruik van energie zijn immers de belangrijkste oorzaken van het ontstaan van broeikasgassen. Om onze doelstelling te bereiken, moet het klimaat- en energiebeleid een geheel vormen.

Europa onderstreept terecht dat het energie- en klimaatbeleid

L'Europe souligne à juste titre que les politiques énergétiques et climatiques doivent se soutenir mutuellement. Partant de ce principe et dans un esprit de solidarité entre les États membres où chacun peut choisir son mix énergétique et a la pleine souveraineté en ce qui concerne les sources d'énergie primaire, trois objectifs doivent être poursuivis. Le premier consiste à assurer davantage de continuité dans l'approvisionnement en énergie ; le deuxième à garantir la compétitivité des économies européennes et la disponibilité d'une énergie à un prix abordable ; le troisième à promouvoir la durabilité environnementale et à lutter contre les changements climatiques.

Après avoir entendu les points de vue des groupes parlementaires, je vais tenter de vous donner un aperçu, le plus global possible, de la situation telle qu'elle se présente réellement en Belgique et des principaux défis auxquels nous devrons faire face dans les prochains mois si nous voulons atteindre les objectifs que je viens d'énumérer.

La libéralisation du marché belge du gaz et de l'électricité ne sera possible que lorsque producteurs et gestionnaires de réseau seront effectivement dissociés. Alors seulement, il sera possible d'assurer un accès objectif et non discriminatoire au réseau et de nouveaux investissements dans le réseau. J'ai présenté cette dissociation au Conseil européen de l'Énergie de février 2007 comme un découplage de la propriété. Celui-ci est d'autant plus important qu'en Belgique, le même groupe privé occupe une position dominante dans la production d'électricité et l'importation et la fourniture de gaz. Ce groupe a en outre son mot à dire auprès des deux gestionnaires de réseau.

Diverses études montrent que l'intégration verticale d'Electrabel fait obstacle à l'accessibilité. Jusqu'à présent, le courage politique d'en débattre et d'y remédier a fait défaut.

Il faut encourager de nouveaux investissements dans le réseau et centraliser à nouveau la délivrance des permis nécessaires aux investissements. Le système actuel est trop morcelé ; il faut pouvoir conjuguer les forces d'Elia et de Fluxys pour les projets d'investissements. Il faut instaurer, pour chaque projet d'investissement, un groupe de coordination composé de représentants des autorités fédérale et régionales. Cela permettra de répondre à la demande d'informations correctes sur les projets formulée par la société et d'optimiser la collaboration entre les diverses administrations compétentes.

Personnellement, je me demande s'il n'est pas préférable de créer un ensemble homogène de compétences pour les mesures énergétiques, quel que soit le niveau qui détient ces compétences.

Il faut aussi unir les forces en ce qui concerne les certificats pour l'électricité verte on shore et off shore. Dans la politique actuelle, seul la réussite personnelle compte. Si nous voulons atteindre les objectifs de Kyoto et permettre d'offrir des énergies renouvelables à un prix abordable, les niveaux fédéral et régional doivent élaborer ensemble une solution qui soit acceptable par tous les partis et puisse renforcer notre position.

Un marché uniifié et efficace du commerce en gros présente des avantages. La Belgique, les Pays-Bas et la France ont créé un marché de gros pour l'électricité. L'Allemagne et le

elkaar moeten ondersteunen. Op basis van dat principe en in een geest van solidariteit tussen de lidstaten waarin ieder zijn energiemix kan kiezen en volledig soeverein is op het vlak van primaire energiebronnen, moeten drie doelstellingen worden nastreefd: zorgen voor meer continuïteit in de energievoorziening; de competitiviteit van de Europese economieën en de beschikbaarheid van energie tegen een schappelijke prijs verzekeren; de milieudoorzaamheid bevorderen en de klimaatveranderingen bestrijden.

Ik zal trachten een zo globaal mogelijk overzicht te geven van de Belgische situatie en van de belangrijkste uitdagingen die we de volgende maanden zullen moeten aangaan als we de doelstellingen die ik daarnet heb opgesomd willen bereiken.

De vrijmaking van de Belgische gas- en elektriciteitsmarkt is pas mogelijk als de ontvlechting tussen de producenten enerzijds en de netbeheerders anderzijds effectief wordt gerealiseerd. Dat geldt zowel voor gas als voor elektriciteit. Alleen via een echte ontvlechting kunnen de doelstellingen voor een objectieve en niet-discriminatoire toegang tot het net en voor nieuwe investeringen in het net worden gehaald. Op de Europese Raad voor energie van februari 2007 heb ik die ontvlechting voorgesteld als een eigendomsontbundeling. Ze is voor België des te belangrijk omdat in België één en dezelfde privégroep een dominante positie bekleedt in de elektriciteitsproductie en in de invoer en de levering van aardgas. Bovendien heeft de groep ook een vinger in de pap bij de twee netbeheerders.

Talrijke studies tonen aan dat de verticale integratie van Electrabel een drempel voor toetreding vormt. Toch ontbreekt tot op heden de politieke moed om hierover een debat te voeren en hiervan werk te maken.

Nieuwe investeringen in het netwerk moeten worden gestimuleerd. De papiermolen om de nodige vergunningen voor investeringen te verkrijgen moet opnieuw worden gecentraliseerd. Het huidige systeem is te versnipperd; net als voor grote wegenwerken moeten de krachten voor investeringsprojecten van Elia en Fluxys kunnen worden gebundeld. Per investeringsproject moet een coördinatiegroep met vertegenwoordigers van de federale en gewestelijke beleidsniveaus worden opgericht. Zo kan een passend antwoord worden gegeven op de maatschappelijke vraag naar tijdige en correcte informatie over de projecten. Bovendien wordt daardoor de samenwerking tussen de diverse bevoegde administraties geoptimaliseerd.

Persoonlijk vraag ik me af of het niet beter is een homogeen bevoegdheidspakket voor energiemaatregelen te creëren. We kunnen van mening verschillen over de vraag op welk niveau dat pakket het best wordt gesitueerd. Het debat zou ons alleszins in staat stellen het dossier te stroomlijnen.

Er is ook nood aan een krachtenbundeling met betrekking tot de certificaten voor groene stroom onshore en offshore. In het huidige beleid staat het eigen succes centraal. Als we de Kyotodoelstellingen willen halen en duurzame energie tegen een aanvaardbare prijs echte slaagkansen willen bieden, dan

Luxembourg adhéreront sans doute au système. Cela rendra le marché plus liquide et permettra l'interconnexion, c'est-à-dire la liaison des réseaux des différents pays selon un système garantissant l'approvisionnement de la région nouvellement créée. Sur ce plan-là aussi, des progrès sont possibles.

En matière de sécurité d'approvisionnement, sans vouloir anticiper sur les conclusions de la commission 2030, il ne serait pas raisonnable de se contenter de limiter le débat à une discussion « pour ou contre le nucléaire ».

Le programme indicatif des moyens de production d'électricité pour la période 2005-2014 montre que, si les premières centrales nucléaires sont fermées en 2015 et remplacées exclusivement par des centrales au gaz, la production d'électricité en Belgique proviendra pour plus de 50% de ces centrales. Une telle évolution nécessite d'énormes investissements dans ces unités de production et dans l'infrastructure de transport, mais signifie aussi une dépendance accélérée et accrue aux importations de gaz naturel. Si l'on décide d'accroître le nombre de centrales au gaz, on augmente les émissions de CO₂ alors que, d'ici 2010, la Belgique doit diminuer ses émissions de 7,5%. De plus, l'Europe nous impose de réduire nos émissions de gaz à effets de serre d'environ 20% par rapport à 1990 d'ici 2020.

Cette option a également des conséquences géopolitiques. Non seulement, les réserves de gaz et de pétrole sont limitées dans le temps, mais leur disponibilité est souvent teintée de facteurs géopolitiques. Pensons au pétrole du Moyen Orient et au gaz en provenance de Russie.

Ne pas opter pour les centrales au gaz mais, exclusivement, pour des importations en provenance de France et des Pays-Bas affaiblirait la Belgique sur le plan économique. Il s'ensuivrait une hausse des prix de l'énergie pour l'industrie et pour les ménages. N'oublions pas que la France et les Pays-Bas disposent d'un parc de production nucléaire. Leur politique est diamétralement opposée à celle de notre pays. Je citerai, par exemple, la construction d'une nouvelle centrale en France, le recrutement d'ingénieurs disposant de connaissances nucléaires par le groupe SUEZ et le maintien en service de la centrale de Borssele.

Importer cette électricité reviendrait indirectement à soutenir l'énergie nucléaire alors que la Belgique perdrait son savoir-faire, sa compétitivité et peut-être aussi son emploi.

Des importations en provenance d'Allemagne pourraient être envisagées dans un avenir proche au vu des pourparlers menés dans le cadre du forum pentalatéral sur l'énergie. Malheureusement, à défaut de connexions avec le Royaume Uni, l'approvisionnement de la Belgique à court et à moyen termes ne sera pas possible avec ce pays. Enfin, gardons à l'esprit que les importations massives d'électricité affectent la stabilité du réseau de transport et, partant, menace le système de sécurité et d'approvisionnement. En outre, elles

doit doivent de federale en de gewestelijke beleidsniveaus samen een oplossing uitwerken die voor alle partijen aanvaardbaar is en die onze positie kan versterken.

Een goed functionerende eengemaakte groothandelsmarkt heeft voordelen. Op elektriciteitsvlak hebben België, Nederland en Frankrijk een groothandelsmarkt opgericht. Waarschijnlijk zullen Duitsland en Luxemburg tot het systeem toetreden. Niet alleen wordt de markt hierdoor meer liquide, ook de interconnectie wordt daardoor mogelijk, dat wil zeggen de aansluiting van de netten in de verschillende landen volgens een systeem waarbij de bevoorrading in de nieuw gecreëerde regio wordt gegarandeerd. Ook op dat vlak is vooruitgang mogelijk.

Zonder te willen vooruitlopen op de conclusies van de commissie 2030, wil ik erop wijzen dat het niet redelijk zijn het debat over de bevoorradingssekerheid te beperken tot een discussie voor of tegen kernenergie.

Uit het Indicatief programma van de productiemiddelen voor elektriciteit 2005-2014 blijkt dat als de eerste kerncentrales in 2015 worden gesloten en door gascentrales worden vervangen, de elektriciteitsproductie in België voor meer dan de helft van deze centrales afkomstig zal zijn. Een dergelijke evolutie vergt enorme investeringen in productie-eenheden en transportinfrastructuur, maar impliceert ook een versnelde en toegenomen afhankelijkheid van de invoer van aardgas. Als men beslist het aantal gascentrales te verhogen, zullen ook de CO₂-emissies toenemen, terwijl België zijn uitstoot tegen 2010 met 7,5% moet verlagen. Bovendien verplicht Europa ons ervoor te zorgen dat we in 2020 ongeveer 20% minder broeikasgassen uitstoten dan in 1990.

Deze optie heeft ook geopolitieke gevolgen. De gas- en olievoorraden zijn niet alleen eindig, maar hun beschikbaarheid wordt bovendien beïnvloed door geopolitieke factoren. Denk maar aan de olie uit het Midden-Oosten en het gas uit Rusland.

Als we niet voor gascentrales kiezen en alleen rekenen op invoer uit Frankrijk en Nederland, zou België economisch verzwakken omdat de energieprijzen voor de industrie en de gezinnen zullen stijgen. We mogen niet vergeten dat Frankrijk en Nederland over kerncentrales beschikken. Hun beleid staat diametraal tegenover het onze. Ik vermeld bijvoorbeeld de bouw van een nieuwe centrale in Frankrijk, de rekrutering van ingenieurs kernenergie door SUEZ en het in werking houden van de centrale van Borssele.

Door Franse en Nederlandse elektriciteit te importeren, ondersteunt België onrechtstreeks de kernenergie terwijl ons land inboet aan kennis, concurrentievermogen en zelfs werkgelegenheid.

Invoer uit Duitsland kan in een nabije toekomst worden overwogen afhankelijk van de onderhandelingen in het kader van het Pentalateral Energy Forum. Bij gebrek aan verbindingen is bevoorrading op korte en middellange termijn vanuit het Verenigd Koninkrijk uitgesloten. We mogen ook niet vergeten dat massale import van elektriciteit de stabiliteit van het transportnet beïnvloedt en bijgevolg ook de veiligheid en de bevoorrading in gevaar brengt. Bovendien is in dat geval een belangrijke en dure versterking nodig van de interconnecties.

nécessiteraient un renforcement considérable et onéreux en ce qui concerne les interconnexions.

On peut aussi opter pour l'utilisation de la seule énergie renouvelable ou d'unités locales de production.

Cette possibilité, souvent proposée comme une alternative et une solution miracle, offre d'énormes perspectives. Je crois dans ce secteur. On ne peut en effet qu'avoir de la considération pour ce qu'il a réalisé en peu de temps.

Cependant, le choix radical et exclusif de l'énergie renouvelable n'est pas sans danger. Les conséquences peuvent aussi se faire sentir rapidement, non seulement dans notre pays mais aussi à l'échelle internationale.

Comme tous les réseaux européens, le nôtre est conçu comme un réseau intégré fonctionnant sur la base de trois prémisses : où est la demande, où se trouve la production et comment l'énergie est-elle transportée jusqu'au consommateur final ?

Peut-être doit-on travailler à un autre concept. On doit alors seulement garder à l'esprit que cela prendra du temps et nécessitera une concertation au niveau international. Nous devons alors conclure de bons accords à ce sujet et abandonner lentement, et donc pas en faisant table rase, le système historique.

Les investissements nécessaires seront répercutés dans les tarifs du réseau, ce qui a un impact sur la facture énergétique.

La disponibilité de l'énergie renouvelable est limitée par les conditions climatiques. Les éoliennes en Mer du Nord fourniraient 30% de l'énergie. Pour le reste, nous devons construire d'autres centrales.

Outre les conditions climatiques, les facteurs géographiques nous imposent également des limitations. Le vent et le soleil requièrent une grande surface mais la Belgique n'est pas si étendue et connaît un agencement de l'espace particulier avec une forte densité de la population et des industries spécifiques.

Je ne veux pas être confronté au fameux syndrome NIMBY (Not in my backyard) ni au syndrome BANANA (Build absolutely nothing anywhere near anyone).

Il est en outre possible que l'approvisionnement en matières premières de base puisse engendrer des problèmes. La biomasse est sans aucun doute un bon vecteur énergétique mais des signes montrent qu'un approvisionnement suffisant en colza ou en biomasse n'est pas évident en Belgique et que cela a un impact sur le marché mondial.

On peut donc se demander si nous devons nous baser sur un système d'énergie exclusivement renouvelable sans une réponse convaincante à certaines questions.

Je constate que, voici plus de quinze ans, un débat sérieux sur l'énergie a été organisé au parlement et que l'intérêt n'était pas débordant. Les orateurs étaient surtout des spécialistes qui entendaient à juste titre se profiler. La presse n'y a pas accordé beaucoup d'attention. C'est pourtant un problème que chacun qualifie de fondamental pour notre avenir.

Le nucléaire pose des questions essentielles surtout en ce qui

Er kan ook worden geopteerd voor het gebruik van uitsluitend duurzame energie of lokale productie-eenheden.

Deze mogelijkheid, vaak voorgesteld als alternatief en miraceloplossing, biedt enorme vooruitzichten. Zelf geloof ik in deze sector. Men kan immers alleen maar waardering opbrengen voor wat die sector in korte tijd heeft gerealiseerd.

Desalniettemin is een radicale en uitsluitende keuze voor duurzame energie niet zonder gevaar. De gevolgen ervan kunnen zich ook snel laten gevoelen, niet alleen in ons land maar ook internationaal.

Zoals alle Europese netten, is het onze uitgebouwd als een geïntegreerd net, dat werkt op basis van drie premissen: waar is de vraag, waar gebeurt de productie en hoe wordt de energie vervoerd naar de eindgebruiker.

Misschien moet worden gewerkt aan een ander concept. Alleen moet men daarbij voor ogen houden dat dit tijd in beslag zal nemen en overleg op internationaal niveau noodzaakt. We moeten hierover dan ook goede afspraken maken en het historisch systeem langzaam verlaten, wat dus niet middels een tabula rasa kan gebeuren.

De noodzakelijke investeringen zullen worden doorberekend in de nettarieven, wat een weerslag heeft op de energiefactuur.

De beschikbaarheid van duurzame energie is beperkt door klimatologische omstandigheden. De werkingsgraad van windenergie op de Noordzee zou 30% energie opleveren, maar voor de overige energie moeten we andere centrales bouwen.

Naast de klimatologische omstandigheden leggen ook geografische factoren ons beperkingen op. Wind en zon vereisen een grote oppervlakte, maar België is nu eenmaal niet zo groot en kent een specifieke ruimtelijke ordening met een hoge bevolkingsdichtheid en specifieke industrieën.

Ik wil niet worden geconfronteerd met het fameuze NIMBY-syndroom – *not in my backyard* – noch met het BANANA-syndroom, de afkorting voor *build absolutely nothing anywhere near anyone*.

Daarenboven is het mogelijk dat de bevoorrading van de basisgrondstof voor problemen kan zorgen. De biomassa is zonder enige twijfel een goede energievector, maar signalen wijzen erop dat een voldoende voorraad koolzaad of biomassa niet evident is in België en dat dit een impact heeft op de wereldmarkt.

De vraag is dus of we ons moeten baseren op een systeem van uitsluitend duurzame energie, zonder een afdoend antwoord op bepaalde vragen.

Ik stel vast dat het meer dan vijftien jaar geleden is dat nog een ernstig energiedebat werd georganiseerd in het Parlement en dat de belangstelling niet overdonderend is. De sprekers waren veelal specialisten die zich terecht willen profileren en ook de pers besteedt hieraan niet veel aandacht. Nochtans gaat het over een probleem dat iedereen fundamenteel noemt voor onze toekomst.

Kernenergie veroorzaakt belangrijke problemen, vooral op

concerne le traitement des déchets. Il serait inacceptable que nous laissions à nos enfants une société davantage polluée que celle que nous avons reçue. Quelle que soit l'option choisie, si le nucléaire est jugé nécessaire, il ne pourra être utilisé que si nous possédons suffisamment de garanties concernant le traitement et le stockage des déchets nucléaires. Sur ce point, des questions subsistent, même si la science et la technique ont considérablement progressé et qu'une partie de la masse des déchets peut certainement être stockée en toute sécurité. Je suis convaincu, à l'instar du Premier ministre, qu'il faut tenter d'accéder plus rapidement aux réacteurs de quatrième génération pour résoudre le principal problème posé par l'énergie nucléaire. De même, nous resterons dans le cadre de la stratégie de Lisbonne où nous mettrons la recherche et le développement au service de la société.

Il a également été question de stocker les émissions de CO₂. La recherche et le développement peuvent apporter des solutions à cet égard, mais peut-être pas à bref délai. D'une part, la technique permettra-t-elle de procéder à un tel stockage ? Les milieux scientifiques sont hésitants. D'autre part, ne serait-ce pas aller à l'encontre de l'argument et de l'objectif qui imposent à chacun de maîtriser sa consommation d'énergie ?

Je conclus. J'ai voulu récapituler les faits et les dilemmes auxquels les Belges sont confrontés. Nous devrons tenir compte des objectifs européens : continuité de l'approvisionnement énergétique, garantie de la compétitivité des économies européennes, énergie disponible à un coût abordable et encouragement de la durabilité environnementale et la lutte contre le réchauffement climatique. Il n'y a pas de solution simple à ces importants défis. J'ai dès lors commandé l'étude 2030, afin que chacun ait conscience de l'impact des différents choix que peut faire la Belgique. C'est pourquoi je lance un appel pour qu'on organise un nouveau débat serein et scientifiquement étayé sur ce sujet. Je ne cache pas que la légèreté avec laquelle on a discuté de cette question dans certaines circonstances m'a paru irresponsable. J'attends les conclusions finales de l'étude pour définir ma position en tant que ministre de l'Énergie. Je puis déjà vous dire que je me laisserai guider par des arguments scientifiquement étayés qui me garantissent que notre approvisionnement énergétique en 2030 permettra de répondre à la demande, que cette énergie aura un coût abordable et qu'elle n'hypothéquera pas notre environnement, notre climat et notre avenir.

L'efficacité énergétique est sans doute le premier défi que nous aurons à relever. Cela concerne non seulement l'industrie et les services mais également les ménages qui devront consentir plus d'efforts qu'il n'en ont faits jusqu'à présent. Les brochures et les tuyaux, les lignes d'informations et les spots publicitaires quotidiens contribuent sans aucun doute à la prise de conscience de la population, ce qui l'incitera à faire des efforts mais nous pouvons aller encore bien plus loin. De belles possibilités nous ont été offertes qui auront un réel impact. Je songe au secteur public et aux bâtiments publics, y compris ceux des Régions. Nous devons nous demander si nous faisons bien d'éclairer les rues et d'utiliser des éclairages d'ambiance. La prestation énergétique des bureaux, des bâtiments publics et des institutions telles que l'aéroport de Zaventem est-elle satisfaisante et n'y a-t-il pas lieu de faire plus d'efforts ? La

het vlak van de verwerking van het afval. We mogen onze kinderen niet opzadelen met een wereld die volledig vervuild is. Welke optie we ook kiezen, als kernenergie noodzakelijk wordt geacht, mag ze slechts worden gebruikt als we over voldoende garanties beschikken inzake de behandeling en de opslag van nucleair afval. Er zijn nog altijd problemen op dat punt, ook al hebben de wetenschap en de techniek een aanzienlijke vooruitgang geboekt en kan een deel van het afval ongetwijfeld volkomen veilig worden opgeslagen. Net zoals de eerste minister ben ik van oordeel dat we moeten trachten sneller reactoren van de vierde generatie te verwerven om het belangrijkste probleem van de kernenergie op te lossen. We zullen tevens de strategie van Lissabon blijven volgen en het onderzoek en de ontwikkeling ten dienste van de samenleving stellen.

Er is gesproken over de opslag van CO₂. Onderzoek en ontwikkeling kunnen op dat vlak oplossingen bieden, al is het misschien niet op korte termijn. Wetenschappers betwijfelen dat de opslag van CO₂ technisch mogelijk is. Is de CO₂-opslag anderzijds niet in tegenspraak met de doelstelling ons energieverbruik te beheersen?

Ik sluit af. In mijn uiteenzetting wilde ik de feiten en de dilemma's waarmee België wordt geconfronteerd op een rij zetten. We zullen rekening moeten houden met de Europese doelstellingen: continuïteit in de energievoorrading, het waarborgen van het concurrentievermogen van de Europese economieën, beschikbaarheid van betaalbare energie en het bevorderen van de milieuduurzaamheid en het bestrijden van de klimaatverandering. Dat zijn bijzonder grote uitdagingen waarvoor geen eenvoudige oplossingen bestaan. Ik heb dan ook de studie 2030 besteld, opdat iedereen zich bewust zou zijn van de gevolgen van de verschillende keuzes die België kan maken. Ik lanceer meteen ook een oproep om daarover opnieuw een sereen en wetenschappelijk onderbouwd debat te voeren. Ik verheel niet dat ik de lichtzinnigheid waarmee daarover in bepaalde omstandigheden werd gediscussieerd, onverantwoord vond. Ik wacht op de eindconclusies van de studie om mijn standpunt als minister van Energie te bepalen. Ik kan u alvast zeggen dat ik me alleen zal laten leiden door wetenschappelijk onderbouwde argumenten die me waarborgen dat we in 2030 voldoende energie zullen hebben om aan de vraag te voldoen, dat deze energie ook betaalbaar zal zijn en dat ze geen hypothek zal leggen op ons milieu, ons klimaat en onze toekomst.

Energie-efficiëntie is wellicht de eerste uitdaging die we zullen moeten aangaan. Dat geldt niet alleen voor de industrie en de dienstensector, maar ook voor de huisgezinnen. Zij moeten veel meer inspanningen leveren dan ze tot op heden deden. Brochures en tips, infolijnen en dagelijkse reclamespotjes dragen ongetwijfeld bij tot de bewustwording en zullen mensen aanzetten tot inspanningen, maar we kunnen nog veel verder gaan. Er werden mooie mogelijkheden aangereikt die echt invloed zullen hebben. Ik denk aan de publieke sector en de overheidsgebouwen, ook van de gewesten. Allemaal moeten we ons afvragen of we wel goed bezig zijn, bijvoorbeeld in de manier waarop we straat- en sfeerverlichting aanbrengen. Is de energieprestatie van kantoren, openbare gebouwen, instellingen zoals de luchthaven van Zaventem wel goed en moeten we niet meer

réponse est manifestement oui.

La politique énergétique est un long chemin à parcourir. Il nous faudra bien nous y préparer, tout en mesurant les risques. Même si nos points de vue peuvent parfois diverger, l'encouragement donné aujourd'hui par le Sénat nous a rapprochés d'une solution commune et nous espérons que ceux qui nous succéderont ne seront pas confrontés à des problèmes insurmontables.

(*M. Staf Nimmemeers, premier vice-président, prend place au fauteuil présidentiel.*)

Mme Jihane Annane (MR). – Nous avons entendu les positions des uns et des autres, ainsi que celle du ministre. Au-delà de tous les clivages politiques, je me réjouis de cette unanimité et je ne le dis pas, comme Mme Durant, avec ironie.

Ce matin, nous nous sommes réunis pour débattre de la politique de l'énergie. Cela démontre la complexité du dossier et ses implications diverses.

Notre politique doit rester inscrite dans une approche européenne de cette question devenue incontournable, mais encore, plus largement, présenter une dimension internationale.

Parler de la question énergétique, c'est aborder deux volets, l'offre et la demande, l'approvisionnement et la consommation. Ce qui nous occupe est intrinsèquement lié à la question environnementale et au rôle que l'énergie a joué dans l'évolution climatique. À cet égard, je partage l'avis du ministre quant à la nécessité de réfléchir sur les compétences énergie, climat, environnement et sur leur interaction.

Il n'est plus besoin de recherche scientifique pour démontrer que le réchauffement climatique existe. Cette vérité, même si elle dérange, est désormais acquise. L'engagement politique pris par les États membres lors du Conseil européen des 8 et 9 mars l'atteste. Ils se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici à 2020 par rapport à 1990. Ce pourcentage pourrait s'élever à 30% s'ils parviennent à convaincre les États-Unis et des économies majeures comme l'Inde et la Chine de faire des efforts comparables dans le cadre d'un accord mondial. Par ailleurs, l'Union européenne a décidé d'économiser 20% de la consommation totale d'énergie d'ici à 2020, d'atteindre une part de 20% pour les énergies renouvelables et de 10% pour les biocarburants.

Nous voici donc, citoyens du XXI^{ème} siècle, confrontés, non pas malgré nous, au défi des changements climatiques. L'objectif planétaire est de limiter à deux degrés l'augmentation des températures au cours de ce siècle. Une manière d'y parvenir serait de limiter la consommation d'énergie, de développer des énergies renouvelables et alternatives moins polluantes. Ce dernier aspect est au cœur du débat !

Les énergies renouvelables sont chères mais leur coût à long terme ne sera pas forcément plus élevé que le prix du pétrole aujourd'hui. Et certainement moins élevé que le prix de l'inaction ! La volonté d'agir affichée par tous se traduira-t-elle réellement par des mesures fortes dans tous les pays ? J'en doute car, avant même de définir une répartition des contributions aux objectifs européens, certains États membres

inspanningen doen? Het antwoord hierop is zeer duidelijk ja.

Het energiebeleid is een lange reis die we moeten maken en waarop we ons goed moeten voorbereiden. Die voorbereiding moeten we onbevangen aanvatten, maar we moeten ook de risico's afwegen. De aanzet die de Senaat vandaag gaf, heeft ons ongetwijfeld, hoe verschillend onze standpunten soms ook zijn, dichter bij één gezamenlijke oplossing gebracht, waarvan we hopen dat ze wie na ons komt niet met onoverkomelijke problemen opzadelt.

(*Voorzitter: de heer Staf Nimmemeers, eerste ondervoorzitter.*)

Mevrouw Jihane Annane (MR). – We hebben de verschillende standpunten gehoord, ook dat van de minister. Ik verheug mij over deze eensgezindheid over de politieke breuklijnen heen en dat bedoel ik, anders dan mevrouw Durant, niet ironisch.

We debatteren vandaag over het energiebeleid. Hieruit blijkt hoe complex de zaak wel is.

Ons beleid moet passen in een Europese benadering van deze problematiek, die een onvermijdbaar thema is geworden, maar het moet ook een internationale dimensie vertonen.

Het energievraagstuk vertoont twee aspecten, het aanbod en de vraag, de energievoorziening en het energieverbruik. Er is ook een onlosmakelijk verband met de zorg voor het milieu en met de rol van het energieverbruik in de klimaatverandering. Wat dat betreft, ben ik het eens met de minister dat er moet nagedacht worden over de bevoegdheden voor energie, milieu en klimaat en over de wisselwerking daartussen.

Er is geen verder wetenschappelijk onderzoek nodig om aan te tonen dat er werkelijk een opwarming aan de gang is. Ook al is ze storend, het is nu eenmaal de waarheid. Het engagement dat de lidstaten genomen hebben tijdens de Europese Raad van 8 en 9 maart bevestigt dit. Ze hebben zich ertoe verbonden hun uitstoot van broeikasgassen met 20% te verminderen tegen 2020 in vergelijking met 1990. Dit cijfer zou kunnen oplopen tot 30% indien ze de Verenigde Staten en andere economische grootmachten als China en India kunnen overhalen om gelijkaardige inspanningen te leveren in het kader van een wereldwijd akkoord. De Europese Unie heeft beslist om tegen 2020 20% minder energie te verbruiken, het aandeel duurzame energie op te drijven tot 20% en van de biobrandstoffen tot 10%.

Als wereldburgers van de 21^{ste} eeuw worden we geconfronteerd met de klimaatverandering. De doelstelling is om de temperatuurstijging in de loop van deze eeuw te beperken tot 2°. Een manier om dat te bereiken is het energieverbruik te verminderen, duurzame en alternatieve, minder vervuilende energiebronnen te ontwikkelen. Dat laatste aspect is de kern van het debat.

Duurzame energie is duur, maar de kostprijs op lange termijn is niet noodzakelijk hoger dan die van de huidige petroleumprijs. En hij is zeker lager dan de prijs van het nietsdoen. Maar zal de manifesteren wil om in te grijpen zich ook overal vertalen in krachtige maatregelen? Dat betwijfel ik omdat nog vóór de bijdragen aan de Europese doelstelling worden verdeeld, sommige lidstaten al vinden dat ze genoeg inspanningen leveren.

estiment fournir déjà des efforts suffisants.

Le coût du développement d'énergies renouvelables suscite donc encore quelques réticences. Or, « le problème du coût des énergies renouvelables serait plutôt lié à l'instabilité des prix » comme l'explique si justement le professeur Stiglitz que nous avons reçu dernièrement. « Le Moyen Orient est capable de produire du pétrole à 20 dollars, voire à 10 dollars le baril. Un baril à 10 dollars ferait peser un risque énorme sur ceux qui investissent dans les énergies renouvelables, lesquelles ne sont concurrentielles qu'à raison d'un baril de pétrole à 30 dollars ! Dès lors, encourager la substitution des énergies fossiles doit passer par un système de prix minimum garanti pour les autres types d'énergie. »

M. Collas a fait allusion à la nécessité de prendre des mesures incitatives qui ne doivent pas nuire au développement économique ou à la compétitivité de nos entreprises. Certaines industries pourraient connaître, à la suite de mesures restreignant les émissions de CO₂, des coûts supplémentaires qui les désavantageraient par rapport aux industries localisées dans des pays moins regardants. Les économies des pays qui entament une action contre le réchauffement climatique pourraient s'en trouver défavorisées.

Cette réflexion m'amène à soulever la question d'un engagement mondial.

L'engagement louable et historique de l'Union européenne serait annihilé par une absence de réaction des grands pays en voie d'industrialisation, comme l'Inde, la Chine et le Brésil, et des pays en voie de développement.

S'il est vrai que les pays anciennement industrialisés restent historiquement et aujourd'hui les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, l'avenir de cette question va de plus en plus se jouer dans les pays en voie de développement, d'une part parce que leurs émissions représenteront d'ici à 2020-2030 la majorité du total mondial, d'autre part parce que le développement influence directement les types de production et de consommation dans l'ensemble du monde.

L'engagement de l'Union européenne n'aura donc de sens que si elle parvient à convaincre les pays émergents et les pays en voie de développement de leur rôle capital dans la lutte contre le réchauffement climatique, d'autant que ces pays seront les premières victimes des bouleversements climatiques garantis par l'absence de détermination planétaire.

Par cette intervention, chers collègues, je souhaitais démontrer, si besoin en était encore, le lien étroit existant entre énergie et changements climatiques. En réponse à notre engagement européen et, espérons-le, dans le cadre d'un accord international, notre politique énergétique ne pourra faire l'économie de ses corollaires environnementaux.

M. Jan Steverlynck (CD&V). – *Les objectifs les plus importants de l'Europe, à savoir la garantie d'approvisionnement, la stabilité et l'accessibilité financière grâce à la compétitivité, sont également les nôtres.*

Il était toutefois navrant d'apprendre de la bouche du ministre qu'il n'existe pas une volonté politique suffisante pour mener sérieusement le débat sur le marché interne du

Sommigen schrikken nog terug voor de kostprijs van de ontwikkeling van duurzame energie. Maar professor Stiglitz, die hier onlangs te gast was, wees er terecht op dat de hoge kostprijs van duurzame energie vooral verband houdt met de instabiliteit van de prijzen. In het Midden-Oosten kan men petroleum produceren voor 20 dollar per vat of zelfs voor 10 dollar per vat. Maar als een vat olie maar 10 dollar kost, wordt investeren in duurzame energie zeer risicovol, aangezien die energie pas concurrentieel is bij een olieprijs van 30 dollar per vat. De vervanging van fossiele brandstoffen moet dus samengaan met een gewaarborgde minimumprijs voor de andere energiebronnen, aldus professor Stiglitz.

De heer Collas wees al op de noodzaak van stimulerende maatregelen die de economische ontwikkeling en het concurrentievermogen van onze bedrijven niet schaden. Sommige bedrijven zouden door de bijkomende kosten van maatregelen die de CO₂-uitstoot beperken, in een minder gunstige positie kunnen terechtkomen dan bedrijven in landen waar daar minder wordt op toegekeken. Dat zou nadrukkelijk kunnen zijn voor landen die acties ondernemen tegen de opwarming van de aarde.

Vandaar dat ik even wil stilstaan bij de kwestie van een wereldwijd engagement.

Het lovenswaardige en historische engagement van de Europese Unie zou teniet worden gedaan door het ontbreken van enige reactie vanwege nieuwe industrielanden zoals India, China en Brazilië en de ontwikkelingslanden.

De oude industrielanden blijven historisch en ook vandaag nog de belangrijkste verantwoordelijken voor de uitstoot van broeikasgassen, maar in de toekomst zal de problematiek steeds belangrijker worden in de ontwikkelingslanden, enerzijds omdat hun uitstoot tegen 2020-2030 goed zal zijn voor het merendeel van de totale werelduitstoot en anderzijds omdat ontwikkeling een rechtstreekse invloed heeft op productie en consumptie in heel de wereld.

Het engagement van de Europese Unie heeft dus maar zin als ze de nieuwe industrielanden en de ontwikkelingslanden ervan kan overtuigen dat ze een cruciale rol te vervullen hebben in de strijd tegen de opwarming van de aarde, temeer daar die landen de eerste slachtoffers zullen zijn van de klimaatveranderingen die zich zullen voordoen wanneer een vastberaden globale aanpak uitblijft.

Met mijn interventie wilde ik vooral aantonen, voorzover dat nog nodig was, dat er een nauw verband bestaat tussen energieverbruik en klimaatverandering. Bij de invulling van ons Europees engagement, en naar ik hoop ook in het kader van een internationaal akkoord, zullen we in ons energiebeleid steeds de nodige aandacht moeten schenken aan het leefmilieu.

De heer Jan Steverlynck (CD&V). – *De belangrijkste doelstellingen van Europa, namelijk de bevoorradingsszekerheid, de duurzaamheid en de betaalbaarheid via de competitiviteit, zijn ook de onze.*

Het was evenwel ontluisterend van de minister te vernemen dat er onvoldoende politieke wil is om het debat over de interne elektriciteits- en de gasmarkt ten gronde te voeren. In

gaz et de l'électricité. La Pax Electrica prévoit qu'il doit y avoir une minorité de blocage pour Electrabel-SUEZ et Elia. Nous devons constater que le gouvernement a manqué à ses devoirs à ce sujet car cette disposition n'a toujours pas été concrétisée.

Le ministre a parlé de l'énergie nucléaire et notamment des déchets. Un problème se pose en effet mais maintenir les centrales nucléaires plus longtemps en activité n'engendre qu'une augmentation limitée des déchets. La plupart d'entre eux viendront du démantèlement des centrales. Nous devons en tenir compte. Que représente le risque de la fermeture prématuée de ces centrales face à celui d'une énergie insuffisante à un moment donné ? La quatrième génération des sources d'énergie n'apparaîtra qu'en 2040. La fermeture des centrales nucléaires aura lieu beaucoup plus tôt et il n'y aura aucune solution de rechange.

Nous devons être réalistes pour l'énergie renouvelable également. Le ministre a évoqué quelque chose de neuf : la théorie de la banane. Les éoliennes en mer n'existent pourtant toujours pas. On va les construire et les implanter très profondément dans la mer. Apparemment les grands problèmes se situent principalement au niveau des permis de construire et des permis environnementaux. Les autorités tardent visiblement à délivrer les permis nécessaires. N'est-ce pas là la preuve que les syndromes NIMBY et BANANA jouent un rôle important ?

Nous devons continuer à tendre vers un bon mélange des sources d'énergie pour atteindre les trois objectifs fixés ; 2015 est en effet proche. On doit promouvoir l'énergie renouvelable et faire davantage d'efforts pour économiser l'énergie. Pour atteindre ces objectifs à court terme, il est préférable de recourir à un bon éventail d'instruments énergétiques différents.

M. Jacques Brotchi (MR). – Je parlerai essentiellement de recherche et de développement des biocarburants en Belgique.

Comme l'a rappelé mon collègue, M. Collas, la défiscalisation a été nécessaire pour un développement des biocarburants à grande échelle. Ceux-ci produisent moins de gaz à effet de serre que le pétrole ; ils sont abondants et disponibles au niveau national. Leur utilisation nous permettrait de réaliser plus de 20% de l'effort de réduction des gaz à effet de serre, comme prévu dans les objectifs de l'Union européenne pour 2020. Les biocarburants produisent non seulement moins de gaz à effet de serre que le pétrole mais également que le gaz. C'est un élément fort important.

Parmi les biocarburants techniquement au point, on distingue trois grandes filières : l'huile végétale pure issue de graines oléagineuses, le biodiesel issu de la transformation d'huile végétale et l'éthanol issu de la fermentation de sucre ou d'amidon. Actuellement, le bioéthanol et le biodiesel peuvent être utilisés dans des mélanges à faible teneur en biocarburant, avec des carburants classiques, dans tous les véhicules et peuvent être distribués par l'infrastructure existante.

La Belgique aura déjà, avant 2010, la capacité suffisante de produire 10% de biocarburant grâce aux nouvelles usines actuellement en construction.

de Pax Electrica wordt gesteld dat er een blokkeringminderheid moet zijn van Electrabel-SUEZ en Elia. We moeten vaststellen dat de regering hier heeft gefaald want deze voorziening is vooral nog niet gerealiseerd.

De minister had het over de kernenergie, meer bepaald over de afvalproblematiek. Er is inderdaad een probleem, maar het langer openhouden van de kerncentrales leidt maar tot een beperkte verhoging van het afval. Het grootste deel van de afval zal komen van de ontmanteling van de kerncentrales. We moeten daar rekening mee houden. Wat is het risico van het voortijdig sluiten van deze kerncentrales ten opzichte van het risico van onvoldoende energie op een bepaald moment? De vierde generatie energiebronnen zullen maar tegen 2040 een kans maken. Het sluiten van de kerncentrales zal veel sneller gebeuren en er zal dan geen alternatief zijn.

Ook inzake duurzame energie moeten we realistisch zijn. De minister heeft iets nieuws aangehaald, namelijk de BANANA-theorie. De zeewindmolens zijn er echter nog altijd niet. Men gaat ze bouwen, heel ver op zee. Blijkbaar situeren de grote problemen zich voornamelijk op het vlak van bouw- en milieuvergunningen. De overheid komt blijkbaar te laat met het afleveren van de nodige vergunningen. Is dat des te meer het bewijs dat het *Not in My Backyard*- en het BANANA-syndroom een belangrijke rol spelen?

We moeten blijven streven naar een goede mix van energiebronnen om de drie aangehaalde doelstellingen te realiseren; 2015 is immers heel kortbij. Duurzame energie moet verder worden gepromoed en ook moeten meer inspanningen gedaan worden om energie te besparen. Om dit op korte termijn te realiseren hanteert men best een goede korf van verschillende energie-instrumenten.

De heer Jacques Brotchi (MR). – *Ik zal vooral over het onderzoek naar en de ontwikkeling van biobrandstoffen in België spreken.*

Voor de ontwikkeling van de biobrandstoffen op grote schaal was de fiscale vrijstelling nodig. Biobrandstoffen produceren minder broeikasgassen dan petroleum. Ze zijn in overvloed voorhanden en beschikbaar op nationaal niveau. Door het gebruik van biobrandstoffen zouden we meer dan 20% van de inspanning voor de vermindering van de broeikasgassen, bepaald in de doelstellingen van de Europese Unie voor 2020, kunnen realiseren. Biobrandstoffen produceren niet alleen minder broeikasgassen, maar ook minder dan gas en petroleum. Dat is een zeer belangrijk element.

In de biobrandstoffen die technisch in orde zijn, zijn er drie grote soorten: zuiver plantaardige olie uit oliehoudende zaden, biodiesel uit de omzetting van plantaardige olie, en ethanol uit de fermentatie van suiker of mais. Momenteel kunnen mengsels van bio-ethanol en biodiesel met klassieke brandstoffen, waarbij het biobrandstofgehalte laag is, in alle voertuigen worden gebruikt. Ze kunnen via de bestaande infrastructuur worden verdeeld.

België zal reeds vóór 2010 over voldoende capaciteit beschikken om 10% biobrandstof te produceren in de nieuwe fabrieken die nu worden gebouwd.

We moeten evenwel verder gaan en op termijn

Cependant, il convient d'aller encore plus loin et de développer à terme des bioraffineries – c'est-à-dire des industries équivalentes aux raffineries pétrolières mais dont la matière première est issue de la biomasse – qui permettront de produire, outre les biocarburants, un large panel de produits valorisables dans différents secteurs : pharmaceutique, chimique, énergétique, etc. Le développement de ces produits permettra de maximiser le bilan énergétique, c'est-à-dire de produire plus d'énergies renouvelables pour la même quantité d'énergie fossile utilisée dans le processus et de maximiser la réduction des émissions de CO₂. Il est donc nécessaire qu'une recherche adéquate soit soutenue dans ce domaine.

Par ailleurs, des recherches prometteuses visent le développement d'autres biocarburants, issus de sources lignocellulosiques ou de bois, comme la paille, les copeaux de bois, etc. Mais ces matériaux riches en fibres ne peuvent être convertis en biocarburants liquides que par des procédés techniques avancés dont la plupart sont encore sous-développés, faute de financement.

En Belgique, plusieurs évolutions technologiques sont observées et attendues, dans le domaine de la biomasse énergie, comme l'incorporation d'éthanol dans le diesel, le développement de biocarburants issus de sources lignocellulosiques ou la conversion des moteurs à l'utilisation d'huile végétale pure, etc.

La poursuite de la recherche et du développement est donc primordiale, pour se préparer à l'utilisation à grande échelle des biocarburants concurrentiels en termes de coût. Il faut parallèlement développer un partenariat étroit entre tous les acteurs concernés – le gouvernement, les unités de recherche et les entreprises – afin de promouvoir les meilleures pratiques et faciliter l'investissement à long terme du secteur privé.

En outre, le développement des biocarburants contribue à stimuler l'innovation et à maintenir la position concurrentielle de la Belgique, et plus globalement de l'Europe, dans le secteur des sources d'énergie renouvelables. C'est pourquoi je tenais à rappeler aujourd'hui l'importance de susciter des projets de recherche et de développement dans les programmes de soutien aux universités et aux industries.

M. François Roelants du Vivier (MR). – Mon intervention portera surtout sur les énergies renouvelables et en particulier sur l'énergie solaire et éolienne.

Je voudrais partir de ce que disait Schumacher il y a à peu près trente-cinq ans : « Small is beautiful ». Il disait cela en pensant aux risques que pouvait amener la concentration de la production dans l'économie globale. Je me demande toutefois si Schumacher ne se trompait pas en défendant cette idée dans le domaine qu'il connaissait le mieux, c'est-à-dire le secteur énergétique.

Lorsqu'il s'agit d'énergies alternatives, serait-il inconvenant de dire « Big is beautiful » ? La question est en effet celle des économies d'échelle. En concentrant des miroirs solaires ou des champs d'éoliennes sur de larges surfaces, on peut produire davantage d'un coup. Les Américains, qui sont souvent décriés – parfois avec raison – en ce qui concerne leur politique énergétique, sont en train de construire une centrale solaire de 62 MW dans le désert du Nevada, ce qui

bioraffinaderijen ontwikkelen – dat zijn industrieën die vergelijkbaar zijn met petroleumraffinaderijen maar waarvan de grondstof afkomstig is uit biomassa. Die bioraffinaderijen zullen, naast de biobrandstoffen, een breed gamma van producten kunnen produceren die in verschillende sectoren kunnen worden gebruikt, bijvoorbeeld in de farmaceutische en de chemische sector, de energiesector, enzovoort. Door de ontwikkeling van die producten zal de energiebalans maximaal zijn, met andere woorden zal er meer duurzame energie kunnen worden geproduceerd voor dezelfde hoeveelheid gebruikte fossiele energie, en zal de vermindering van de CO₂-uitstoot maximaal zijn. Het onderzoek op dat gebied moet dus worden ondersteund.

Er wordt bovendien veelbelovend onderzoek verricht naar de ontwikkeling van andere biobrandstoffen, afkomstig van houtstofcellulose of van hout, zoals stro, schaafkrullen, enzovoort. Die vezelrijke materialen kunnen echter enkel door geavanceerde technische procédés in vloeibare biobrandstof worden omgezet. De meeste procédés zijn bij gebrek aan financiering nog onvoldoende ontwikkeld.

In België zijn er op het gebied van biomassaenergie verschillende technologische evoluties en worden er nog meer verwacht. Voorbeelden daarvan zijn de toevoeging van ethanol aan diesel, de ontwikkeling van biobrandstoffen uit houtstofcellulose en de omschakeling van motoren op het gebruik van zuiver plantaardige olie.

De voortzetting van het onderzoek en de ontwikkeling is dus uiterst belangrijk als we op grote schaal biobrandstoffen willen gebruiken die concurrerend zijn op het vlak van de kostprijs. Tegelijkertijd moet er een nauwe samenwerking tussen alle betrokken actoren – de regering, de onderzoeksstellen en de ondernemingen – op gang worden gebracht om de beste toepassingen aan te moedigen en de investeringen in de privésector op lange termijn makkelijker te maken.

De ontwikkeling van de biobrandstoffen stimuleert bovendien vernieuwingen en draagt bij tot het behoud van de Belgische en Europese concurrentiepositie in de sector van de duurzame energiebronnen. In het kader van de steun aan de universiteiten en de industrie is het daarom belangrijk nieuwe onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten op te zetten.

De heer François Roelants du Vivier (MR). – Mijn uiteenzetting gaat over duurzame energie, in het bijzonder zonne- en windenergie.

Schumacher zei ongeveer vijfendertig jaar geleden: 'Small is beautiful'. Toen hij dat zei, dacht hij aan de risico's van een concentratie van de productie in de wereldconomie. Ik vraag me toch af of Schumacher zich met de verdediging van die opvatting over de energiesector, een domein dat hij het best kende, niet heeft vergist.

Zou het ongepast zijn de term 'Big is beautiful' te gebruiken als het om alternatieve energie gaat? Het gaat vooral om schaalvergroting. Door zonnepanelen of windmolenvelden op grote oppervlakten samen te brengen, kan er immers nog meer in één keer worden geproduceerd. De Amerikanen komen vaak, en soms terecht, in opspraak met hun energiebeleid, bouwen op dit ogenblik een zonnecentrale van 62 MW in de Nevadawoestijn.

n'est pas négligeable.

Quand on dit « big », il s'agit peut-être de la centrale mais il peut aussi s'agir du matériau, de l'instrument lui-même. En ce qui concerne l'éolien, je pense par exemple aux turbines. Actuellement, la société Siemens construit des turbines éoliennes de 3,6 MW. C'est considérable. Lorsqu'on sait que les coûts fixes d'un champ d'éoliennes, en mer du Nord par exemple, sont quasiment identiques qu'il s'agisse de dix éoliennes ou de cent, on imagine bien l'avantage que peut représenter un parc de cent éoliennes à 3,6 MW l'unité, soit au total 360 MW, ce qui est déjà un beau résultat, même par rapport aux centrales traditionnelles au gaz-charbon ou nucléaires.

Que l'on ne se méprenne toutefois pas, je n'ai pas dit que « Big is beautiful » implique de renoncer à ce que les particuliers participent à l'effort en plaçant, par exemple, des panneaux solaires sur le toit de leur maison ou une éolienne. Les petits ruisseaux font les grandes rivières ! Cependant, si on se limite à cette évolution, on risque de se confiner dans une espèce de rêve rousseauiste marginal. Les énergies renouvelables valent mieux que cela.

En réalité, les deux approches sont complémentaires. Plus les énergies alternatives – et singulièrement l'éolien et le solaire – seront appliquées à une large échelle, plus les matériaux et les composants verront leur prix se réduire pour les simples particuliers.

Évidemment, le temps qui s'écoule avant que l'investissement devienne rentable peut être un problème pour le particulier. Ainsi, douze ans se sont écoulés avant que les panneaux solaires que j'ai fait placer sur le toit de ma maison ne me fournissent gratuitement de l'eau chaude. Mon choix découlait de mon idéal mais n'était pas rationnel sur le plan économique. En revanche, l'investisseur industriel dispose d'un budget qui n'est nullement comparable à un budget familial. Sa situation est donc toute différente.

Ce que je cherche à démontrer à travers l'axiome « Big is beautiful » en ce qui concerne les énergies renouvelables, c'est que la part qu'on leur assigne dans les conclusions du Sommet européen (10% en 2020 et 10% de biodiesel) pourrait être accrue dans une logique industrielle. C'est la voie de l'avenir ! C'est donc sur l'innovation technologique, qui est le moteur de la croissance de nos sociétés, qu'il faut insister, que ce soit dans le domaine des économies d'énergie, de l'efficacité énergétique ou des énergies renouvelables.

Seuls des efforts accrus d'innovation permettront de rencontrer les nécessaires besoins énergétiques de nos pays et du monde, ainsi que de lutter contre le réchauffement global qui est déjà amorcé.

Je veux bien m'indigner sur le décalage existant entre les consommations énergétiques du Nord et du Sud de la planète, mais je préfère me concentrer sur les solutions et l'encouragement de nouveaux développements industriels dans le domaine des énergies renouvelables, car c'est vraiment dans ce secteur que la Belgique peut apporter une valeur ajoutée.

M. Luc Willems (VLD). – Le ministre a avancé plusieurs éléments très intéressants.

Il plaide par exemple pour un lien au niveau fédéral entre les

Als men het over 'big' heeft, gaat het misschien over de centrale, maar het kan ook over materialen gaan, de instrumenten zelf. Ik denk bijvoorbeeld aan windturbines. Siemens bouwt momenteel windturbines van 3,6 MW. Dat is enorm. De vaste kosten van een windmolenpark van tien windmolens in de Noordzee zijn nagenoeg dezelfde als voor honderd windmolens. Een windmolenpark met honderd windmolens van 3,6 MW, in totaal dus 360 MW, geeft een uitstekend resultaat ten opzichte van de traditionele gas-, steenkool- of kerncentrales.

Als ik het over 'Big is beautiful' heb, dan betekent dat niet dat particulieren geen inspanningen hoeven te doen door zonnepanelen of windmolens te installeren. Vele kleintjes maken een groot! Als men zich tot die evolutie beperkt, loopt men echter het risico zich in een soort marginale droom van Rousseau op te sluiten. Duurzame energie verdient beter.

In werkelijkheid vullen beide elkaar aan. Hoe meer alternatieve energie, vooral zonne- en windenergie, op grote schaal, hoe goedkoper de materialen zullen worden voor de particulieren.

Er zal uiteraard wat tijd overheen gaan voordat de investering rendabel wordt. Dat kan een probleem zijn voor de particulier. Pas na twaalf jaar heb ik gratis warm water van de zonnepanelen die ik op mijn dak heb geïnstalleerd. Ik heb een idealistische, economisch niet-rationele keuze gemaakt.

De industriële investeerder beschikt daarentegen over een budget dat niet te vergelijken is met een gezinsbudget. Zijn situatie is dus helemaal anders.

Wat ik met 'Big is beautiful' wil aantonen, is dat het aandeel dat de Europese Top over energie aan de duurzame energiebronnen heeft toegezwezen (10% tegen 2020 en 10% biodiesel), door een industriële logica kan worden verhoogd. Het is de weg naar de toekomst! Men moet de klemtoon leggen op de technologische innovatie. Dat is de motor voor de groei van onze ondernemingen, zowel op het vlak van energiebesparing en energie-efficiëntie als van duurzame energie.

Alleen via bijkomende inspanningen voor innovatie kunnen de energiebehoeften van onze landen en wereldwijd worden vervuld en kan de opwarming van de aarde worden bestreden.

Ik zou me kunnen ergeren aan de kloof tussen het energieverbruik van het Noorden en het Zuiden van de planeet, maar concentreer me liever op oplossingen en de aanmoediging van nieuwe industriële ontwikkelingen op het vlak van de duurzame energie. Hier kan België een belangrijke meerwaarde leveren.

De heer Luc Willems (VLD). – De minister heeft verschillende heel interessante elementen naar voren gebracht.

politiques climatologique et énergétique qui ont été traitées séparément pendant des années. Durant notre visite en Finlande, visite à laquelle j'ai déjà fait référence à plusieurs reprises aujourd'hui, nous y avons constaté l'existence d'une structure de décision très simple tant pour la politique énergétique que pour la politique technologique, et qu'on y rassemble les experts lors de divers forums de concertation. La Finlande lui doit certainement une partie de son récent succès. Je propose dès lors que le Sénat réunisse lui aussi l'énergie et le développement durable dans une même commission de manière à ce que ces questions ne puissent être séparées. Le prochain gouvernement réunira probablement les politiques du climat et de l'énergie sous la compétence d'un seul ministre.

Je retiens également de l'exposé du ministre son vibrant plaidoyer pour la dissociation totale des producteurs d'énergie et des gestionnaires de réseau. M. Steverlynck s'étonne de cette proposition. Nous devons simplement constater que, ces dernières années, de nombreux efforts ont été faits pour mettre fin à une situation dans laquelle la politique énergétique était depuis des années aux mains de mandataires locaux. Je n'ai absolument rien contre ces derniers mais ils ont laissé se développer une position de monopole et créé l'intégration verticale, uniquement parce que les communes pouvaient en retirer un dividende. C'est pourquoi nous avons dû reporter cette fâcheuse discussion sur la taxe Elia. Pendant des années, les mandataires locaux ont taillé la politique énergétique sur le même patron.

En tant que jeune député naïf, j'ai voulu interroger un jour le ministre de l'Économie sur les raisons pour lesquelles il ne soumettait pas les statuts de troisième génération dans la distribution d'énergie au Conseil de la concurrence. J'ai retiré cette interpellation – c'est la seule fois dans toute ma carrière de parlementaire – sous la pression des mandataires locaux. Il ne leur plaisait pas que leur travail dans les intercommunales de l'énergie soit contrarié par des députés et par le Conseil de la concurrence. Nous devons reconnaître en toute humilité que les partis ont laissé faire cela pendant des années. Il est dès lors remarquable et méritoire que le ministre adopte une position claire sur ce point délicat. J'espère que ce point de vue fera école dans les prochaines années. Je suis aussi avec beaucoup de respect la manière dont la commissaire européenne Neelie Kroes qui, lors de son entrée en fonction, était considérée comme la plus grande affairiste de la Commission européenne, s'oppose aujourd'hui aux trusts et tente de poser pour principe l'intérêt général.

Nous devons suivre l'intérêt général et par conséquent tendre vers la dissociation. Je félicite dès lors le ministre pour ses paroles. J'espère que, également sous la pression du débat sur la politique climatique, les femmes et les hommes politiques comprennent que la plus grande priorité dans la politique énergétique des prochaines années ne peut être de veiller à ce que les mandataires locaux au niveau communal ou les grands trusts fassent des bénéfices.

En mon nom et en tant que président de la commission, je remercie le ministre pour l'effort qu'il a fait ces dernières années pour mener un bon débat sur l'énergie, également en commission du Sénat. Je remercie également les collègues présents de leurs efforts pour porter ce débat à un niveau

Hij pleit er bijvoorbeeld voor om op federaal vlak een link te leggen tussen het klimaat- en het energiebeleid, zaken die jarenlang apart werden behandeld. Tijdens ons bezoek aan Finland, waar ik vandaag al herhaaldelijk naar heb verwezen, zagen we dat er daar een zeer eenvoudige beslissingsstructuur bestond voor zowel het energiebeleid als het technologiebeleid en dat men er de kiespeters op diverse overlegfora samenbrengt. Daaraan dankt Finland zeker voor een deel zijn recente succes. Ik stel daarom voor dat ook de Senaat energie en duurzame ontwikkeling in eenzelfde commissie samenbrengt zodat ze niet meer van elkaar kunnen worden gescheiden. Vermoedelijk zal de volgende regering in dezelfde lijn klimaat- en energiebeleid onder de bevoegdheid van eenzelfde minister samenbrengen.

Ik onthoud uit de uiteenzetting van de minister ook zijn sterk pleidooi voor de volledige ontkoppeling van energieproducenten en netwerkexploitanten. Collega Steverlynck verbaast zich over dat voorstel. Eigenlijk moeten we vaststellen dat er de voorbije jaren al heel wat inspanningen zijn gedaan om een einde te maken aan een situatie waarbij de energiepolitiek jarenlang in handen was van lokale mandatarissen. Nu heb ik helemaal niets tegen lokale mandatarissen, maar zij hebben wel een monopoliepositie laten uitbouwen en de verticale integratie in het leven geroepen, alleen omdat de gemeenten daar een dividend mee konden opstrijken. Daardoor hebben we later die onzalige discussie over de Eliaheffing moeten voeren. Op die leest hebben de lokale mandatarissen het energiebeleid jarenlang geschoeid.

Als jong en naïf kamerlid heb ik de minister van Economie eens willen interrogeren over de vraag waarom hij de derdegeneratiestatuten in de energiedistributie niet voorlegde aan de Raad voor de mededinging. Ik heb die interpellatie ingetrokken – voor de enige keer in heel mijn loopbaan als parlementslid – onder druk van de lokale mandatarissen. Zij vonden het *not done* dat hun werk in de energie-intercommunale doorkruist werd door parlementsleden en door de Raad voor de mededinging. We moeten in alle nederigheid erkennen dat de partijen dat jarenlang hebben laten gebeuren. Het is dan ook opmerkelijk en lovenswaardig dat de minister over dit heikale punt een duidelijk standpunt inneemt. Ik hoop dat dit de komende jaren navolging vindt. Ik volg ook met veel respect hoe Europees commissaris Neelie Kroes, die bij haar aantraden beschouwd werd als de grootste affairiste van de Europese Commissie, zich vandaag afzet tegen de concerns en probeert het algemeen belang voorop te stellen.

We moeten gericht zijn op het algemeen belang en bijgevolg ontvlechting nastreven. Ik feliciteer de minister dan ook voor zijn uitspraak. Ik hoop dat, mede onder druk van het debat over het klimaatbeleid, politici inzien dat de toprioriteit in het energiebeleid er de komende jaren niet in mag bestaan ervoor te zorgen dat er winst wordt gemaakt, ofwel door de lokale mandataris op gemeentelijk vlak, ofwel door de grote concerns.

Uit persoonlijke naam en als voorzitter van de commissie dank ik de minister voor zijn inspanning in de voorbije jaren om een degelijk energiedebat te voeren, ook in de senaatscommissie. Ik dank ook de aanwezige collega's voor hun inspanning om dit debat op een hoog niveau te tillen. Aan

élévé. Nous ne pouvons pas faire grand-chose pour remédier au peu d'intérêt de nos autres collègues. Le contenu du débat sera toutefois pérennisé dans les documents parlementaires.

M. Bart Martens (SP.A-SPIRIT). – *Le ministre a parlé de dissociation de la propriété et de l'absence de volonté politique d'aller plus loin. Nous devons aller plus loin que les engagements pris par SUEZ dans la Pax Electrica.*

Cela ne pose aucun problème au SP.A d'aller plus loin. Pour nous, cela ne doit pas se faire via des accords canapés ou des gentlemen's agreement. On peut également légiférer. Notre proposition de loi contient des mesures concrètes pour préparer la dissociation de la propriété. Nous voulons œuvrer à une gestion indépendante des réseaux, indispensable au bon fonctionnement du marché. L'absence de volonté politique ne vient certainement pas du SP.A.

Parallèlement à la dissociation de la propriété, on doit s'attaquer à la culture de la gestion du réseau. Chez Elia, la gestion est bien meilleure que chez Fluxys, mais il est néanmoins inacceptable qu'un topmanager d'Electrabel devienne du jour au lendemain topmanager chez Fluxys. En France, si un cadre de la société de gestion du réseau à haute tension passe à EDF, il est d'abord envoyé dans une filiale d'EDF située à l'étranger pour ne pas créer de conflit d'intérêts. Il serait bon que nous convenions de telles règles pour pouvoir garantir une gestion indépendante de nos réseaux.

Les États membres ont une approche différente de l'énergie nucléaire. Certains, comme l'Allemagne, sortent du nucléaire, d'autres, comme la Finlande, vont construire une centrale. Nous avons passé un séjour instructif en Finlande. Les conditions dans lesquelles la construction d'une nouvelle centrale a bénéficié du soutien politique de la majorité ne sont pas les mêmes que chez nous. En Finlande, il y a suffisamment de place pour construire une centrale nucléaire loin des zones habitées, à 30 km des centres urbains. Le sous-sol offre une importante couche de roche où on n'a jamais détecté d'activités tectoniques. La Finlande a dès lors décidé d'enfouir les déchets radioactifs. Le contexte dans lequel le débat est mené en Finlande est donc tout à fait différent du nôtre.

Je suis d'accord avec le ministre pour dire que le remplacement de toutes les centrales nucléaires, par exemple, par des centrales au gaz, entraînerait une grosse augmentation des émissions de CO₂, mais à terme nous voulons quand même remplacer les centrales nucléaires par un éventail d'investissements en énergies renouvelables.

Le remplacement des centrales au mazout par des centrales au gaz équipées d'un système de cogénération peut entraîner une diminution de 20% des émissions de CO₂.

Nous optons donc pour des investissements dans un éventail de technologies plutôt que dans la seule silver bullet à laquelle le ministre fait référence.

Nous ne pouvons dépeindre notre dépendance stratégique du gaz naturel de façon trop pessimiste. À l'heure actuelle, nous dépendons totalement du pétrole pour nos carburants et des combustibles fossiles pour le chauffage de nos habitations.

En outre, notre pays se situe au cœur du réseau européen de gaz naturel. Le terminal GNL nous permet d'importer du gaz

de la geringe belangstelling van de overige collega's kunnen we weinig verhelpen. De inhoud van het debat zal dan toch vereeuwigd worden in de parlementaire stukken.

De heer Bart Martens (SP.A-SPIRIT). – De minister heeft een boude uitspraak gedaan over eigendomsontvlechting. Volgens de minister ontbreekt de politieke moed om méér te realiseren. We moeten verder gaan dan de engagementen die SUEZ heeft aangegaan in de Pax Electrica. Collega Steverlynck heeft gelijk te stellen dat we eerder kunnen spreken over een Farce Electrica dan van een Pax Electrica als zelfs de engagementen uit de Pax Electrica niet worden nagekomen.

De SP.A heeft geen probleem om verder te gaan. Dat hoeft voor ons niet te gebeuren via vrijwillige canapéfspraken of de gentlemen's agreement uit de Pax Electrica. Er kunnen ook regels worden opgelegd. We hebben in ons wetsvoorstel concrete maatregelen voorgesteld om werk te maken van de eigendomsontvlechting. We willen werk maken van een onafhankelijk beheer van de netten en van een goed bestuur, want dat is noodzakelijk voor een goede marktwerking. Het gebrek aan politieke moed is dus zeker niet aan de SP.A toe te schrijven.

Naast de eigendomsontvlechting moet de bestuurscultuur van het netwerkbeheer worden aangepakt. Bij Elia is het bestuur veel beter dan bij Fluxys, maar het is toch niet aanvaardbaar dat een topman van Electrabel van de ene dag op de andere een topman van Fluxys wordt. In de ons omringende landen is zojuist onmogelijk. Als een kaderlid van de beheersmaatschappij van het hoogspanningsnet in Frankrijk naar EDF overstapt, wordt hij eerst naar een buitenlandse entiteit van EDF gestuurd, om geen belangenvermenging of een zweem daarvan te kunnen veroorzaken. Het zou goed zijn mochten we ook in België zulke gedragsregels afspreken, zodat het onafhankelijk beheer van onze netten kan worden gegarandeerd.

De Europese lidstaten hebben een verschillende benadering van de kernenergie. Sommige, zoals Duitsland, stappen af van de kernenergie, andere, zoals Finland, gaan net een centrale bijbouwen. We hebben een leerrijke reis naar Finland ondernomen. De omstandigheden waarin de bouw van een nieuwe centrale de politieke steun van de meerderheid heeft verkregen, zijn anders dan bij ons. In Finland is plaats om ver van de bewoond wereld, op 30 kilometer van een stedelijk centrum, een kerncentrale te bouwen. In de ondergrond bevindt zich een massieve steenlaag waar nooit tektonische activiteiten zijn opgetreden. In die omstandigheden heeft Finland een beslissing genomen over de berging van radioactief afval. De context waarin het debat in Finland is gevoerd, is dus helemaal anders dan bij ons.

Ik ben het met de minister eens dat de vervanging van alle kerncentrales door, bijvoorbeeld, aardgascentrales zou leiden tot een enorme toename van de CO₂-uitstoot, maar op termijn willen we de kerncentrales toch vervangen door een waaier van investeringen in duurzame energie zoals wind- en zonne-energie, biomassa, getijdencentrales en, vooral ook, in warmtekrachtkoppeling. Door aardoliegestookte centrales te vervangen door warmtekrachtkoppelingscentrales op aardgas kan de CO₂-uitstoot overigens wel degelijk worden verminderd.

liquide du monde entier. Notre situation est donc plus enviable que celle de nombreux États membres. En Finlande, par exemple, tout le gaz naturel est acheminé par pipeline de Russie. La Finlande ne peut importer du gaz naturel d'autres régions du monde et est donc totalement tributaire de la bonne volonté des Russes.

Je m'accorde avec le ministre pour dire que nous devons regarder plus loin que les programmes indicatifs, notamment le programme 2030. Ces programmes indiquent les moyens de production qu'il faut mettre en place pour garantir la sécurité d'approvisionnement à court ou à moyen terme. Des défis tels que le réchauffement climatique doivent être appréhendés à long terme.

J'ai également examiné avec attention les différentes critiques du rapport intermédiaire de la commission D'haeseleer. La Banque nationale de Belgique est particulièrement critique, surtout pour la méthodologie suivie. Elle regrette que le secteur de l'électricité ait été isolé du secteur de l'énergie et qu'on n'ait pas suffisamment tenu compte du contexte européen et d'une diminution de la demande énergétique.

Le toilettage du rapport intermédiaire sera insuffisant pour arriver à un rapport final crédible d'ici le mois de juin.

Quant à la recherche et le développement, le ministre a fait référence aux centrales nucléaires de la quatrième génération. Je veux bien mais ce qui me perturbe, c'est que par le passé, on a consacré proportionnellement moins de fonds de recherche aux énergies renouvelables et à l'efficacité de l'énergie. À ce jour, les fonds de recherche européens sont davantage axés sur les centrales de la quatrième génération que sur les énergies renouvelables.

L'énergie renouvelable est pourtant la seule qui puisse conduire à de grandes applications. Le secteur connaît déjà une croissance considérable.

Les réacteurs de la quatrième génération sont ceux qui, dans le meilleur des cas, pourront mener à des applications commerciales d'ici vingt ans.

Je suis d'accord pour qu'on investisse davantage dans la recherche et le développement mais, dans ce cas, d'une manière plus équilibrée et en attachant plus d'importance à l'énergie renouvelable et à l'efficacité en matière d'énergie.

M. Berni Collas (MR). – À la suite de ce débat, les partis de la majorité vont déposer une résolution basée sur un large consensus.

Les avis divergent cependant quelque peu à propos de la

We opteren dus voor investeringen in een waaier van technologieën in plaats van ons heil te zoeken in die ene *silver bullet* waarnaar de minister verwijst.

Onze strategische afhankelijkheid van aardgas mogen we niet te pessimistisch af schilderen. Voor onze motorbrandstof zijn we nu volledig afhankelijk van aardolie en ook voor de verwarming van onze gebouwen zijn we tot nader order nagenoeg volledig afhankelijk van fossiele brandstoffen.

Verder ligt ons land op een Europees knooppunt van aardgasleidingen. De LNG-terminals bieden ons de mogelijkheid om vloeibaar aardgas van over heel de wereld in te voeren. Onze situatie is dus veel benijdenswaardiger dan die van vele andere Europese lidstaten. In Finland wordt bijvoorbeeld alle aardgas via een pijpleiding uit Rusland aangevoerd. Finland kan geen aardgas uit andere regio's van de wereld aanvoeren en is dus volledig overgeleverd aan de goodwill van de Russen.

Ik ben het met de minister eens dat we verder moeten kijken dan de tijdshorizon van indicatieve programma's zoals het 2030-programma. Die programma's antwoorden op de vraag welke productiemiddelen moeten worden ingezet om de bevoorradingsszekerheid op korte of middellange termijn te waarborgen. Uitdagingen zoals de klimaatopwarming dienen we echter op lange termijn aan te gaan.

Toch heb ik ook de verschillende kritische reviews bij het tussentijds rapport van de commissie-D'haeseleer grondig bekeken. De Nationale Bank van België is bijzonder kritisch vooral dan voor de gevolgde methodologie. Ze betreurt dat de elektriciteitssector uit de energiesector werd geïsoleerd, dat er te weinig rekening werd gehouden met de Europese context en dat de in aanmerking genomen scenario's te weinig de reductie van de energievraag als uitgangspunt nemen.

We zouden de oefening dus beter *from scratch* overdoen. Door het tussentijds rapport alleen wat op te smukken krijgen we tegen juni nooit een geloofwaardig eindrapport.

De minister heeft verwezen naar onderzoek en ontwikkeling inzake kerncentrales van de vierde generatie. Voor mij niet gelaten, maar het stoort me wel dat in het verleden verhoudingsgewijs veel minder onderzoeks geld besteed werd aan duurzame energie en aan energie-efficiëntie. Tot vandaag wordt ook het Europese onderzoeks geld verhoudingsgewijs veel meer toegespitst op centrales van de vierde generatie dan op duurzame energie.

Duurzame energie is nochtans de ene vogel in de hand die kan leiden tot grote toepassingen. De sector kent nu al een enorme groei.

De reactoren van de vierde generatie zijn de tien vogels in de lucht, die in het beste geval pas binnen twintig jaar tot commerciële toepassingen kunnen leiden.

Ik ga ermee akkoord dat er meer wordt geïnvesteerd in onderzoek en ontwikkeling, maar dan wel op een meer evenwichtige manier en met meer aandacht voor duurzame energie en energie-efficiëntie.

De heer Berni Collas (MR). – Na dit debat zullen de meerderheidspartijen een resolutie indienen die op een ruime consensus berust.

De aanbevelingen over de uitstap uit kernenergie lopen

problématique de la sortie du nucléaire. Importer de l'électricité produite sur la base de centrales nucléaires à l'étranger n'est pas la solution mais plutôt un leurre.

Je me demande cependant si nous pourrons valoriser le savoir-faire énorme dont notre pays dispose en matière de recherche nucléaire. J'espère que nous pourrons poursuivre la promotion de ces recherches à l'échelon national et international et encourager la poursuite de la recherche scientifique sur le traitement des déchets radioactifs de type B et C.

Cela étant, des sommes énormes ont été investies dans le domaine de la recherche atomique, avec EURATOM. Ne faudrait-il pas un EURONEW et un programme européen favorisant la recherche en matière d'énergies renouvelables, comme l'ont évoqué plusieurs interlocuteurs ?

Il faudra encourager ce type d'énergies pour faire face à nos besoins futurs, si nous voulons prendre en compte la problématique des changements climatiques et réduire les émissions de CO₂ dans le cadre du protocole de Kyoto.

M. Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique. – Je voudrais saluer les interventions intéressantes des trois sénateurs du MR qui allaient dans le sens des interventions précédentes.

La Belgique a fortement soutenu la dissociation de la propriété lors du Conseil européen sur l'énergie. Cependant, certains grands pays où il y a de très gros producteurs ne sont pas d'accord sur ce point. C'est pourquoi je me réjouis que le commissaire européen partage notre avis.

Je connais la position de M. Martens et dans ce domaine, nous partageons quasiment la même philosophie, mais dans chaque groupe, je connais des personnes qui ne sont pas favorables à cette dissociation de la propriété et qui occupent parfois des positions clés. Nous devons absolument changer d'attitude, sinon nous n'obtiendrons jamais un véritable marché ouvert.

J'ai pris note du fait que nous devions être prudents avec l'énergie éolienne parce qu'on a pris assez bien de retard en la matière. Cependant, sur le terrain, je constate que les entreprises, y compris le gestionnaire du réseau avec lequel elles doivent s'entendre, négocient et essaient de progresser. J'espère que malgré le temps perdu, nous pourrons aller droit au but. Nous devons tout mettre en œuvre à cet effet.

Je pense qu'en Europe, on se rend compte qu'on doit constituer des réserves stratégiques de gaz, comme on le fait déjà pour le pétrole. La Belgique est bien placée en la matière ; nous disposons du hub, mais également de possibilités de stockage. Nous devons étudier ces possibilités de manière approfondie et les utiliser.

– Le débat est clos.

Motions

M. le président. – M. Steverlynck et Mme de Bethune ont déposé une motion ainsi libellée :

« Le Sénat,

Considérant les défis que représentent les politiques énergétique et climatique, tels que le renchérissement du

evenwel enigszins uiteen. De invoer van elektriciteit uit het buitenland die in kerncentrales werd geproduceerd is geen oplossing, maar eerder bedrog.

Ik vraag me af of we onze enorme knowhow op het vlak van nucleair onderzoek zullen kunnen valoriseren. Ik hoop dat we de steun aan dat onderzoek op nationale en internationale schaal kunnen voortzetten en dat we het wetenschappelijk onderzoek naar de behandeling van radioactief afval van type B en C kunnen blijven aanmoedigen.

Er zijn via EURATOM enorme bedragen geïnvesteerd in nucleair onderzoek. Moet er geen EURONEW komen en een Europees programma dat het onderzoek op het vlak van duurzame energie aanmoedigt?

Dat soort energie moet worden aangemoedigd om aan onze toekomstige behoeften tegemoet te komen als we de problematiek van de klimaatwijziging en de vermindering van de CO₂-uitstoot in het kader van het Kyotoprotocol in aanmerking willen nemen.

De heer Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid. – De uiteenzettingen van de drie senatoren van de MR waren interessant en sloten aan bij die van de vorige sprekers.

België heeft de eigendomsontvlechting sterk gesteund in de Europese Raad Energie. Grote landen met heel grote producenten zijn het daar echter niet mee eens. Het verheugt mij dan ook dat de Europese commissaris dezelfde koers volgt als de onze.

Ik ken de stelling van de heer Martens en ik apprecieer die ook, temeer daar we op dat gebied bijna geestesgenoten zijn, maar ik ken in elke fractie mensen die deze eigendomsontvlechting niet gunstig gezind zijn. Die mensen nemen soms zeer belangrijke sleutelposities in. We moeten absoluut van die houding af, anders zullen we nooit een open vrije markt krijgen.

Ik heb nota genomen van het feit dat men zegt dat we moeten opletten met windenergie, omdat hier nogal wat achterstand is opgelopen. Op het terrein zie ik echter dat de bedrijven, ook de netbeheerder waarmee ze moeten afspreken, rond de tafel zitten en proberen vooruitgang te boeken. Ik hoop dat we, ondanks de tijd die we verloren hebben, nu recht op ons doel kunnen afgaan. Daarvoor moeten we al het mogelijke doen.

Ik meen dat men binnen Europa beseft dat we strategische gasvoorraadden moeten aanleggen, zoals we dat ook al doen voor olie. België is daarvoor goed geplaatst, we hebben de hub, maar soms hebben we ook mogelijkheden om te stockeren. We moeten die mogelijkheden dan ook ten volle onderzoeken en er gebruik van maken.

– Het debat is gesloten.

Moties

De voorzitter. – De heer Steverlynck en mevrouw de Bethune hebben een motie ingediend die luidt:

“De Senaat,

Overwegende de uitdagingen inzake energiebeleid en klimaatbeleid, zoals de oplopende prijzen op de internationale

pétrole et du gaz sur les marchés internationaux, le caractère épuisable des réserves de pétrole et de gaz, le réchauffement de la planète dont la consommation énergétique est en grande partie responsable, la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement et les fournisseurs ;

Considérant le manque de concurrence dans la production d'électricité ;

Considérant le manque de cohérence de la politique énergétique ;

Considérant la sortie anticipée du nucléaire, décidée par le précédent gouvernement ;

Considérant l'engagement pris par le gouvernement fédéral à l'égard de SUEZ d'assurer une neutralité fiscale jusqu'au 31 décembre 2009 ;

Considérant le retard pris dans la construction d'éoliennes en mer ;

Considérant que les objectifs imposés à l'échelon européen concernant la consommation de biocarburants au 31 décembre 2005 n'ont pas été atteints ;

Considérant la problématique des tarifs sociaux, du service de médiation et de la protection du consommateur ;

Ayant entendu le débat organisé en séance plénière du Sénat ;

Recommande au gouvernement de prendre des mesures afin de :

1. Maîtriser la demande d'énergie ;
2. Piloter l'offre en vue de parvenir à un éventail de sources énergétiques et de fournisseurs fiables ;
3. S'acquitter de sa mission fédérale dans le cadre d'une politique relative aux énergies renouvelables et de promouvoir, moyennant une efficacité au niveau des coûts, les initiatives concernant l'implantation d'éoliennes en mer ;

4. Annuler la sortie anticipée du nucléaire ;

5. Promouvoir le fonctionnement du secteur du gaz et de l'électricité selon les règles du marché ;

6. Introduire de véritables tarifs sociaux ;

7. Constituer des provisions nucléaires sûres et suffisantes ;

8. Instaurer le Fonds de compensation pour la TVA ;

9. Assurer une meilleure protection du consommateur. »

MM. Mahoux et Wille, Mme Defraigne et M. Martens ont déposé une motion pure et simple.

– **Le vote sur ces motions aura lieu ultérieurement.**

M. le président. – Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 15 h.

(*La séance est levée à 13 h 15.*)

markten van aardolie en aardgas, de uitputbaarheid van aardolie en aardgas, de opwarming van de aarde en de belangrijke rol van het energieverbruik daarin, de nood aan diversificatie inzake bevoorratingsbronnen en leveranciers;

Overwegende het gebrek aan concurrentie in de productie van elektriciteit;

Overwegende de gebrekige coherentie in het energiebeleid;

Overwegende de door de vorige regering besliste vervroegde uitstap uit kernenergie;

Overwegende het engagement van de federale regering ten aanzien van SUEZ waarbij fiscale neutraliteit wordt voorzien tot 31 december 2009;

Overwegende de vertraging die opgelopen is ten aanzien van de bouw van zeewindmolens;

Overwegende dat de doelstellingen in Europees kader opgelegd ten aanzien van het verbruik van biobrandstoffen per 31 december 2005 niet werden gehaald;

Overwegende de problematiek inzake sociale tarieven, de ombudsdiest en de bescherming van de consument;

Gehoord het debat in de plenaire vergadering van de Senaat;

Beveelt de regering aan maatregelen te nemen om:

1. De vraag naar energie te beheersen;
2. Het aanbod te sturen met het oog op een mix van bronnen en betrouwbare leveranciers;
3. Haar federale opdracht in het kader van een beleid inzake hernieuwbare energie uit te voeren en, in een kostenefficiënt kader, de initiatieven rond zeewindmolens te bevorderen;
4. De vervroegde uitstap uit kernenergie ongedaan te maken;
5. De marktwerking in de elektriciteits- en aardgassector te bevorderen;
6. Echte sociale tarieven in te voeren;
7. Voldoende en zekere nucleaire provisies aan te leggen;
8. Het BTW-compensatiefonds in te voeren;
9. De consument beter te beschermen.”

De heren Mahoux en Wille, mevrouw Defraigne en de heer Martens hebben een gewone motie ingediend.

– **Over deze moties wordt later gestemd.**

De voorzitter. – We zetten onze werkzaamheden voort vanmiddag om 15 uur.

(*De vergadering wordt gesloten om 13.15 uur.*)

Excusés

Mmes Bousakla et Van dermeersch, pour raison de santé, M. Van den Brande, à l'étranger, MM. Dedecker et Wilmots, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

Berichten van verhinderung

Afwezig met bericht van verhinderung: mevrouw Bousakla en mevrouw Van dermeersch, om gezondheidsredenen, de heer Van den Brande, in het buitenland, de heren Dedecker en Wilmots, wegens andere plichten.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**